

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*_*_*



UNIVERSITÀ
DEGLI STUDI
DI PADOVA



UNIVERSITE DE PARIS 1

PANTHEON SORBONNE

Master Erasmus Mundus TPTI

Technique, Patrimoine, Territoires de l'industrie :

Histoire, valorisation didactique

Mémoire de Master

Valorisation du patrimoine industriel de la ville de Rufisque, sauvegarde et
transmission : quel impact sur le développement local ? Le cas de l'ex usine

Bata

Valuation of the industrial heritage of the city of Rufisque, backup and
transmission: what impact on local development? The case of the former Bata
factory

Présenté par Abdoulaye GAYE

Sous la direction de :

Professeur Anne Françoise GARCON

Année académique 2013 -2014

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine
Bata

*_*_*_*_*_*_*

Avant propos :

« Nulle pierre ne peut être polie sans friction, nul homme ne peut parfaire son expérience sans épreuve. » Confucius

Après ma soutenance de licence en Animation Culturelle, une formation générale et transversale obtenue au niveau de l'école Nationale des Arts du Sénégal, une envie de me spécialiser dans le domaine du patrimoine culturel m'avait animé. Ainsi nous avons décidé de pousser notre recherche dans ce domaine. Ceci pour poursuivre notre objectif d'approfondissement de nos connaissances pratiques en techniques de mise en valeur et de sauvegarde du patrimoine. Et le programme Erasmus Mundus TPTI nous offre le cadre ainsi que les opportunités.

L'expérience acquise sur le terrain, et la qualité des enseignements reçus, dans le cadre ce Master, nous donne aisément des rudiments qui pourront nous accompagner dans le futur dans le cadre de nos recherches.

Il faut reconnaître aussi le déclic est survenu pendant les enseignements reçu dans les différents séminaires qui se sont déroulés à Paris I telles que : pensée technique et initiation au patrimoine industriel.

Nous pensons vraiment que c'est un terreau fertile pour nos jeunes pays, pour nous jeunes chercheurs et qu'il faudrait vraiment attirer l'attention autorités, mais surtout orienté, vers ce domaine les futurs chercheurs.

Notre étude se base sur un cas : celui de l'ex usine Bata, cependant, d'autres usines qui sont dans la même situation existent au Sénégal.

Nous considérons ce travail comme une ébauche, parce que nous voulons dans une avenir proche, mener d'autres investigations plus approfondies dans le même domaine. C'est pourquoi, nous avons privilégié une approche globalisante et un peu général afin de livrer quelques jalons et nourrir une réflexion sur le patrimoine industriel au Sénégal.

Cependant il faut noter que le problème majeur auquel nous étions confrontés, était le manque de moyens, cela nous a beaucoup handicapé, et nous tenons vraiment à le noter.

Remerciements :

« L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on peut utiliser pour changer le monde » dicit Nelson MANDELA, par ce fait,

Je voudrais remercier l'Union Européenne pour m'avoir offert l'opportunité d'étudier au sein du Master Erasmus Mundus TPTI (sans bourses certes), ce qui a été une expérience inoubliable et enrichissante.

Ainsi, je remercie d'abord, mon Professeur référent, Madame Anne Françoise GARÇON qui a bien voulu prendre la direction scientifique de ce travail, pour ces conseils, appui et orientation. Je le remercie pour sa disponibilité et sa rigueur scientifique.

Je remercie également le corps professoral de l'Université de Paris1, (le Professeur Anne Françoise GARÇON), de l'Université d'Evora (le Professeur Phillippe Thémoudo BARATA) et de l'Université de Padoue (le Professeur Pierre Luigi FONTANA) et aux équipes des différents secrétariats du Master pour leur disponibilité et leur contribution à notre formation.

Je n'oublie pas mes chers camarades de promotion, mes compagnons de galère pendant ces deux ans. Leurs conseils et soutien nous m'ont beaucoup aidés à aller de l'avant. Grace à eux le mot tolérance à une nouvelle signification pour moi.

Ces remerciements vont aussi à l'endroit de tous mes collègues du Ministère de la Culture du Sénégal, ils m'ont toujours prodigués des conseils et encouragés. Je ne saurai oublier mes amis d'enfances entre Rufisque et Bargny ils se reconnaîtront.

Enfin merci à toute ma famille, sans qui ce travail de recherches n'allait pas aboutir, merci pour votre soutien sans faille, merci pour votre appui constant, merci pour tout. Mention spéciale à ma petite famille pour m'avoir compris, mais surtout, pour avoir compris le sens de ce sacrifice.

ABREVIATION

ACP: Afrique, Caraïbes, Pacifique
ADPIC : Accords sur les Droits de Propriété Intellectuelle liés au Commerce
AFD : Agence Française de Développement
ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
AOF : Afrique Occidental Française
APDA : l'Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat
APE : Accords de partenariat économique
APROSI : Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels
ASIT : Agence Sénégalaise pour l'Innovation Technologique
ASN : Association Sénégalaise pour la Normalisation
BAMH : Bureau d'Architecture des Monuments Historiques
BNSTP : Bourse Nationale de Sous-traitance et de Partenariat
BREDA : Bureau Régional pour l'Education en Afrique
CAFAL : Compagnie Africaine Forestière et des Allumettes
CCBM : Comptoir Commercial Bara Mboup
CEDEAO : Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFTK : Chemin de Fer de Thiès à Kayes
CHST : Centre Histoire des Sciences et Techniques
CMAI : Conférence des Ministres Africains de l'Industrie
DFI : Digital Freedom Initiative
DPC : Direction du Patrimoine Culturel
DSL : Dakar- Saint Louis
DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
EEOA : Eaux et Electricité de l'Ouest Africain
ESPI : Entreprise Sénégalaise de Production Industrielle
FCFA : Franc des Communautés Financières d'Afrique
GINA : Gaufrette industrielle africaine
ICOTAF : Industries Cotonnières Africaine
IFAN : Institut Français d'Afrique Noire
IRCPA : Initiative de Renforcement des Capacités Productives en Afrique
MCA: Millenium Challenge Account
MCPHC : Ministère de la Culture, du Patrimoine Historique Classé
MPME : Micro, Petites et Moyennes Entreprises
MUSIL : Musée de l'industrie et du Travail (Brescia)
NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
NPI : Nouvelle Politique Industrielle
NTIC: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*

OMC : Organisation Mondial du Commerce
OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ORSTOM : Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer
PASCO : Programme d'Ajustement Structurel et de Compétitivité
PIB : Produit Intérieur Brut
PICAO : Politique Industrielle Commune des Etats de l'Afrique de l'Ouest
PME : Petites et Moyennes Entreprises
PMI : Petites et Moyennes Industries
PPTE : Pays Pauvres Très Endettés
PRI : Politique de Redéploiement Industriel
SCA : Stratégie de Croissance Accélérée
SCB : Société de Construction des Batignolles
SENELEC : Société Nationale d'Electricité
SERAS : Société d'Exploitation des Ressources Animales du Sénégal
SOCOCIM : Société Commerciale des Cimenteries
SODIDA : Société des Domaines Industriels de Dakar
T I C C I H: The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage
TANNAF : Tannerie Africaine
TEC : Tarif Extérieur Commun
TPTI : Techniques, Patrimoine, Territoires de l'Industrie
UE : Union Européenne
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africain
UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

TABLES DES MATIERES

Avant Propos	1
Remerciement	
Dédicace	
Abréviation	
Table des matières	
Introduction	1
A : Contexte	15
B : Justification	18
CHAPITRE I : Sources et bibliographie	19
A : Les objectifs :	20
B : Les sources :	21
B.1 Sources Orales :	23
B.2 Sources écrites :	25
B.3 La Méthode d'inventaire :	27
C : Références Bibliographiques :	30
Chapitre II : Historiographie du patrimoine industriel	32
A : Etude de l'art :	32
A1 : Origine du patrimoine industriel :	33
A2 : L'Archéologie industrielle.....	35
A3 : Evolution du concept :	37
B : Importance du patrimoine industriel:	43
B1 : La paléo métallurgie.....	44
B2 : Technologie et société: la chaîne opératoire du fer.....	48
B3 : Apport de la paléo métallurgie	50
C : L'industrie au Sénégal : rétrospective.....	51
c1 : Diagnostic du secteur industriel.....	54
c 2 : Politique de redéploiement industriel (PRI)	61
c3 : Mise à niveau du secteur industriel.....	62
D : La politique industrielle :	64
D1 : Développement industriel endogène.....	68

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_

D2 : Développement de synergies entre le secteur artisanal et le secteur industriel...	70
D3 : Présentation de la ville de Rufisque:	73
E : L'industrialisation de la ville de Rufisque:	79
1) La Sococim :	80
2) L'usine BATA :	81
3) Valdafrique	82
4) l'Imprimerie Nationale	85
5) Les chemins de fer :	87
6) Le port de Rufisque :	87
7) La Centrale III du Cap des Biches :	88
8) l'Urbanisation de la ville :	90
CHAPITRE III : Problématique :	95
A/ Comment appréhender la question du patrimoine industrielle au Sénégal.....	95
Chapitre IV : Étude de cas :	101
A : Présentation géographique de l'usine Bata :	101
A.1 Le processus de production :	105
A.2 : Enjeux de la reconversion :	110
A3 : Le problème du foncier à BATA :	115
Chapitre V : Synthèse	119
Conclusion :	129
Annexes	

Introduction :

Le choix d'un sujet du mémoire n'est jamais anodin. Entreprendre cette proposition de recherche sur la valorisation du patrimoine industriel de la ville de Rufisque, sauvegarde et transmission : quel impact sur le développement local et portant sur le cas spécifique de l'ex manufacture Bata constitue un défi et une fierté. D'abord en tant que natif de cette ville tricentenaire qui porte toujours les vestiges de la préhistoire, et dont les habitants étaient considérés comme des citoyens Français (à l'opposé des indigènes)¹, ensuite parce que le patrimoine industriel n'est pas très bien connu au Sénégal et enfin l'intérêt historique et son importance socioculturel et économique sur le développement local.

Quand les sciences sociales parlent de patrimoine industriel, elles évoquent point un «fonds de commerce», mais un héritage, une mémoire, les traces d'un passé industriel révolu. Une ouverture croissante des entreprises en état d'activité à la réflexion sur elles-mêmes conduit du reste certaines d'entre elles, depuis peu, à créer le lien nécessaire entre ces deux concepts, économique et culturel, en réévaluant l'histoire de l'entreprise comme un des articles de son bilan, et en lui prêtant désormais l'attention que mérite une ressource «morale» où puiser à la fois pour résoudre des problèmes de gestion et pour conforter l'image interne et externe de l'entreprise².

Le patrimoine historique de l'industrie, concrètement, ce sont les traces, plus ou moins bien préservées, de son fonctionnement et de son insertion dans le paysage ou dans la société. Les archives d'entreprises, les murs des usines, les débris des infrastructures ou de l'outillage, les collections de produits (ne serait-ce que sur catalogue), l'impact sur l'environnement, la mémoire des dernières générations de patrons ou de salariés: autant d'éléments matériels ou de souvenirs (immatériel) dont il est de mieux en mieux admis aujourd'hui qu'on ne saurait se passer pour écrire l'histoire de l'industrie, une histoire inscrite non seulement dans les statistiques, les enquêtes, les comptabilités, mais aussi dans l'espace en trois dimensions, dans la vision d'une population, dans des vies quotidiennes.

¹Indigènes : étaient considérés comme indigènes, tous les Sénégalais qui n'étaient pas natifs des quatre communes (Gorée, St Louis, Dakar et Rufisque)

²<http://www.patrimoineindustriel-apic.com/>

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*

Les historiens, et bien d'autres professions scientifiques et culturelles, ont par suite une double mission à remplir.

L'une consiste à élaborer les règles et les contenus d'une archéologie matérielle et d'une ethnohistoire appelée à renouveler la conception classique de l'histoire industrielle au sens le plus large du terme, en attirant l'attention aussi bien sur les conditions de diffusion et d'adaptation des innovations techniques, que sur l'organisation du travail, sur les relations sociales, sur les modes de vie, sur l'articulation des espaces industriels à d'autres espaces, ou sur les représentations de l'industrie. L'autre tâche consiste, à travers une connaissance de plus en plus fine et plus exhaustive des vestiges du patrimoine industriel, à faciliter son intégration dans le patrimoine national, à encourager sa sauvegarde dans ses éléments les plus significatifs, sa réutilisation ou sa valorisation. Au près du public des musées ou du tourisme de sites, les spécialistes du patrimoine industriel, depuis l'origine et sans doute pour un certain temps encore, ont donc inévitablement toujours deux fers au feu: celui de la recherche et de l'enseignement, celui de, l'action culturelle.

Dans l'un et dans l'autre rôle, ils ont en tout cas à se soumettre à une redoutable contrainte: celle de l'urgence. Toutes les sociétés qui, à un moment ou à l'autre, en Occident, en Orient, dans les expays coloniaux, ont été touchées par le mouvement de l'industrialisation sont en effet depuis plusieurs décennies engagées dans un processus de désindustrialisation ou, tout au moins, de restructurations et de relocalisations industrielles, qui n'excluent pas du reste de nouvelles formes de croissance. Dans une phase de ruptures aussi profonde, il importe d'éviter de subir une perte de mémoire, de substance culturelle, et, en fait, de capacités techniques que voudraient bien souvent imposer à la hâte ceux pour qui rien de l'héritage de notre culture industrielle ne saurait désormais servir à quelque chose, et qui nous invitent à mépriser l'enracinement séculaire et parfois millénaire de cette culture. Or notre patrimoine technique et industriel n'est pas à jeter, il est à reconsidérer, à reconverter, et surtout pour un pays sous développé³.

Peut-on parler de patrimoine industriel dans un pays comme le Sénégal ? Un pays pauvre, considéré comme pays moins avancé et en manque d'infrastructure. Notre étude permettra de poser les jalons et surtout de défricher un terrain pour les chercheurs. Cependant depuis

³<http://www.patrimoineindustriel-apic.com/>

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_

la présence Française lors de la colonisation, nous assistons à la création d'industries sur le sol Sénégalais.

Cependant, la recherche de l'identité, de ce sentiment d'appartenance à un groupe, à une culture, passe par la connaissance du passé sur laquelle brode l'imaginaire. De plus en plus, les sociétés et les individus prennent conscience de vivre, de passer, dans le temps et tous les témoignages de leur passé sont pour eux des repères indispensables. Le patrimoine leur fait comprendre comment la société dont ils sont originaires s'est organisée pour survivre, avec son génie et son courage. Elle a résolu les problèmes qui se sont posés dans le temps et dans l'espace, en rapport avec le milieu naturel, les possibilités techniques et la société globale... Plus que jamais, les hommes se déplacent, se côtoient, s'installent hors de leur pays d'origine. Le retour aux sources est peut-être un besoin croissant d'ancrage. En fait ce n'est pas simple. Les migrations des travailleurs et de leur famille, d'un pays à l'autre, les mariages mixtes, ont rattaché les individus à des identités d'adoption. Ils peuvent même revendiquer un attachement à une double identité et à un double patrimoine. Les références identitaires des jeunes d'aujourd'hui, quelle que soit leur origine, ne sont pas celles de leurs parents. Ils vivent dans un monde qui change. La valeur d'un patrimoine n'est pas immuable, on ne peut avoir, à son propos, une attitude passéiste. C'est pourquoi parler de " racines " n'est peut-être pas un terme approprié car il évoque une fixation bien ancrée dans le sol et non pas les transformations continues que gèrent et intériorisent les groupes sociaux au cours du temps⁴.

⁴ Pierrette GUIBOURDENCHE, avec l'aide du chantier BT2 de l'ICEM, conserver le patrimoine pourquoi ?

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*_



La carte administrative du Sénégal

N'est-il pas paradoxal d'associer la notion de patrimoine au terme « industriel » ? En effet, d'un côté on a une notion, établie en son sens public par la Révolution française de 1789, qui renvoie à l'idée de biens appartenant à la collectivité du fait du lien privilégié qu'il constitue entre passé, présent, avenir. En général, lorsque l'on parle du patrimoine, celui qui nous vient à l'esprit est celui dit « classique », celui dont l'esthétique a longtemps été le critère de sélection. Ce sont essentiellement des châteaux, cathédrales, églises, édifices publics ou privés. Ils datent du XVe, XVIe, XVIIe, XVIIIe siècles pour la plupart, le XIXe, et le XXe siècle étant très faiblement représentés. Chateaubriand fut l'initiateur du mot " patrimoine " et Guizot fonda, avec Mérimée, l'administration des Monuments historiques, sous le régime de Louis-Philippe⁵. En 1964, André Chastel et André Malraux créent

⁵ Louis-Philippe, roi des Français de 1830 à 1848.

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*

L'Inventaire général des monuments historiques et des richesses artistiques de la France. En 1970, le premier Musée industriel ouvre ses portes au Creusot.

D'un autre côté, nous sommes confrontés à la notion d'industrie qui renvoie, quant à elle, à une image beaucoup moins idyllique que la première : le travail, l'usine, la production, la misère, l'exploitation, la pollution y sont associés. Pourtant ces deux notions se sont rencontrées et ont donné naissance au patrimoine industriel.

Qu'est ce que le patrimoine industriel ? Comment le conserver ? Il n'est plus autant nécessaire, au moins face aux meilleurs exemples de l'architecture industrielle, d'argumenter de façon concrète pour convaincre qu'une protection est légitime, quand l'activité fabricante les a désertés. Reste que, entre la destruction totale des installations obsolètes et une conservation très sélective (parce que pour dire vrai, tout ne peut pas être conservé) des traces d'activités, la tendance penche encore le plus souvent en faveur de la « table rase ». Le champ du patrimoine industriel (bâtiments et équipements), si riche soit-il, ne suffit pas à lui-même. Des liens subtils, cachés ou au contraire avoués, lient l'enveloppe architecturale aux machines qu'elles abritent.

Les transformations des usages et des fonctions perturbent cette lecture. Cependant, des clefs peuvent être données. Les hommes (ouvriers et leur famille, contremaîtres, capitaines d'industrie) ont renforcé cette relation et créé deux autres types de liens : les savoir-faire et les rapports sociaux. Les sites sont des lieux de savoir-faire sédimentés et de culture technique qu'il faut pouvoir déchiffrer.

Nous devons prendre conscience de ce que représentent ces legs étranges, au-delà de la commotion provoquée par le spectacle des amoncellements de ferrailles ou par l'annonce de l'étendue et de la profondeur de la pollution (bâtiments en état de délabrement très avancés). Le décor encore en place témoigne de l'immensité des investissements financiers, techniques et technologiques et humains, il nous parle de savoir, savoir faire, de travail, de maladies et d'accidents catastrophiques, mais aussi de l'armature qui a soutenu un formidable bond en avant de la civilisation matérielle.

En France comme ailleurs, l'industrie n'est pas un phénomène récent. L'industrie de la laine, par exemple, déjà très présente à l'époque médiévale, fut à l'origine de l'urbanisation

de la Flandre. Elle a aussi été active très tôt en Languedoc. La soie venue d'Orient a, de son côté, marqué durablement, à partir de la renaissance, Lyon et les provinces alentour, de part et d'autre du Rhône. L'industrie du fer connut également une longue histoire, liée à la multiplication de ses usages : de l'outillage à l'armement en passant par la construction et l'équipement des maisons. Dès le moyen âge, l'industrie a, en outre, fait massivement appel à la force hydraulique. S'ensuivit l'implantation le long des rivières, y compris les plus modestes, de chapelets de petites usines (moulin à foulon, à tan ou à fer) dont le territoire porte encore la marque, ne serait-ce que par ses nombreux lieux-dits. De là résulte que l'industrialisation a été largement un phénomène rural. L'utilisation quasi exclusive du bois comme combustible a d'ailleurs guidé l'implantation de toutes les industries dites du feu, en premier lieu les forges, mais aussi les verreries, les briqueteries et les tuileries, près des forêts. Avec pour conséquence d'orienter durablement la manière de cultiver celles-ci et, ce faisant, d'affecter l'activité paysanne traditionnelle de l'élevage en forêt⁶.

Les vestiges industriels sont devenus un patrimoine. Cependant, la transformation n'a pas été facile, la plupart des transformations ou plus même, le processus de patrimonialisation s'est fait avec des réticences, donc des problèmes. Ainsi les vieilles industries, qui ont fait la puissance de la France aux siècles passés, vont se défaire. Une restructuration sans précédent du paysage industriel est en marche. Mais il n'a pas été facile.

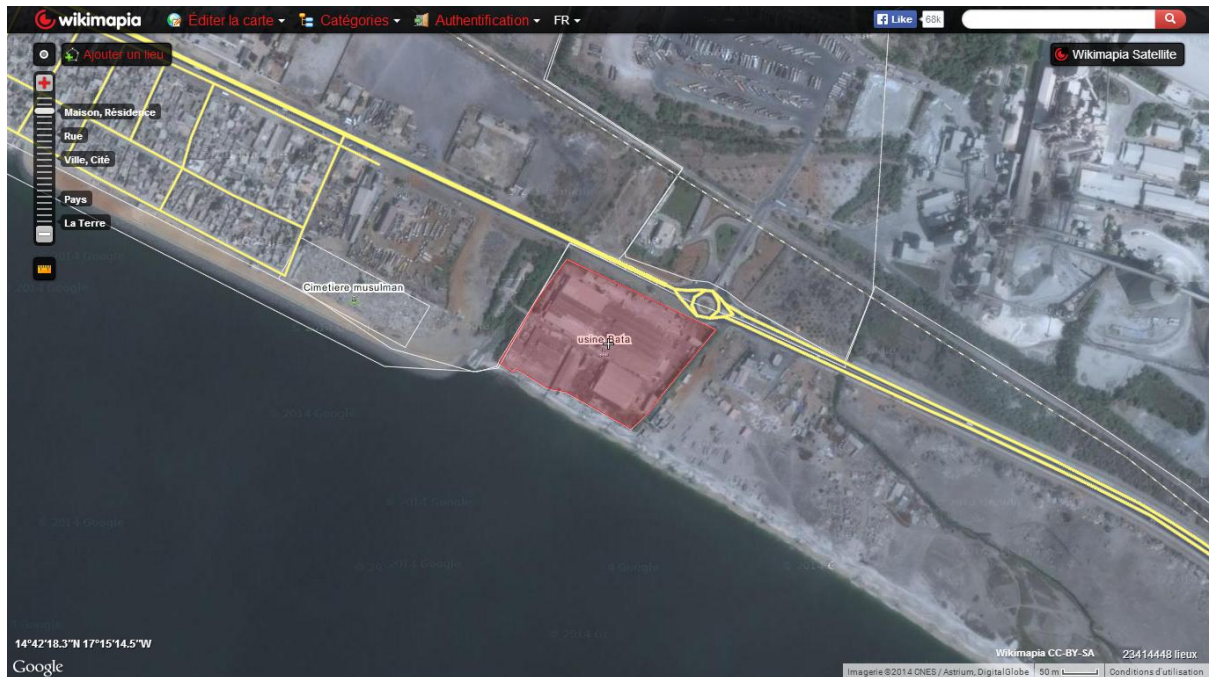
Ainsi se pose un certain nombre de questionnement : Que reste-t-il comme mémoire lorsqu'un bâtiment industriel ne sert plus, qu'il a perdu son identité ou son utilisation, et qu'il n'y a plus ni ouvriers, ni savoir-faire, ni machines, ni outils, ni produits fabriqués? La tendance actuelle de dématérialisation du travail a désertifié des centaines d'usines et pourtant un intérêt croissant pour ce patrimoine existe, même s'il rappelle une histoire de labeur pénible et de rapports sociaux difficiles. Comment savoir évoquer, sans en déformer le sens ou effacer certains aspects, l'histoire des sciences et des techniques, le rôle des entrepreneurs, des ingénieurs, des ouvriers et la signification des constructions afin que ne se perde pas pour les générations présentes et futures le progrès accompli.

⁶F Belhoste et P Smith, l'invention d'un patrimoine, architecture et paysages industriels, p. 11

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*

Depuis une vingtaine d'années, le patrimoine de l'industrie fait l'objet d'un intérêt croissant. Historiens, architectes, associations, institutions patrimoniales, l'identifient, l'auscultent et réussissent parfois à le conserver et le mettre en valeur. Tel est le cas de l'ex usine Bata qui se trouve à Rufisque, au Sénégal.



Source Google earth, en rouge surface délimitant l'usine Bata

Autre nécessité liée au travail sur le patrimoine industriel c'est: l'interdisciplinarité. Ici, pourtant, comment se passer des apports conjugués de l'Historien des techniques et de l'industrie, de l'architecte et du physicien ou de l'ingénieur ? A un moment ou à un autre, ces compétences devront être sollicitées. Antoine de St Exupéry disait: « la grandeur d'un métier est avant tout d'unir les hommes, il n'est point un luxe véritable que celui des relations humaines. »

L'Etat du Sénégal a fait un inventaire, ainsi, dans presque toutes les régions beaucoup de sites et monuments historiques sont classés et le Sénégal compte de nombreux musées notamment à Dakar et dans les régions. La volonté est là, cependant il reste beaucoup à faire dans le domaine du patrimoine industriel. Ce dernier, qui en Europe et en Amérique du Nord, fait l'objet de beaucoup de considération a été rarement ou presque pas pris en

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine
Bata

*_*_*_*_*_*_*

compte au Sénégal. L'exemple en date d'une valorisation du patrimoine industriel au Sénégal concerne les anciennes usines d'eau de Mbakhana à Saint Louis sous l'impulsion du Bureau Régional pour l'Education en Afrique (BREDA), la Délégation Wallonie Bruxelles et le Centre d'Histoire des Sciences et Techniques (CHST).

Or, le Sénégal a connu une histoire industrielle très marquée depuis l'époque de la conquête coloniale. De nombreuses unités industrielles sont implantées partout et principalement à Rufisque, dont la plupart sont fermées depuis de nombreuses années. Ces unités industrielles publiques ou privées, actuellement aux arrêts, au cœur de certaines villes et villages doivent appeler à la réflexion quant à leur avenir. Quel état de lieux peut-on faire du patrimoine industriel au Sénégal ? Que reste-t-il du bâti industriel au Sénégal et que représente-t-il ? Comment pouvons-nous trouver un point d'équilibre pour lui redonner une nouvelle fonction ou une nouvelle vie ? Faut-il les laisser en ruine, les araser, ou les réhabiliter et les restaurer afin de redonner vie à ces sites et l'environnement où ils gisent⁷?

Telle est le cas de l'ex usine Bata. S'il y a depuis plusieurs années une prise de conscience de l'importance patrimoniale des sites industriels, cet intérêt n'a pas toujours prévalu. De nombreux sites, après l'arrêt de leur activité ont disparus, victimes d'une image souvent négative. Les friches industrielles sont généralement perçues comme les traces d'un échec économique ou sociétal dont il faut effacer les stigmates, de « nuisance visuelle qui ne peut-être digne d'un pays en voie de développement ». En somme il faut signifier, par leur effacement et leur destruction que « la page est tournée, que l'avenir est ailleurs ». Pourtant, ces sites représentent l'expression d'une culture technique, économique, sociale, ils en sont une compilation d'histoires, au travers des traces, une sorte de parchemin de la mémoire. Et pourtant, tel n'est pas toujours le cas, si l'on sait que, certains de ces sites, peuvent avoir une autre « renaissance » comme, c'est le cas de notre études : l'ex usine Bata.

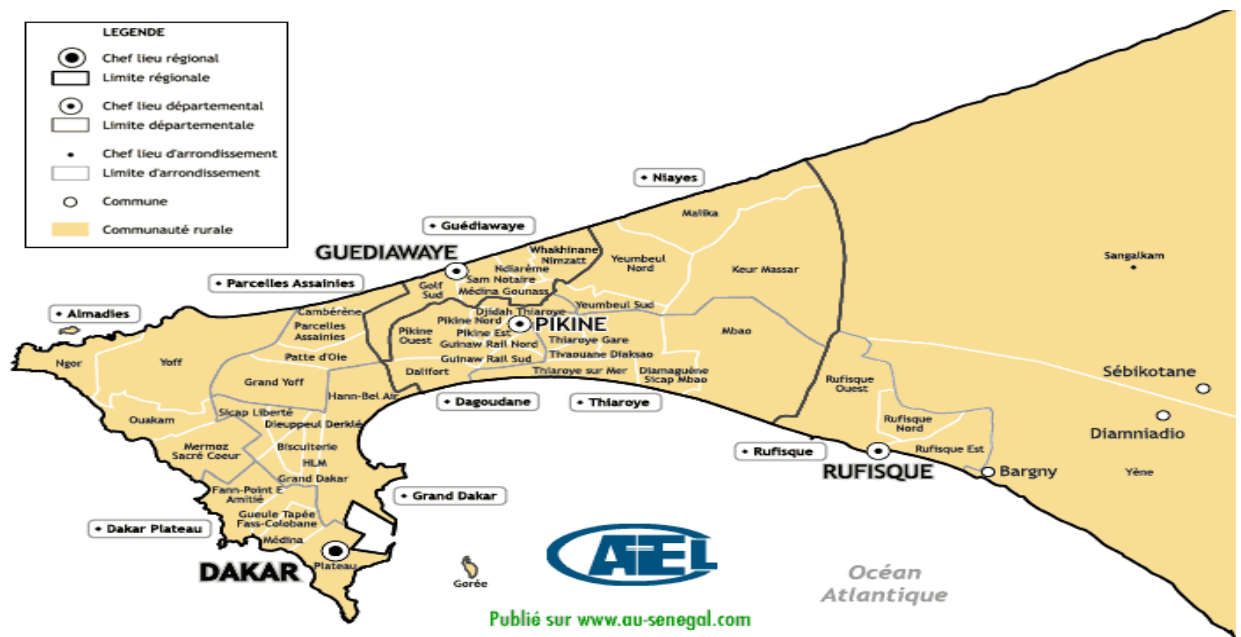
⁷DiedhiouSalif projet de valorisation des friches des anciens ateliers de la régie de la société nationale des chemins de fer du Sénégal à Thiès comme modèle de patrimoine industriel au service du développement local : contribution à l'étude de cas

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*_*_*

Les réponses à ces questions nous permettront de mettre en évidence les potentialités de ce patrimoine industriel et, par conséquent d'assurer une protection efficace du patrimoine culturel.



Carte administrative de la région de Dakar

Introduction:

Choosing a topic of memory is never trivial. Undertake this research proposal on the valuation of the industrial heritage of the city of Rufisque, backup and transmission: what impact on local development and on the specific case of the former Bata factory is a challenge for us and pride. First as a native of this city that still bears the tercentenary of prehistoric artifacts, and whose inhabitants were considered French citizens (as opposed to native), then because the industrial heritage is not very well known in Senegal and finally the historical and socio-cultural and economic importance on local development. When social scientists talk about industrial heritage, they suggest developing "goodwill", but a legacy, a memory, the traces of a bygone industrial past. Increasingly open business in a state of activity to thinking about themselves led the rest some of them, most recently, to create the necessary link between the two concepts, economically and culturally, by reassessing the history of company as one of the items of its balance sheet, and by giving it the attention it deserves now a "moral" resource to draw upon both to solve management problems and to strengthen the internal and external image of the company. The historical heritage of the industry, specifically, is the traces, more or less well preserved, its operation and its integration into the landscape or society. The company archives, plant walls, debris infrastructure or equipment, product collections (even if that catalog), the impact on the environment, the memory of past generations of patrons or employees: much material, or memories (intangible) which is increasingly recognized today that can not happen to write the history of the industry, a story written not only in statistics, surveys, accounting, but also in space in three dimensions, in the vision of a population, in everyday lives. Historians, and many other scientific and cultural professions, have therefore a double mission to complete. One is to develop the rules and content of material Archaeology and ethnohistory called to renew a classic design of industrial history in the broadest sense, drawing attention both conditions dissemination and adaptation of technical innovations on the organization of work, social relationships, modes of life, the articulation of industrial space to other spaces, or the representations of the industry . The other task is through knowledge of finer and more comprehensive remnants of industrial heritage, to facilitate its integration into the national heritage, promoting its preservation in its most significant elements, its reuse or recovery. To the public museums and tourism sites, industrial

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*

heritage specialists from the beginning and probably for some time, so inevitably always two irons in the fire: that of research and teaching, the of the cultural action.

In one and in the other role, they have in any case to undergo a formidable constraint: that of the emergency. All companies at one time or the other in the West to the East, in the former colonial countries were affected by the movement of industrialization are in effect for several decades engaged in a process of deindustrialisation, at least, restructuring and industrial relocations, which do not exclude the rest of new forms of growth. A phase of profound ruptures, it is important to avoid incurring a loss of memory, cultural substance, and, in fact, technical capacity that would often push through those for whom none of the legacy of our industrial culture can not now be used for something, and invite us to despise the secular roots and sometimes millennial culture. Now our technical and industrial heritage is not to get rid of it is to reconsider, redevelop, and especially to an underdeveloped country.

Is it not dare to talk about industrial heritage for a country like Senegal? A poor, underdeveloped, and lack of infrastructure. Our study will lay the groundwork and especially to clear a breeding ground for other colleagues. However, since the French presence during colonization, we are witnessing the creation of industries on the floor Senegalese. However, the search for identity, a sense of belonging to a group, a culture, through knowledge of the past on which embroiders the imagination. Increasingly, companies and individuals are aware of living, moving in time and all evidence of their past are for them the necessary benchmarks. Heritage makes them understand how society from which they come is organized to survive, with his genius and courage. It solved the problems that have arisen over time and space in relation to the natural environment, the technical capabilities and global society ... More than ever, people are moving, rub, settled outside their country of origin. Back to basics may be a growing need for anchoring. In fact it is not simple. Migration of workers and their families from one country to another, mixed marriages have linked individuals identities of adoption. They can even claim a commitment to a dual identity, a double heritage. The identity references of today's youth, regardless of their origin, are not those of their parents. They live in a changing world. The value of assets is not fixed, you can not have, in his way, a backward-looking attitude.

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*

That's why talk of "roots" is perhaps not an appropriate term because it evokes a well-anchored in the ground and not the continuous transformations that manage and internalize social groups over time fixation.

Is it not paradoxical to associate the concept of heritage to the term "industrial"? Indeed, on one side we have a notion, established in his public sense by the French Revolution of 1789, which refers to the idea of? property belonging to the community because of the special relationship he represents the past, present, future. Generally, when one speaks of heritage, one that comes to mind is the "classical" one whose aesthetic has long been the criterion for selection. These are essentially castles, cathedrals, churches, public buildings or private. They date from the fifteenth, sixteenth, seventeenth, eighteenth centuries for the most part, nineteenth, and twentieth century are very poorly represented. Chateaubriand was the originator of the word "heritage" and Guizot founded with Merimee, administration of Historic Buildings, under Louis-Philippe. In 1964, André Malraux and André Chastel create the General Inventory of historical monuments and artistic treasures of France. In 1970, the first Industrial Museum opens its doors to Creusot. On the other hand, we are confronted with the concept of industry returns, in turn, to a much less rosy picture than the first: labor, plant, production, poverty, exploitation, pollution associated with it. Yet these two concepts came together and gave birth to the industrial heritage.

What industrial heritage? How to keep it? It is no longer as necessary, at least against the best examples of industrial architecture, argue concretely to convince that protection is legitimate when the maker activity has deserted. Still, among the total destruction of obsolete facilities and a very selective retention (because frankly, not everything can be kept) traces of activity, the trend looks even more often in favor of "clean slate". The field of industrial heritage (buildings and equipment), so rich be He, is not sufficient to itself. Subtle connections, hidden or otherwise solicitors, bind the architectural envelope machines they shelter. Industrial remains have become a heritage. However, the transformation has not been easy, most transformations or even more, the heritage process was done with reluctance, therefore problems. So the old industries, which have the power of France in centuries past, will unravel. An unprecedented restructuring of the industrial landscape is running. But it was not easy.

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*

This raises a certain number of questions: What is left as a memory when an industrial building no longer serves, it has lost its identity or its use, and there is neither workers nor know-how or machinery or tools or products manufactured? The current trend of paperless work depopulated hundreds of factories and yet a growing interest in this heritage exists, even if it recalls a story of toil hard and difficult social relationships. How do I know evoke without distorting the meaning or delete some aspects, the history of science and technology, the role of entrepreneurs, engineers, workers and service buildings that is not lost for present and future generations the progress. For twenty years, the heritage industry is the subject of growing interest. Historians, architects, associations, heritage institutions, identify it, and sometimes the auscultent manage to conserve and enhance it. Such is the case of the former Bata factory located in Rufisque, Senegal.

Another requirement related to work on industrial heritage is: interdisciplinarity. Here, however, how to pass the combined contributions of the Historian of technology and industry, the architect and the physicist or engineer? At one point or another, these skills will be solicited. Antoine de St Exupery said - I quote it: "the size of a business is primarily to unite people, it is not a real human relationship that luxury."

The State of Senegal made an inventory, and in almost all regions many historical sites and monuments are listed and Senegal has many museums including Dakar and in the regions. The will is there, but much remains to be done in the field of industrial heritage. The latter, in Europe and North America, is the subject of much consideration has rarely been virtually ignored in Senegal. The example to date of a valuation of the industrial heritage Senegal concerns the former waterworks of Mbakhana in St. Louis under the leadership of BREDA, Delegation Wallonie Bruxelles and the History Center of Science and Technology (CHST).

However, Senegal has experienced a very strong industrial history since the time of colonial conquest. Many industrial units are located everywhere and mainly Rufisque, most of which have been closed for many years. These public and private industrial units, currently under arrest, the heart of some towns and villages must call to reflection about their future. What state do you make places of industrial heritage in Senegal? What remains of it's industrial heritage in Senegal and what does it represent? How can we find a

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine
Bata

*_*_*_*_*_*_*

balance to give it a new feature or a new life? Should we leave them in ruins, the screed or rehabilitate and restore order to revitalize these sites and the environment where they lie?

Such is the case of the former Bata factory. If there are several years awareness of the heritage significance of industrial sites, this interest has not always prevailed. Many sites after cessation of activity have disappeared, victims of a negative portrayal. Brownfields are generally perceived as the footsteps of an economic or societal failure that must erase the stigma of "visual nuisance that may not be worthy of a developing country." In sum must be served by their erasure and destruction that "the page is turned, the future is elsewhere." However, these sites represent an expression of economic, social technical culture, they are a compilation of stories, through the traces, a type of memory scroll. Yet this is not always the case, if have known that some of these sites may have another "renaissance" as is the case in our study: the former Bata factory.

The answers to these questions will allow us to highlight the potential of this industrial heritage and therefore to ensure effective protection of cultural heritage.

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine
Bata

*_*_*_*_*_*_*

A/ Contexte de l'étude :

S'il est vrai que l'affirmation de notre identité culturelle et la préservation de l'unité nationale entre autres, constituent les objectifs de la politique culturelle sénégalaise, il est certain que l'édification d'une nation moderne nécessite un engagement politique axé sur la préservation et la sauvegarde du patrimoine culturel. Le Sénégal s'est engagé depuis 1971 à l'élaboration de textes réglementaires ainsi que des politiques majeures pour une prise en charge intégrale des biens culturels, il a ratifié outre la convention de l'UNESCO pour la sauvegarde de patrimoine culturel immatériel du 17 octobre 2003. A cela s'ajoutent aussi des textes de loi comme :

- Le décret n°70-093 du 27 janvier 1970 portant création de la Direction du Patrimoine Culturel ;
- Le décret N° 2008-832 du 31 juillet 2008 portant organisation du ministère, définit les missions et fonctionnement de la direction ;
- le décret n° 2001 - 1065 du 11 décembre 2001, relatif à l'établissement d'un inventaire des sites et des monuments du Sénégal présentant un intérêt historique, archéologique, culturel et naturel ;
- l'arrêté n° 05.2006 - 002711/MCPHC/DPC portant publication de la liste des sites et monuments historiques classés et fixant leur régime ainsi que celui des fouilles, découvertes et biens culturels.

A la lecture de ces décrets et arrêtés, nous constatons l'insuffisance de textes réglementaires consacrés au patrimoine industriels au Sénégal. A ce propos la direction du patrimoine culturel, en charge de ces questions devrait non seulement revoir ses missions, mais également son organisation en vue de palier cette carence.

En effet, cette direction comprend :

- la Division des Sites et Monuments Historiques ;
- la Division du Domaine Privé artistique de l'Etat et des Musées;
- la Division de la Tradition Orale ;
- Le Bureau d'Architecture des Monuments historiques (BAMH) ;
- Le Bureau de Gestion ;

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*

- La Maison des esclaves de Gorée ;
- Le Musée de Thiès.

Les principales missions de la DPC constituent :

- L'inventaire et le classement du patrimoine culturel matériel et immatériel ;
- la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel
- la réhabilitation et la mise en valeur du patrimoine culturel ;
- l'application des dispositions réglementaires relatives aux fouilles et recherches ;
- le respect des dispositions portant sur la décoration des bâtiments publics ;
- l'acquisition et la gestion de la collection du Domaine Privé artistique de l'État ;
- la réalisation des Musées régionaux ;
- le suivi technique, par le BAMH, des travaux de réhabilitation dont il assure la maîtrise d'ouvrage⁸.

TYOLOGIE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMOBILIER CLASSE DU SÉNÉGAL PAR REGIONS

Régions	Sites archéologiques	Architecture coloniale		Lieux de mémoire			Sites religieux				Paysages culturels et Archit. tradition.
		Cités coloniales	Bâtiments et forts	Sites esclavage	Champs de bataille ou vestiges royaux	Places ou Monuments	Mosquées	Eglises	Lieux sacrés	Cimetières Mausolées	
DAKAR	05	02	104	01	-	04	05	02	02	03	-
DIOURBEL	06	-	04	-	08	-	02	-	06	01	-
FATICK	19	-	04	-	02	-	02	01	24	03	01
KAFFRINE	06	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KAOLACK	04	-	02	-	02	-	05	-	01	01	-
KÉDOUGOU	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	03
KOLDA	01	-	01	-	03	-	-	-	01	-	-
LOUGA	-	-	06	-	06	-	-	-	05	-	-
MATAM	05	-	03	-	-	-	02	-	-	02	-
SAINT-LOUIS	06	01	17	01	01	01	05	02	-	02	-
SÉDHIOU	-	-	02	-	01	-	03	-	-	-	-
TAMBACOUNDA	04	-	06	-	-	-	-	-	02	01	-
THIÈS	05	-	13	-	02	01	04	03	05	03	-
ZIGUINCHOR	01	01	03	01	-	-	01	01	09	01	-
TOTAUX	62	04	165	03	25	06	29	09	55	17	04



Direction du Patrimoine Culturel

Source Direction du Patrimoine Culturel du Sénégal

L'analyse du tableau montre que sur les 379 sites inventoriés, ne figure aucun industriel classée au Sénégal.

Quelques actions importantes au Sénégal pour l'inscription de sites au patrimoine Mondial.

⁸ Sources, Direction du Patrimoine Culturel du Sénégal

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine

Bata

*_*_*_*_*_*_*

Patrimoine immatériel :

- Inscription sur la liste représentative du Patrimoine immatériel de l'UNESCO du Kankurang, rite d'initiation chez les Mandingues de la Sénégalie en 2008
- et du XOOY, cérémonie divinatoire en Pays Serer en 2013.

En attente sur la liste indicative: le Yeela, le Gumbe, le Bukutetc,

L'industrialisation est un élément fondamental du développement durable. Elle permet en effet de créer des emplois productifs, de générer des revenus à valeur ajoutée et, par conséquent, de contribuer largement à l'éradication de la pauvreté. Le Sénégal a une longue pratique de la conservation et de la valorisation de son patrimoine historique et culturel. L'une des missions de l'Institut Français d'Afrique noire (IFAN), devenu Institut Fondamental d'Afrique Noire après l'indépendance, était de préserver et de valoriser le patrimoine culturel et historique de l'Afrique occidentale française et partant du Sénégal.

Le patrimoine industriel qui en Europe et en Amérique du Nord, fait l'objet de beaucoup de considération a été rarement ou presque pas pris en compte au Sénégal. Dans les années 1960, le Sénégal possédait le tissu industriel le plus développé d'Afrique de l'Ouest. En outre, le secteur bénéficiait initialement d'une productivité élevée. Cependant, au fil des ans, la productivité, notamment celle du travail, a fortement décliné alors qu'elle augmentait dans nombre d'autres pays. Ces unités industrielles publiques ou privées, actuellement aux arrêts, au cœur de certaines villes et villages doivent appeler à la réflexion quant à leur avenir. Quel état de lieux peut-on faire du patrimoine industriel au Sénégal ? Comment pouvons-nous trouver un équilibre pour lui redonner une nouvelle fonction, une réutilisation ou une nouvelle vie ? Les réponses à ces questions nous permettront de mettre en évidence les potentialités de ce patrimoine industriel de la ville de Rufisque et, par conséquent, afin d'en assurer une protection efficace et efficiente du patrimoine culturel⁹.

⁹Le courrier issn 1026-2350, le magazine de la coopération au développement ACP-UE, N° 196 janvier-février 2003

B/ Justification du choix du sujet:

Le choix du sujet est fait à dessein, ce choix est le fruit d'une mûre réflexion, d'abord en tant natif de cette ville tricentenaire et dont les habitants étaient considérés comme des citoyens Français (à l'opposé des indigènes), parce que de son statut de Commune du 12 juin 1880, elle a vu sa population s'accroître considérablement de 4500 en 1880, 8000 en 1890 et 15000 en 1914 sur un espace communal allant de la plage c'est-à-dire de la zone côtière au sud à la gare ferroviaire au nord. Puis elle évolua jusqu'en 1916 où la loi Blaise Diagne lui conféra un nouveau statut par l'obtention de la citoyenneté française de ses habitants. Ensuite l'absence de politique de valorisation du patrimoine industriel au Sénégal nonobstant l'existence de nombreuses friches dans le pays et enfin, l'importance socioculturel et économique sur le développement local. Qu'est-ce que le patrimoine industriel ? Comment le reconnaître et quel est son importance ? Le patrimoine industriel évoque un héritage, une mémoire, les traces d'un passé industriel révolu. Il n'est plus autant nécessaire, au moins face aux meilleurs exemples de l'architecture industrielle, d'argumenter pied à pied pour convaincre qu'une protection est légitime, quand l'activité fabricante les a désertés. Le départ d'activités industrielles pour cause de délocalisation ou de cessation d'activité n'est pourtant pas suffisant en soi pour constituer une friche: les entreprises sont en effet mobiles, et au départ de l'une succède souvent l'arrivée d'une autre voire aussi une reconversion.

Reste que, entre la destruction totale des installations obsolètes et une conservation très sélective des traces d'activités, la tendance penche encore le plus souvent en faveur de la « table rase »¹⁰. Les sites sont des lieux de savoir faire sédimentés, de culture technique qu'il faut pouvoir déchiffrer. Autre nécessité liée au travail sur le patrimoine industriel : l'interdisciplinarité. Ici, pourtant, comment se passer des apports conjugués de l'Historien des techniques et de l'industrie, de l'architecte et du physicien ou de l'ingénieur ? A un moment ou à un autre, ces compétences devront être sollicitées.

¹⁰CARTIER, Claudine, L'héritage industriel, un patrimoine, p.5

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET
TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine
Bata

*_*_*_*_*_*_*

A la mort de Thomas BATA¹¹ par accident, un journaliste américain écrit : « le pays enterre aujourd'hui son héros. Chaque peuple possède le sien à un moment donné, que ce soit un roi, un chef militaire, un acteur ou un sportif ; celui-ci était un cordonnier. » Son demi-frère, Jan Bata, lui succède et poursuit son objectif de chausser la planète.

Dès 1934, la firme dispose de 300 magasins en Amérique du Nord, d'un millier en Asie, de plus de 4 000 en Europe, en comptant les quelque 250 succursales françaises, l'Afrique n'était pas aussi en reste. En 1938, le groupe emploie un peu plus de 65 000 personnes à travers le monde, dont 36 % hors de Tchécoslovaquie. Bata est-elle sur le point d'envahir le monde ?

L'intérêt de notre étude, c'est de voir, comment le patrimoine laissé par l'ex usine Bata de Rufisque et qui a trouvé une nouvelle vie peut avoir un impact sur le développement local. La valorisation de ces richesses culturelles et patrimoniales ou industrielle, à l'intérieur des communes qui représentent de nouveaux espaces de cohérence, renforcerait la dimension culturelle de celles-ci, et apportera sans aucun doute, une amélioration aux conditions de vie, d'existence même des populations africaines. Pourtant, ces ressources culturelles et patrimoniales ou industrielles sont aujourd'hui confrontées à des défis majeurs liés aux besoins du développement humain. En effet, on leur accorde peu d'intérêt et la valorisation de leur apport dans la lutte contre la pauvreté qui demeure le souci premier des pays africains ne reçoit pas la priorité requise, pis l'on constate même un abandon total.

Nous souhaiterions être l'un des précurseurs de ce domaine important, à savoir le patrimoine industriel, pour ainsi donner l'opportunité aux autres collègues d'en faire un domaine d'études primordiales. Enfin nous voulons également nous spécialiser ultérieurement dans le même domaine d'où notre ambition de faire un doctorat.

¹¹ Thomas BATA, créateur de l'usine BATA,

CHAPITRE I : Sources et bibliographie

Notre travail sera axé sur la recherche sur le territoire (ville de Rufisque) mais aussi sur une recherche au niveau des archives et documents ayant trait à l'histoire de l'industrie au Sénégal et surtout sur l'usine BATA, une recherche quantitative et qualitative sera minutieusement faite. La méthodologie est la démarche scientifique adoptée et les techniques utilisées pour mener à bien une recherche. La recherche documentaire nous a permis de faire l'état des lieux de la question et d'affiner les pistes de recherche. Cette approche permet de faire une synthèse et un recoupement des différents documents qui s'insèrent dans notre étude afin de soulever des questions pertinentes sur le patrimoine industriel de la ville de Rufisque. La documentation s'est faite à partir d'ouvrages généraux, de rapports, d'articles de presses, de mémoires et par la consultation de sites internet. L'Afrique étant un continent où l'oralité a été toujours un facteur dominant avant l'arrivée de l'écriture, l'histoire était transmise de génération en génération et de bouches à oreilles. Ainsi dans le cadre de notre recherche, nous avons réalisés des enquêtes et des interviews, notamment avec une dizaine d'employés de l'ex usine, à travers un questionnaire (cf annexes pour la liste). Il faut dire aussi que c'est un nombre restreint vu que nous n'avons pas eu beaucoup de temps, à cela s'ajoute aussi le manque de moyen.

Ces informations nous permettront de réécrire l'histoire, cependant, il faut toujours croiser les différents sources, c'est-à-dire faire une comparaison entre les matérielles physiques et les autres sources comme par exemple, les documents. Cela nous a permis de comparait les informations issues des enquêtes et interviews, et celles obtenues à partir des documents.

A/ Les objectifs :

Le XXIème siècle sera un siècle de reconversion que et de construction. Les constructions nouvelles existent toujours. La ville, aujourd'hui, s'imagine de plus en plus à partir de ce qui existe ; c'est-à-dire se reconstitue par rapport à son passé. La notion de transformation se retrouve alors au centre des préoccupations urbaines et de la même façon des préoccupations culturelles et sociales. Lorsque le contenant rencontre le contenu, il sera normal de changer de regard et de vision. L'objectif de notre étude est de mettre en valeur le patrimoine industriel

de la ville de Rufisque son impact sur le développement local. Ceci constitue en effet l'objectif général de notre recherche. Il sera décliné en objectifs spécifiques : les enjeux de la reconversion, la mise en valeur du rôle que la ville de Rufisque à jouer dans le temps.

Dans l'optique d'une redynamisation urbaine, ces espaces vides font l'objet d'un intérêt particulier de la part des collectivités territoriales, mais aussi des privés qui sont mus par des profits¹. Parler aussi de l'ex usine Bata, permettra de préserver la mémoire sociale et industrielle des ouvriers qui lui ont consacré leur vie pour sa réussite. Toujours par ce biais aussi donner l'exemple aux nombreuses usines fermées au Sénégal, et qui souffrent d'un abandon total de la part des autorités.

B/ Les sources :

La méthodologie est la démarche scientifique adoptée et les techniques utilisées pour mener à bien une recherche. La recherche documentaire a permis de faire l'état des lieux de la question et affiner les pistes de recherche. Autrement dit c'est une approche qui permet de faire une synthèse et un recoupement des différents documents qui s'insèrent dans notre étude afin de soulever des questions pertinentes sur le patrimoine industriel de la ville de Rufisque. Il faut faire référence aux différentes sources tant matérielles qu'immatérielles qui se forment en voie de la patrimonialisation d'un lieu de mémoire faisant l'objet d'étude et de valorisation. A travers elle, nous avons eu la connaissance d'un ensemble de points qui témoignent de la complexité de l'étude de la ville de Rufisque tellement les angles de recherche sont multiples et interprétables selon les voies et les objectifs que l'on se fixe. Notre travail sera axé sur la recherche sur le territoire mais aussi une recherche scientifique au niveau des archives et documents ayant trait à l'histoire de l'industrie au Sénégal. Ces sources orales occupent une place importante dans notre étude. Loin d'être utilisées à des fins d'illustrations d'idées ou de faits déjà présents dans les sources écrites, elles ont été analysées en détail, pour elles-mêmes et confrontées à d'autres types de documentation.

Si faire de l'histoire consiste avant tout à chercher et à critiquer les traces du passé que l'historien constitue en documents, il existe un lien indissociable entre les sources et la

¹C'est le cas de l'usine Bata, parce qu'il ya un litige foncier entre la famille Kama et la coopérative d'habitat des ouvriers.

méthode. Une part essentielle du métier d'historien consiste à mettre en œuvre la bonne méthode de recherche, de critique et d'interprétation des sources. Les sources orales, tout comme les sources écrites, n'ont de valeur que par le cadre méthodologique et théorique que s'impose l'historien pour écrire l'histoire : il n'y a pas de mauvaises sources, seulement des sources mal exploitées. Mais ces documents, quels sont-ils ? Selon Lucien FEBVRE : « *L'histoire se fait avec des documents écrits, sans doute quand il y'en a. Mais elle peut se faire, elle doit se faire, sans documents écrits s'il n'en existe point. La tradition orale est une source désormais incontestable de l'histoire des peuples sans écriture. Avec tout ce que l'ingéniosité de l'historien peut lui permettre d'utiliser pour fabriquer son miel, à défaut des fleurs usuelles donc avec des mots, des signes, des paysages et des tuiles. Des formes de champs et de mauvaises herbes. Des éclipses de lune et des colliers d'attelage. Des expertises de pierres par des géologues et des analyses d'épées en métal par des chimistes. D'un mot, avec tout ce qui, étant à l'homme, dépend de l'homme, sert à l'homme, exprime l'homme, signifie la présence, l'activité, les goûts et les façons d'être de l'homme. Toute une part, et la plus passionnante sans doute de notre travail d'historien, ne consiste-t-elle pas dans un effort constant pour faire parler les choses muettes, leur faire dire ce qu'elles ne disent pas d'elles-mêmes sur les hommes, sur les sociétés qui les ont produites – et constituer finalement entre elles ce vaste réseau de solidarités et d'entraide qui supplée à l'absence du document écrit* »². A cette liste nous ajouterions aujourd'hui les documents audio-visuels, les témoignages écrits ou oraux, les œuvres d'art.

Cependant, il faut toujours croiser les différents sources, c'est-à-dire faire une comparaison entre les matérielles physiques et les autres sources comme par exemple, les documents. Ainsi, il faut faire références aux différentes sources tant matérielles qu'immatérielles qui se forment pendant la patrimonialisation d'un lieu de mémoire. L'historien date les documents, établit leur origine, vérifie leur authenticité. A partir de ces sources (sources et méthodes ne témoignent pas seulement de la technicité du métier d'historien, elles retracent, au niveau de la pratique, l'évolution des objectifs et de l'épistémologie de « l'opération historiographique » a dit Michel de Certeau, l'historien écrit l'Histoire.

² Lucien Febvre, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1953, p.428 cité par Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, Folio Histoire, 1996, p82).

B.1/ Sources Orales :

La mémoire est le pivot sur lequel s'articulent les sources orales. Elles sont employées depuis quelques temps et pour l'histoire la plus récente. Elles sont composées de témoignages de personnes vivantes ayant participé à un événement. Admise dans la discipline de l'histoire contemporaine, la source orale, à l'instar de la source iconographique, photographique, radiophonique ou audiovisuelle constitue un élément important pour la reconstitution de l'histoire. Ainsi, les entretiens et les interviews sont nécessaires et devaient être adressés aux ouvriers, à leurs familles et ou aux habitants qui ont participé aux travaux lorsque l'usine fonctionnait. Le témoignage historique et les archives orales sont des sources majeures pour l'historien du temps présent cependant il faut croiser les sources. Mais elle l'est à cinq conditions : le recoupement des sources orales et des sources écrites entre elles ; la critique interne et externe du témoignage oral ; l'étude des conditions de production des témoignages oraux et leur contextualisation, leur accessibilité, leur vérifiabilité et le croisement, ce qui suppose leur dépôt dans une institution patrimoniale. Nous avons réalisé un entretien avec un agent comptable, il a répondu au questionnaire que nous lui avons soumis. Il s'agissait pour nous d'avoir des données financières sur la situation des ouvriers. Ils posent la question de l'usage du témoignage, des enjeux de mémoire(s) et soulèvent des préoccupations méthodologiques et épistémologiques particulières.

L'historien ne se contente pas de faire l'histoire de l'événement jusqu'à nos jours ; il ne se cantonne pas dans l'histoire du temps passé, celui de l'événement, plus ou moins bien remémoré par le témoin, mais se place délibérément dans la problématique de l'histoire du temps présent, le sien propre et celui de son interlocuteur. Il faut aussi dire que ces entretiens et interviews peuvent être des archives dans le cadre d'une recherche et peuvent être aussi des éléments importants si on parvenait à créer un musée ou écomusée pour l'usine Bata. Il serait pertinent de penser à créer un musée de l'industrie et du travail parce qu'il n'en existe pas au Sénégal.

Toujours concernant les sources orales, il faut noter que les anciens ouvriers se retrouvent toujours presque tous les soirs à leur grande place³, et c'est là bas que nous avons rencontré

³ce sont des lieux ou espace du village ou de la ville ou les vieux, la plupart des retraités se regroupent pour discuter des actualités de la vie

certain d'entre eux. Ils nous ont beaucoup aidés en racontant leur propre expérience professionnelles et leur vie ouvrière.

En Afrique, en général et en Afrique occidentale en particulier, la tradition orale joue un rôle fondamental dans la société surtout dans la transmission de valeurs et des connaissances. Donc l'on ne pourrait occulter cela dans nos sources et notamment les sources orales. Elles restent toujours très convoitées par les chercheurs ou certains chercheurs en particulier. Par ailleurs, une des particularités de ces sources est que certaines histoires orales ont été mises par écrit, sous forme de chroniques. La connaissance du passé ne suffit pas à expliquer le présent. Il faut y ajouter la connaissance de la perception présente du passé. Ce passé, nous a laissé des traces par lesquelles nous pouvons le connaître. Ce « présent du passé » est précisément la mémoire. L'étude savante de celui-ci permet de mieux comprendre l'identité qu'elle a pour fonction de structurer. L'histoire est donc la connaissance du passé par les traces qu'il nous a laissées. Ainsi, lorsqu'une nation, un peuple, une collectivité, une entreprise ou une administration veulent mieux se connaître au présent, ils doivent analyser les composantes de leur identité et, pour ce faire, non seulement évaluer leur passé tel qu'il s'est déroulé, mais diagnostiquer la place que ce passé s'est fait ou qu'on lui a faite dans leur imaginaire présent. Comprendre les mécanismes d'une culture d'entreprise, passe par l'histoire de l'entreprise et l'histoire de la mémoire de cette entreprise.

Dès lors que l'on se place aussi dans cette seconde logique, l'a posteriori de la source orale n'est plus un handicap, mais au contraire un avantage, puisque ce laps de temps entre le passé raconté et le présent, en fonction éventuellement de l'avenir, est la matière même de l'étude. Que la source orale soit provoquée ne constitue plus un inconvénient non plus, loin de là, car la mémoire a besoin d'être réveillée et l'intersubjectivité entre celui qui tente de représenter l'histoire et le témoin des faits, devient une saine et féconde interactivité entre l'historien et la mémoire dont il se propose de faire l'histoire. La tradition orale a été pendant longtemps le seul moyen d'acquisition du savoir historique dans les sociétés de culture orale. Par rapport à ce rôle que les traditions orales continuent de jouer surtout dans la maîtrise du passé.

B2/ Sources écrites :

L'historien date les documents, établit leur origine, vérifie leur authenticité. A partir de ces sources, il écrit l'Histoire. A chaque nouvelle découverte l'Histoire se modifie ou se confirme. Avant d'être sujet de patrimoine, l'objet a une histoire marquant son évolution et le sujet est traité soit sur le plan général, soit sur le plan spécifique selon l'origine des sources. Les sources écrites sont des textes rédigés dans un contexte historique précis, disponibles de nos jours dans l'original ou en copie. Aucune source ne « parle par elle-même » ; elle doit donc faire l'objet d'un travail d'interprétation. La reconstitution de cette esquisse d'histoire sociale repose sur des sources variées et de valeur inégale pour le travail de l'historien ou de jeune chercheur que nous sommes. Elle s'appuie sur une large collection de matériaux recueillis à partir de trois sources: les archives coloniales, les enquêtes orales et l'étude documentaire. Les matériaux de première main proviennent des archives coloniales et des enquêtes orales. L'essentiel des archives consultées se trouve à la Direction des archives nationales du Sénégal située, à Dakar, au Building Administratif du Gouvernement.

Les sources écrites que nous avons pu exploitées sont des documents qui ont été mis à notre disposition par l'ancien directeur de la tannerie africaine. Il s'agit de livres et principalement l'autobiographie de Thomas BATA, des plans de l'usine, et aussi d'autre plan concernant l'expansion de l'usine, des photos, des bordereaux de commandes de matériels. Cependant il faut noter aussi que nous avons rencontré le frère de l'ancien propriétaire de l'usine, mais suite au contentieux qui l'oppose aux fils de celui-ci, il n'a pas voulu mettre à notre disposition les documents en sa possession, ce qui nous a un peu pénalisés aussi dans le cadre de nos recherches.

Le parcours du programme Techniques, Patrimoine, Territoires de l'Industrie (TPTI) nous a permis de développer nos réflexions afin de mûrir notre projet de mémoire. Nous allons énumérer que ceux qui ont été les proches de notre sujet de recherche. Le séminaire : « initiation au patrimoine industriel » qui s'est tenu au premier semestre à Paris avec le chercheur Paul SMITH, a motivé notre choix d'étude, parce qu'en réalité, le patrimoine industriel n'est pas très bien appréhendé au Sénégal. Le séminaire : « pensée technique » et « histoire des techniques » du Professeur Anne Françoise GARCON, n'a pas été en reste, parce qu'il a également suscité en nous la curiosité et la nécessité et surtout de voir comment ces concepts ont été développés au sein de l'usine BATA.

La visite aussi du musée de l'électricité à Lisbonne au Portugal nous a beaucoup marqué, le Musée de l'électricité présente l'évolution des énergies au fil du temps. En outre, ses locaux accueillent un centre culturel fondé sur le concept d'un Musée des Sciences et de Archéologie industrielle, où les expositions thématiques et expérimentales côtoient les manifestations culturelles et événementielles, voire entrepreneuriales, de tout ordre. Il se situe dans l'arrondissement de Belém sur des terrains que la ville a conquis au Tage à la fin du XIXe. Ceci n'a pas manqué de nous donner des idées quand à la reproduction de la même idée au Sénégal mais avec l'ancienne fabrique d'allumettes le CAFAL qui est fermé depuis une quinzaine d'années et dont personnes ne fait rien pour sa mise en valeur. Toujours dans ce même ordre d'idées, la visite du Musée de l'industrie et du Travail (MUSIL) à Brescia en Italie était pour nous aussi un moment fort. Le musil est un projet promu initialement par la Fondation Luigi Micheletti , à travers une longue gestation. Il a commencé vers les années quatre-vingt et poursuivie avec les premières collections au début des années nonante du XXe siècle. Le Musil est le premier musée consacré à l'industrialisation italienne comme un phénomène qui implique l'ensemble de la société, représentée par une grande variété de matériaux, organisé conceptuellement de manière unifiée. Les antennes sur le territoire enrichit et articule le contenu du musée préfigurant un modèle à l'échelle régionale des meilleures réalisations européennes. Le musée comprend les centres locaux suivants:

le Musée de l'Industrie et du Travail Rodenecker Saiano , à Franciacorta, constitué d'un entrepôt pour desservir l'ensemble du système et matériel de l'industrie,

le Musée de l'hydroélectricité dans le centre de Vallecamonica, dans un grand bâtiment de l'emblématique modernité du XXe siècle, contenant idéal pour une nouvelle génération de musée;

le musée du fer , dans une ancienne forge Brescia, entièrement préservé et destiné à relancer une production millénaire de traduction et le siège , actuellement en construction dans l'ancienne usine de Brescia Tempini.

B3/ La Méthode d'inventaire :

L'inventaire débute par la notation des sites préhistoriques et les objets fournis par les fouilles. Puis sont répertoriés les vestiges et les objets capables de nous donner des informations sur les bâtiments plus ou moins conservés dont on parvient à retrouver le plan et pour lesquels les archives permettent de reconstituer l'histoire par la création de musée ou d'éco musée, ou même de centre d'interprétation.

Les musées doivent rester fidèles aux valeurs fondamentales qui sont traditionnellement les leurs et poursuivre les activités de conservation et d'enrichissement des collections qui apportent un témoignage matériel de la culture et de l'environnement du territoire de leur choix, qu'il s'agisse d'un site historique ou archéologique, d'une cité, d'une région ou d'un pays tout entier. De même, les musées doivent-ils s'efforcer aujourd'hui de rechercher l'excellence dans la prestation de services à leurs nombreux publics : écoliers, étudiants, visiteurs de proximité, touristes internationaux ou nationaux, chercheurs et spécialistes.

Le Sénégal a mis en place l'instauration d'un environnement favorable permettant de stimuler la créativité et la création. L'élaboration de textes réglementaires. Elles constituent des instruments susceptibles de permettre aux acteurs culturels, avec des mesures d'accompagnement appropriées telles que la formation continue, de vivre de leur art et des produits de leurs activités professionnelles; de valoriser la dimension économique de la culture, génératrice de ressources financières, pour une contribution plus soutenue au développement de notre pays; de renforcer la cohésion sociale et l'unité au sein de la Nation, par la connaissance, la reconnaissance, l'acceptation et la prise en charge de la diversité de ses composantes et des expressions culturelles qui les traduisent et les irriguent, façonnant nos identités culturelles respectives ; d'inventorier et donner en partage les valeurs cardinales véhiculées dans et par nos cultures, qui structurent un commun vouloir vivre et un savoir-être ensemble, fondements du sentiment d'appartenance à la même Nation, du respect de l'autre et du bien de tous, facteurs d'unité nationale.

Le Sénégal est allé même jusqu' à la création d'un arrêté (arrêté n° 05.2006 - 002711/MCPHC/DPC) portant publication de la liste des sites et monuments historiques classés et fixant leur régime ainsi que celui des fouilles, découvertes et biens culturels, ceci pour dire qu'un travail énorme à été fait.

A cette fin, il a été retenu d'inscrire l'action culturelle dans la territorialisation des politiques publiques et de l'ancrer dans les aspirations des populations à la base.

Our work will focus on research in the area (Rufisque) but also on research in archives and documents relating to the history of the industry in Senegal and especially on BATA factory, quantitative research and Qualitative be carefully done. The methodology is the scientific approach and techniques used to carry out a search. The literature search allowed us to make an inventory of the issue and refine future research. That is an approach that allows to summarize and cross-checking the various documents that are part of our study to raise pertinent questions about the industrial heritage of the city of Rufisque. This documentation is made on the basis of general books, reports, press articles, memoirs, and by consulting websites. Africa is a continent where orality has always been a dominant before the arrival of writing factor, the story was passed down from generation to generation by word of mouth. So as part of our research, we had to do interviews already with some employees of the former factory, it must be said that this is a small number given that we had not had much time, c ' was during my stay in Senegal during the holidays; this also adds to the lack of means. Surveys and interviews were conducted and a questionnaire sent to former employees of the Bata factory. This information will allow us to rewrite the story, however, always cross the different sources, ie a comparison between physical and other sources such as, documents and material. Cross sources also allowed us to compare the information received from these people and those obtained documents. The methodology is the scientific approach and techniques used to carry out a search. The literature search to the state of the question and refine future research. That is an approach that allows to summarize and cross-checking the various documents that are part of our study to raise pertinent questions about the industrial heritage of the city of Rufisque. Reference should be made to both hard and different sources that form being the heritage of a memorial by the study and recovery object. This documentation is made on the basis of general books, reports, press articles, memoirs, and by consulting websites. Through it, we had the knowledge of a set of points that reflect the complexity of the study of the city of Rufisque so the search angles are multiple and interpreted according to the ways and the goals we set ourselves. Our work will focus on research in the territory but also scientific research in archives and documents relating to the history of the industry in Senegal, a quantitative and qualitative research. Surveys and interviews are conducted, and a questionnaire sent to former employees of the Bata factory.

These oral sources were a source integral part of this work. Far from being used for purposes of illustration ideas or facts already in the written sources, they have been analyzed in detail for themselves and face other types of documentation. If making history is primarily to look and critique traces of the past that the historian is in documents, there is an inseparable link between the sources and method. An essential part of the job of a historian is to implement the right method of research, criticism and interpretation of sources. Oral sources, as written sources, were of 'value' as the methodological and theoretical framework that is needed historian to write history: there are no bad sources, only sources poorly exploited. But these documents, what are they? According to Lucien Febvre: "History is done with written documents, presumably when his y'en But it can be done, it must be done without written documents are none if the oral tradition. Is now an indisputable source of the history of peoples without writing?

With all that the ingenuity of the historian can allow it to be used to make honey, if the usual flowers. So with words, signs. Landscapes and tiles. Fields and forms of weeds. Eclipses of the moon and necklaces wheel. Expertise of stones by geologists and analysis of metal swords by chemists. In a word, with all that, being human, depends on the man, is a man expresses man, signifies the presence, activity, tastes and ways of being the man. A whole part, and probably the most exciting of our work as a historian, not she is in a constant effort to do dumb things speak, let them say what they do not say to themselves on men, on the companies that produced them - and finally be together this vast network of solidarity and mutual aid that compensates for the absence of a written document. To this list we would add today's audio-visual materials, written or oral testimony, and works of art. However, you should always cross the different sources, ie a comparison between physical and other sources such as, documents and material. Thus, we must make reference to the various tangible and intangible sources that form during the heritage of a place of memory. Historian dates the documents, establishes their origin, verify their authenticity. From these sources (sources and methods do not only reflect the technical nature of the historian's craft, they recount, in practice, changing goals and epistemology of "historiographical operation," said Michel de Certeau, the historian writes history.

C/ Références Bibliographiques :

- **HUANG, Jiali**, La valorisation de Patrimoine Industriel et le développement local- Focalisation sur la Reconstitution de Vie Communautaire, Master Erasmus Mundus, Universite Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2009, 174 p. (Mémoire de Maitrise)
- **FAYE, Amadou**, L'arachide au Sénégal : de l'histoire au patrimoine, Master Erasmus Mundus, Universite Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2008
- **DIEDHIOU, Salif**, Recherche sur l'identité technique et sociale autour des ateliers ferroviaires à Thiès, au Sénégal de 1930 à 1960, Master Erasmus Mundus, Universite Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2009
- **VUCKOVIC Aleksandar**, l'Industrialisation et urbanisation à Belgrade entre XIX et XX ième siècle, connaissance et mise ne valeur de l'usine à sucre de cukarica, Master Erasmus Mundus, Universite Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2012, 195 p. (Mémoire de Maitrise)
- **DUBRESSON Alain**, L'espace Rufisque- Dakar en devenir, de l'héritage urbain à la croissance industrielle. Travaux et documents de l'ORSTOM, 367 pages.
- **FALL B**, le travail au xx siècle Sénégal : Industrialisation, développement du salariat, et conflit du travail, 2010, 355 pages
- **T I C C I H** ; le Patrimoine de l'Industrie, ressources, pratiques et cultures, numéro 26
- **CARTIER, Claudine**, L'héritage industriel, un patrimoine, scerén, 2003
- **Jean – François BELHOSTE** et **Paul SMITH**, Architectures et Paysages Industriels : l'invention du patrimoine,
- **DAMBRON, Patrick**, Patrimoine industriel et développement local, ed Jean Delaville 2004

*_*_*_*_*_*_*

- **CEKOTA, Anthony**, Bata créateur génial, S. A des Chaussures Bata, Paris 1968
- **BOCOUM H**, L'âge du fer au Sénégal, histoire et archéologie, IFAN/UCAD, Cri-2000
- **Le Courrier**, Industrialisation au Sénégal, Numéro 196, Janvier- Février 2003 (Magazine de la coopération au Développement UE- ACP)
- <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?cp=SN&lg=fr&pg=00311&topic=lht>
- <http://www.universalis.fr/recherche/?q=patrimoine+industriel&s>
- http://www.iledefrance.fr/uploads/tx_base/IDF34_Entretien.pdf
- <http://www.ticcih.org/> The International Committee For The Conservation Of The Industrial Heritage
- <http://www.cilac.com/> Comite d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel

Chapitre II : Historiographie du patrimoine industriel

A/ Etude de l'art :

Dans cette partie, nous avons été amenés à effectuer un travail de recherche documentaire dans beaucoup de structures publiques et privées.

Il s'agit de :

- la bibliothèque du centre Malher
- des archives nationales du Sénégal
- L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal (ANSD)
- Le service du cadastre de Rufisque
- l'ex usine Bata
- de la bibliothèque de l'université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD)
- de la bibliothèque du département d'Histoire de l'université Cheikh Anta DIOP de Dakar
- La bibliothèque de l'IFAN
- La mairie de la ville de Rufisque
- La chambre des métiers de Dakar/ Sénégal

Nous avons contacté Monsieur Babacar MBENGUE, Directeur de la Tannerie Africaine (TANAF) avec qui nous accordé plusieurs entretiens dans son bureau son bureau qui se trouve toujours dans l'enceinte de l'usine.

Nous avons aussi eu des entretiens avec Monsieur Moussa GUEYE ex agent comptable. Au cours de nos rencontres, il nous a fait savoir que toutes les archives concernant l'usine ont été brûlées. S'agissant des motifs justifiant cet acte, aucune raison n'a été avancée. Cependant il n'est pas rare, de voir, certaines entreprises parce qu'elles ont, souvent des choses à cacher, comme par exemple le non respect de certaines règles du code du travail, faire disparaître certains dossiers

L'apport aussi de Monsieur Babacar DIOP ex agent de l'usine nous a été vraiment bénéfique. Il est le responsable de la coopérative d'habitat de Bata. Nous l'avons rencontré sur le site où

se trouvent les parcelles à usage d'habitation, et qui fait l'objet d'un contentieux, suite au différend qui les oppose au premier repreneur¹ de l'usine après sa fermeture.

Nous avons également rencontré Monsieur CISS, ouvrier qui avait en charge une machine de coupe.

Nous avons consulté des ouvrages, des articles, des contributions et des volumes sur des thématiques d'histoire économique et sociale du Sénégal, en Afrique et dans le monde. La plupart de ceux-ci sont consultables dans les bibliothèques et les centres de recherche au Sénégal. En France, nos recherches ont été réalisées pour la plupart au niveau de la bibliothèque de recherches africaines du Centre MALHER.

Il faut reconnaître que notre documentation a été très diversifiée eu égard à la transversalité de notre thématique mais aussi à la complexité de notre thématique qui embrasse plusieurs champs d'étude : histoire, patrimoine, industrie, urbanisme.

A ce propos et pour notre travail de recherche documentaire, nous avons consulté des mémoires de TPTistes sénégalais ; ceux de Germain COLY, Amadou FAYE et Salif DIEDHIOU. Il en est de même des travaux de HUANGJiali et VUCKOVIC Aleksandar. Pour mémoire, Amadou FAYE a travaillé sur un aspect du patrimoine industriel, en relation au transport de l'arachide ; Salif DIEDHIOU, sur la régie des chemins de fer au Sénégal, aspect non moins important parce qu'ayant joué un rôle primordial dans le développement industriel du pays.

A.1/ Origine du patrimoine industriel :

Quand une entreprise parle de son patrimoine, elle évoque l'ensemble de ses actifs chiffrables, mais aussi de ses brevets, son savoir-faire, son image de marque ou la cohésion qu'elle tire de la mobilisation de son personnel autour de ce que l'on appelle la « culture d'entreprise ». Quand les sciences sociales parlent de patrimoine industriel, elles évoquent non point un « fonds de commerce » mais un héritage, une mémoire, les traces d'un passé industriel révolu. Au début, il faut dire qu'il y avait une confusion pour ne pas dire une « polémique ».

¹Il s'agit de la famille KAMA, opérateur économique Sénégalais.

Archéologie industrielle ? Patrimoine industriel ? « L'archéologie industrielle n'existe pas, en définitive ! C'est une contraction rhétorique pour « l'archéologie industrielle » ou pour « l'archéologie de l'industrie »². Le premier terme, celui de l'archéologie industrielle, couramment utilisé en France dans les années 1970 aux années 1980, avec un décalage de plus de vingt ans sur les pays anglo-saxons, est remplacé aujourd'hui par celui de patrimoine industriel. Comme le rappelle notamment le géographe Georges GAY, la curiosité pour la prouesse technique est ancienne (Les Sept Merveilles du monde...). Des exemples pourraient être retenus tout au long de l'Histoire. Par exemple, au XVIIIe s, le naturaliste Buffon, qui possédait une forge créa une galerie de visite. Moins anecdotiques, les expositions universelles du XIXe et du début du XXe siècle célébrèrent avec éclat la maîtrise des techniques, le champ de Mars et le Palais du Trocadéro accueille l'exposition sur l'industrie. L'Exposition universelle de 1889 hérite des derniers progrès en matière d'industrie, ainsi que des formes architecturales et des progrès de la technique liés à l'industrialisation du XIX^e siècle. Dans le milieu foisonnant des associations, l'objectif prioritaire n'était certainement pas la mise au pont d'une méthodologie, surtout à ce stade de prise en compte du patrimoine industriel. Ce seront des historiens des sciences et des techniques, Bertrand Gille et Maurice DAUMAS qui, ouvrant un nouveau champ de recherches, en imposeront la nécessité. Maurice DAUMAS lance une vaste enquête qui se caractérise par l'élaboration d'un concept associé à la mise en place d'une pratique archéologique. Cette étude, les Bâtiments à usage industriel au XVIIIe s et au XIX siècle en France, fera date car elle correspond à la première prospection d'envergure nationale sur l'ensemble du territoire Français.

L'objectif est clairement posé ainsi que les limites chronologiques. Ces recherches permettent à Maurice DAUMAS de publier, en 1980, le premier livre français destiné à un large public, « l'Archéologie industrielle en France ». Les historiens de l'économie et du social, tels que Louis Bergeron, Denis WORONOFF et Serge CHASSAGNE retrouvent dans cette démarche leurs propres préoccupations.

Mais, le glissement vers la patrimonialisation ne s'effectua qu'à partir de la seconde moitié du XXe siècle. Dans les années 1950, des auteurs britanniques soulignèrent l'intérêt de ce qu'ils

² Louis Bergeron, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Gracia Dorel-Ferré Docteur en histoire, Le patrimoine industriel un nouveau territoire

nommèrent l'archéologie industrielle. Ils abordèrent notamment les questions du machinisme, des infrastructures de transport et des maisons ouvrières. Dès le départ, le spectre d'étude se révéla particulièrement large. La France, à son tour, se tourna vers ce domaine d'études, non sans réticences. Au fil des années, des productions écrites remirent en cause l'emploi de l'expression « archéologie industrielle », jugé mal adaptée, restrictive.

Le patrimoine industriel est un champ de la connaissance historique dont les méthodes associent la prise en compte du bâti, le milieu géographique et humain, les processus techniques de la production, les conditions de travail, les savoir-faire et les rapports sociaux, les expressions culturelles, etc. Il s'agit par conséquent d'une démarche pluridisciplinaire, qui conduit à une perception globale d'une réalité à un moment donné, dans un espace donné, et dans un contexte précis. En bref, il s'agit de privilégier les études de cas, qui seules permettent de comprendre les relations qui existent entre l'espace bâti et les logiques techniques et sociales, qu'il s'agisse d'une unité de production, d'échanges ou de communication. Cependant, à ce niveau, deux conceptions s'affrontent³.

La conception britannique, antérieure chronologiquement, se limite aux vestiges visibles, à leur reconstitution et à leur description. Elle valorise l'édifice avant tout. L'école française, illustrée par Louis Bergeron, confronte ces vestiges aux documents d'archives, écrits, iconographiques, et éventuellement à la mémoire orale. Elle inclut la démarche de l'étude de cas dans une histoire plus générale. D'où, d'ailleurs, ce glissement sémantique qui est en fait un glissement conceptuel, car on est passé de l'archéologie industrielle, que défendent les anglais, à l'étude du patrimoine industriel, qu'illustrent les travaux français. L'évolution du concept et du contenu de patrimoine industriel au niveau international s'est opéré grâce à la discipline de l'archéologie industrielle qui est née dans les années soixante en Angleterre.

A.2/ L'Archéologie industrielle:

Quelles que soient les motivations que l'on prête à ceux qui firent la révolution industrielle, quelles que soient les appréciations éthiques que l'on formule sur les débuts capitalisme manufacturier, quelle que soit la philosophie ou la morale sociale que l'on se professe sur

³Gracia Dorel-Ferré, IPR-IA, Académie de Reims, LE PATRIMOINE INDUSTRIEL

L'évolution de la société contemporaine, tout le monde en tombe d'accord : la révolution industrielle est un phénomène capitale. C'est avec la révolution paléolithique des premiers outils, avec la révolution agricole du néolithique, un chapitre essentiel de l'évolution humaine, un de ces grands tournants qui éclairaient l'homme, de ses tentatives, de ses échecs, de ses réussites, et avant tout de ses immenses labeurs et de son inépuisable acharnement. Connaître la révolution industrielle, c'est reconstituer scientifiquement cette histoire. C'est un effort qui connaît, de nos jours, un engouement de plus en plus vif. Et l'archéologie étant une discipline auxiliaire de l'histoire, on a fini par étudier les vestiges matériels de la révolution industrielle comme, après avoir épuisé les auteurs grecs et latins, on a voulu étudier les vestiges matériels de l'antiquité. Car l'archéologie industrielle, c'est cela : « c'est l'étude rationnelle, scientifique des vestiges matériels de la révolution industrielle ».

Cependant, le terme « archéologie industrielle » n'a toujours pas une définition fixée et le débat porte sur le contenu de recherche, la limite chronologique et puis les approches relatives. Il s'agit d'une réflexion sur sa distinction avec les autres branches de l'archéologie, la limite précise de l'ère industrielle dite à partir des révolutions industrielles, la méthodologie uniquement pour elle etc. Alors cette réflexion débouche sur des questions ouvertes. L'histoire à partir des révolutions industrielles est relativement récente par rapport à l'antiquité et est labellisé par la modernité, tandis que pour nous, c'est le passé et quelques choses révolues qui méritent un regard historique. Pourtant les preuves attestent une phase proto- industrielle préalable pour les révolutions dont la démarcation ne peut pas être toute tranchée. Devrait- elle référer à toute l'époque après le Moyen Age ? Quelle compétence doit – ils avoir les archéologues industriels et comment pratiquer les approches sur le terrain ? Autant de questionnement qui mérite une attention particulière.

C'est l'archéologie industrielle qui a encore donné sa matérialité à l'histoire de secteurs récents comme l'automobile ou l'aéronautique.

Concernant les Sites du patrimoine mondial qui on été répertorié, voici une liste nominative :
- En 1978, le Comité du patrimoine mondial, l'organe principal en charge de mettre en œuvre la Convention, a mis au point des critères de sélections pour l'inscription de sites " culturel, naturel et mixte "

Sur la liste du patrimoine mondial on pourra voire dans un tableau répertorié :

- 730 sites que le Comité du patrimoine mondial a inscrits sur la Liste du patrimoine mondial figurent 563 sites culturels, 144 naturels et 23 mixtes situés dans 125 Etats parties.
- Les Iles Galápagos, Equateur, sont devenus l'un des douze premiers sites à être inscrits pendant la réunion de 1978 remplissant les quatre critères nécessaires à un site naturel.
- En 1978 également, la Mine de sel de Wieliczka en Pologne est devenue le premier site du patrimoine industriel à être inclus sur la Liste (on compte aujourd'hui dans le monde 33 sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial au titre du patrimoine industriel).

A.3/ Evolution du concept :

Qu'est ce que le patrimoine industriel ? Comment le conserver ? Il n'est plus autant nécessaire, au moins face aux meilleurs exemples de l'architecture industrielle, d'argumenter pied à pied pour convaincre qu'une protection est légitime, quand l'activité fabricante les a désertés. Reste que, entre la destruction totale des installations obsolètes et une conservation très sélective des traces d'activités, la tendance penche encore le plus souvent en faveur de la « table rase ». Le champ du patrimoine industriel (bâtiments et équipements), si riche soit-il, ne suffit pas à lui-même. Des liens subtils, cachés ou au contraire avoués, lient l'enveloppe architecturale aux machines qu'elles abritent⁴. Les transformations des usages et des fonctions perturbent cette lecture. Cependant, des clefs peuvent être données. Les hommes (ouvriers, contremaîtres, capitaines d'industrie) ont renforcé cette relation et créé deux autres types de liens : les savoirs- faire et le savoir être (les rapports sociaux). Les sites sont des lieux de savoir-faire sédimentés, de culture technique qu'il faut pouvoir déchiffrer. Pour Paul Smith, Chercheur à la Sous Direction du département des études, de la documentation et de l'inventaire : « *On peut noter d'emblée que je vais parler du patrimoine industriel et non pas des friches industrielles. En effet, même si la notion de friche est plus conviviale, plus rajeunie, rafraîchie, cette notion représente un aspect négatif utilisé par les urbanistes, les aménageurs et porte l'idée d'abandon, et même l'invitation tacite à raser ou à faire redévelopper. La notion de patrimoine est pour nous tout le contraire, c'est quelque chose à chérir, à étudier, à sauvegarder pour nos enfants, pour la postérité.* ».

⁴ <http://www.patrimoineindustriel-apic.com/bibliotheque/universite/dess>

Autre nécessité liée au travail sur le patrimoine industriel : l'interdisciplinarité. A force d'avoir été un concept flou ou un argument tactique, celle-ci semble démodée. Ici, pourtant, comment se passer des apports conjugués de l'historien des techniques et de l'industrie, de l'architecte et du physicien ou de l'ingénieur ? A un moment ou à un autre, ces compétences devront être sollicitées. Il ne faudrait pas croire que cette démarche ne concerne que les « professionnels de la profession ». Les exemples ne manquent pas de collégiens, voire d'élèves de l'école élémentaire, impliqués non seulement dans une visite mais aussi dans un travail de recherche de longue durée. C'est un apprentissage de la lecture, finalement, auquel cette démarche nous invite. En cela elle est archéologique, puisqu'elle va du présent, du visible, au passé.

Le patrimoine industriel, surtout le plus récent, est fragile. Il se situe entièrement sous le signe de l'urgence. D'où une méconnaissance totale en Afrique, à part quelques rares chercheurs qui ont eu la chance de faire des études à l'étranger. Contrairement à d'autres patrimoines, il n'existe que s'il est répertorié, porté à la connaissance, porté par l'adhésion d'une collectivité. Cette mémoire volatile et nécessaire mérite de trouver sa place dans la formation des jeunes citoyens, ainsi qu'à toute la collectivité

A la conférence internationale organisée par le TICCIH à Stockholm en 1978, une première définition du patrimoine industriel a été élaborée, après que plusieurs essais de définition puis de délimitation du domaine ont été tentés. Ainsi, beaucoup d'éléments sont rassemblés sous cette notion mais c'est par la suite que les délégués réunis en Russie lors du Congrès 2003 du TICCIH souhaitent donc affirmer que les bâtiments et les structures construits pour des activités industrielles, les processus et les outils utilisés, les villes et les paysages dans lesquels ils sont situés ainsi que toutes leurs autres manifestations, tangibles et intangibles, sont d'une importance fondamentale. Ils devraient être étudiés, leur histoire devrait être enseignée, leur sens et leur signification devraient être explorés et clarifiés pour tous. Les exemples les plus caractéristiques devraient être identifiés, protégés et conservés, en accord avec l'esprit de la Charte de Venise, au service et au profit du présent et de l'avenir⁵.

Pour ainsi dire que le patrimoine industriel comprend : *« les vestiges de la culture industrielle qui sont de valeur historique, sociale, architecturale ou scientifique. Ces vestiges englobent : des bâtiments et des machines, des ateliers, des moulins et des usines, des mines et des sites*

⁵CARTIER, Claudine, L'héritage industriel, un patrimoine

de traitement et de raffinage, des entrepôts et des magasins, des centres de production, de transmission et d'utilisation de l'énergie, des structures et infrastructures de transport aussi bien que des lieux utilisés pour des activités sociales en rapport avec l'industrie (habitations, lieux de culte ou d'éducation) ».

A l'origine du patrimoine industriel ?

Qu'est ce que le patrimoine industriel ? Comment le valoriser ?

A partir de la seconde moitié des années 1970, le « patrimoine industriel » s'imposa dans le discours, se généralisa dans les ouvrages et les articles. La multiplication des friches industrielles sur le territoire Français et l'épineuse question de leur devenir contribua à stimuler la réflexion et à susciter les débats.

Au milieu des années 1970, au lendemain des trente glorieuses, alors que fermaient de nombreuses usines, en France, un mouvement, en effet, s'est fait jour au profit de l'étude et de la conservation des vestiges de l'industrie. Formés d'Historiens, d'architectes, et d'amoureux du patrimoine en tout genres, ce mouvement s'est conforté au début des années 1980, quand a été consciemment initiée une protection de ce qu'on jugé être les fleurons de ce « nouveau » patrimoine. Celui- là a dès lors trouvé sa place légitime dans le patrimoine de la nation. Sur un total de 43 000 Monuments historiques, on estime aujourd'hui à environ 830 le nombre de sites industriels, dont il est vrai, une forte proportion de moulin à eau ou à vent, en réalité plus proche de l'artisanat que de l'industrie. La perception des vieilles usines comme des scories, des friches à faire disparaître, ne véhiculent que des souvenirs d'exploitations humaines et de souffrances sociales, s'est ainsi en partie estompée. L'habitude a été progressivement prise de reconvertir d'anciens locaux industriels pour accueillir de nouveaux usages, démarche soutenue par le constat qu'il est plus économique et plus en phase avec le développement durable de faire du neuf dans de l'existant, plutôt que de détruire pour reconstruire⁶.

Nous pouvons dire donc que le patrimoine industriel est un champ de la connaissance historique dont les méthodes associent la prise en compte du bâti, le milieu géographique et

⁶J.F Belhoste et P Smith, l'invention d'un patrimoine, architecture et paysages industriels, p.7-8

humain, les processus techniques de la production, les conditions de travail, les savoir-faire et les rapports sociaux, les expressions culturelles, etc. Il s'agit par conséquent d'une démarche pluridisciplinaire, qui conduit à une perception globale d'une réalité à un moment donné, dans un espace donné, et dans un contexte précis. En somme, il s'agit de privilégier les études de cas, qui seules permettent de comprendre les relations qui existent entre l'espace bâti et les logiques techniques et sociales, qu'il s'agisse d'une unité de production, d'échanges ou de communication. Outre le fait que la mémoire de l'industrie, celle du travail ouvrier entre autres, n'effraie plus, et que, pour tourner la page, il ne faille plus nécessairement gommer les traces.

Cependant, force est de constater que les collectivités territoriales incluent désormais la sauvegarde et la reconversion d'anciennes usines dans leurs politiques. Certaines d'entre elles se rendent compte que ce patrimoine ne peut en particulier contribuer à l'attractivité d'une ville. Dans le même temps, les travaux d'identification et d'interprétation des vestiges de l'industrie, relevant de la discipline dite « archéologie industrielle », se sont multipliés. Divers acteurs interviennent dans le champ du patrimoine industriel. Tout d'abord, les entreprises cherchent parfois à valoriser ce dont elles disposent notamment depuis les années 1980. Certaines d'entre-elles, n'hésitent pas à recruter des historiens afin de se charger de leurs archives. Quelquefois, le passé peut être instrumentalisé, mis au service de stratégies commerciales. Certaines entreprises instrumentalisent cette démarche, mettant le patrimoine industriel au service de stratégies commerciales. Si la sauvegarde du patrimoine industriel est restée longtemps, en particulier dans le domaine du patrimoine minier, à l'initiative de l'État qui a dû dans les années 1990 user de la protection administrative comme d'une arme pour arrêter des destructions, aujourd'hui les collectivités publiques sont présentes dans sa mise en valeur. La plupart des exemples cités font l'objet de projets portés par les municipalités et, plus souvent, les groupements de communes, au premier rang quand il s'agit de donner à un site une fonction culturelle par la création d'un nouvel équipement (musée, centre d'information, dans tous les cas comme accompagnateur bienveillant des reconversions à des fins privées (logements ou bureaux). La question de la conservation pour de nouveaux usages des sites industriels urbains est aujourd'hui toujours posée, quelle que soit la réponse qui lui est donnée après des périodes de latence des projets qui peuvent atteindre la décennie. Vincent Grenier dans son article « Au temps des maîtres forges » : « *Si l'architecture industrielle est un objet d'étude maudit, c'est qu'elle est indissociable d'une image de peine et de fumée,*

l'industrie a, aujourd'hui encore, peur de son passé. Deux siècles durant, elle a développé les contradictions de notre société, en un effort sans précédent d'innovation et de perfectionnement technique au sein d'une structure sociale où l'homme est l'outil ». Tout est dit, de la fascination au rejet, et c'est bien cette contradiction qui a freiné le développement précoce de ce domaine d'étude⁷.

Mais, ce désir de patrimonialisation émane aussi d'ouvriers qui se retrouvent au sein d'associations luttant pour la sauvegarde de leur patrimoine qui en quelques sortes constitue aussi leur identité. La patrimonialisation est alors fortement liée à un travail de mémoire. Des ouvriers en activité, chômeurs ou retraités qui voient ou ont vu disparaître l'activité qui les occupe ou les occupait, veulent préserver la mémoire et investissent un monde de la communication culturelle qui leur était jusque-là étranger. Certains cadres d'entreprises interviennent également mais en mettant surtout l'accent sur la dimension technique. Leur approche mène néanmoins à l'entretien d'une mémoire sociale même si le contenu diffère. De nombreux écomusées ont fleuri, continuent à naître sous l'action de ces groupes sociaux. Ils peuvent donner lieu à d'enrichissantes sorties scolaires avec nos classes. Ces visites présentent un intérêt indéniable, en particulier lorsque les élèves peuvent prendre conscience du groupe social à l'origine du projet et l'enjeu qui a motivé les efforts pour le concrétiser. Cela peut les aider à évaluer le poids pris par l'activité au sein d'une communauté et de façon plus large l'importance de l'économie dans nos sociétés y compris à l'échelle locale⁸.

Quant aux pouvoirs publics, ils interviennent de plus en plus dans ce champ, la valorisation des sites se faisant à des fins touristiques et/ou culturelles. Les actions sont souvent motivées par le désir de changer le regard porté sur un site, répondant ainsi à une logique de « marketing territorial » dans le cadre d'une concurrence entre les espaces : patrimoines et territoires. L'étude d'une nouvelle affectation fonctionnelle d'un site pourrait faire l'objet d'une approche en classe qui lierait passé et présent, histoire et géographie.

Dans le domaine de la recherche, le patrimoine industriel est envisagé dans une large acception. Si les chercheurs s'intéressent au bâti (lieux de production et lieux d'habitation), aux objets, ils se tournent massivement aussi vers le patrimoine immatériel en étudiant les

⁷ De la friche industrielle au lieu culturel, colloque international pluridisciplinaire 14 juin 2012, université de Rouen.

⁸ Histoire, le patrimoine industriel,

savoir-faire. Les sources utilisées sont très variées comme en témoigne le recours aux témoignages ou à d'anciens enregistrements vidéo. L'ensemble des outils d'analyse permet de donner toute son importance à la dimension sociale. Ne sont pas uniquement jugés dignes d'intérêt les éléments les plus emblématiques de notre histoire industrielles mais aussi des sites qui pourraient paraître secondaires mais qui offrent des clés de compréhension de notre paysage et de notre passé économique.

L'entreprise de patrimonialisation industrielle, relativement récente au miroir de l'Histoire, émane d'acteurs divers et relève d'enjeux liés à des logiques commerciales, à un travail de mémoire et/ou à un souci d'aménagement des territoires. La richesse du patrimoine industriel français et au-delà européen offre d'innombrables études de cas possibles (petites ou grandes entreprises, activité rurale ou urbaine, bâtiment de travail ou d'habitation). Dans un contexte administratif autrefois étatique, aujourd'hui régional, l'inventaire général du patrimoine culturel poursuit depuis trente ans une mission de repérage et de documentation des sites industriels. Travaux universitaires et projets d'architectures se multiplient, et les résultats sont là : le patrimoine industriel est de mieux en mieux connu et reconnu.

De fait, les pays du nord de l'Europe, touchés plus tôt que la France par la désindustrialisation, avaient dès les lendemains de la 2^{ème} Guerre mondiale commencé leur réflexion sur leur patrimoine industriel. Plusieurs problèmes devaient être résolus : il fallait inventorier, sélectionner, mettre en valeur des bâtiments souvent très étendus, pas toujours accessibles et dont la construction était très finalisée, puisqu'il s'agissait d'anciennes usines, d'installations minières ou portuaires etc. De plus, la restauration et la mise en valeur, voire le simple maintien de vestiges industriels en l'état véhiculait jusqu'à une période récente une image négative, en référence à des conditions de travail ou de conflits sociaux souvent très durs, dans un passé encore très proche. Pourtant le monde rural a été au moins aussi dur et exploiteur que le monde industriel, lui qui bénéficie d'attentions soutenues. On réhabilite les vieilles fontaines, les vieux lavoirs et les moulins du siècle dernier, bien plus et plus facilement qu'une ancienne usine, quelque soit son intérêt. En Angleterre, le système associatif est très dynamique. En France, la place des institutions d'Etat est très grande et a une action à double tranchant. D'une part elle applique un système de protection de monuments relativement efficace, mais d'autre part les lenteurs des classements et les choix

des commissions nationales ne vont pas dans le sens d'une protection du patrimoine industriel. On classe plus facilement une église romane⁹.

Notre choix de ce site a été dicté, précisons le, par la consistance des vestiges subsistants, leur solidité, leur capacité à être réutilisés. Ces critères ont peu à voir avec le volume de production des secteurs industriels auxquels ils appartiennent. Le tableau historique qui en résulte n'est ainsi pas celui issu traditionnellement de l'histoire économique et sociale, fondée sur des chiffres de production et d'échange.

B/ Importance du patrimoine industriel:

Les historiens et bien d'autres professions scientifiques et culturelles, ont par suite une double mission à remplir. L'une consiste à élaborer les règles et les contenus d'une archéologie matérielle et d'une ethnohistoire appelées à renouveler la conception classique de l'histoire industrielle au sens le plus large du terme, en attirant l'attention aussi bien sur les conditions de diffusion et d'adaptation des innovations techniques, que sur l'organisation du travail, sur les relations sociales, sur les modes de vie, sur l'articulation des espaces industriels à d'autres espaces, ou sur les représentations de l'industrie. L'autre tâche consiste, à travers une connaissance de plus en plus fine et plus exhaustive des vestiges du patrimoine industriel, à faciliter son intégration dans le patrimoine national, à encourager sa sauvegarde dans ses éléments les plus significatifs, sa réutilisation ou sa valorisation auprès du public des musées ou du tourisme de sites. Les spécialistes du patrimoine industriel, depuis l'origine et sans doute pour un certain temps encore, ont donc inévitablement toujours deux fers au feu: celui de la recherche et de l'enseignement, celui de, l'action culturelle. Dans l'un et dans l'autre rôle, ils ont en tout cas à se soumettre à une redoutable contrainte: celle de l'urgence. Toutes les sociétés qui, à un moment ou à l'autre, en Occident, en Orient, dans les ex pays coloniaux, ont été touchées par le mouvement de l'industrialisation sont en effet depuis plusieurs décennies engagées dans un processus de désindustrialisation ou, tout au moins, de restructurations et de relocalisations industrielles, qui n'excluent pas du reste de nouvelles formes de croissance. Dans une phase de ruptures aussi profondes, il importe d'éviter de subir une perte de mémoire,

⁹Gracia Dorel-Ferré, IPR-IA, Académie de Reims, le patrimoine industriel

de substance culturelle, et, en fait, de capacités techniques que voudraient bien souvent imposer à la hâte ceux pour qui rien de l'héritage de notre culture industrielle ne saurait désormais servir à quelque chose, et qui nous invitent à mépriser l'enracinement séculaire et parfois millénaire de cette culture. Or notre patrimoine technique et industriel n'est pas à jeter, il est à reconsidérer¹⁰. L'usine BATA en constitue un exemple patent, depuis sa fermeture des essais ont été entrepris mais ça c'est soldé toujours par un échec. Mais avec cette dernière avec le Comptoir Commercial Bara MBOUP (CCMB), elle est repartie sur des rails avec cette reconversion tant attendu. L'usine fonctionne à nouveau mais a, quand même, changé d'activité.

B.1/ La paléo métallurgie

La connaissance du fer a profondément marqué les sociétés africaines. Elle a tout d'abord permis l'extension des défrichements agricoles. Elle a surtout été à l'origine de formations étatiques fortes. Ainsi, le Tekkur, Etat de la vallée du fleuve Sénégal (IIIe-XIIIe siècle), a été fondé par une dynastie de forgerons les Jaa-Ogo, qui ont introduit la culture de décrue et créé un pouvoir politique reposant sur le contrôle du fer. Autre exemple, le Sosso, dont le roi-forgeron le plus célèbre, Soumaouro Kanté, domina le Mandé (Mali) au début du XIIIe siècle. L'activité métallurgique répondait aux importants besoins en armes des empires et des royaumes (Ghana, Mali, Songhaï, Mossi...). La diffusion du fer en Afrique n'a pas emprunté des voies linéaires, ayant forcément un point de départ et une destination précise. Il s'agirait plutôt de processus d'inculturation, au cours desquels la technologie a été assimilée par certaines populations, modifiant profondément leur histoire. C'est pourquoi les sociétés africaines ont accordé des statuts privilégiés aux « hommes de fer », pivots des religions traditionnelles et de la vie socio-économique. Dans les sociétés islamisées de la zone soudano-sahélienne, ils constituent un groupe à part, abusivement assimilé à une caste par la sociologie moderne. Dans les régions forestières, ils peuvent être considérés comme des êtres supérieurs exerçant un contrôle économique, politique et moral sur la société¹¹. Selon toujours

¹⁰ Louis Bergeron, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Gracia Dorel-Ferré Docteur en histoire, Le patrimoine industriel un nouveau territoire

¹¹ H. Bocoum, IFAN/CAD, Dakar, Les Routes du Fer en Afrique, avec la participation du Musée de l'Homme, Paris et du Laboratoire « Métallurgies et Cultures »

les travaux de Hamady BOCOUM¹² l'aspect le plus important de la question du fer en Afrique de l'Ouest est la forte corrélation entre cette technique et l'avènement des formations étatiques qui transcende de loin la chronologie en des conséquences sociologiques qu'elle entraîne ainsi que ses répercussions sur la périodisation de l'histoire africaine. Au Sénégal, la période concernée par l'apparition des techniques métallurgiques est globalement attribuée à la Protohistoire alors qu'à propos des mêmes événements, les historiens, privilégiant l'évolution des états, emploient une autre définition - Histoire médiévale - ou se gardent de toute caractérisation. Cette difficulté à harmoniser les concepts constitue un véritable obstacle à la réalisation de travaux de synthèses. Ainsi, nous nous sommes appuyés sur les travaux déjà réalisés par Hamady BOCOUM, et, au lieu de considérer les chroniques traditionnelles et les récits historiques comme les informations d'appoint, nous nous sommes appliqués aux traités au même titre que les vestiges archéologiques. Ce parti pris fait par BOCOUM, qui les a conduits, aussi bien pour des raisons de méthode, que celles, plus prudentes - liées à la diversité des sources, à privilégier la moyenne vallée du fleuve Sénégal comme terrain de recherche. Cette zone s'avère en effet particulièrement indiquée pour la mise en œuvre d'une telle approche car elle associe, dans une même aire géographique des sites d'habitat à une abondante littérature historique et ethnographique. La portée de ces informations est d'autant plus importante qu'elles sont pour la plupart en connexion avec l'évolution de l'ancien *Tekrur* qui est la première formation étatique connue dans l'aire sénégalaise. Les fondateurs présumés de cet état - les jaogo, en l'occurrence sont aussi considérés comme étant les initiateurs des techniques métallurgiques dans la région partant de cette corrélation et de l'état actuel des connaissances sur la métallurgie dans cette région, nous avons tenté de mettre en évidence les articulations entre les différents aspects de la question. Nous savons tirer un grand profit des travaux de nos prédécesseurs (les travaux des chercheurs et des archéologues du Sénégal) sur l'archéologie de la moyenne vallée du fleuve Sénégal. L'appréciation de cette proposition en rapport avec nos objectifs sur la métallurgie du fer constitue la base de notre démarche archéologique qui s'articule autour des thèmes suivants :

Chronologie absolue : la chronologie proposée par THILMANS et révisée purement indicative, révèle un déséquilibre dans la conduite des recherches, tant du point de vue de la reconnaissance des forces céramiques que de la chronologie absolue. A ce déséquilibre

¹² H. Bocoum, Directeur de la Direction du Patrimoine Culturel du Sénégal

d'ordre quantitatif s'ajoute une insuffisance qualitative. Il s'agit du caractère unique de la fouille de *Cuballel*, d'où l'absence de possibilités de confrontations des données fournies par le site éponyme avec d'autres séries. La céramique de *Sincu-Bara* a déjà fait l'objet de plusieurs publications, ce qui n'est pas le cas de *Cuballel*. L'insuffisance majeure dans l'approche de la céramique demeure cependant l'absence de bases statistiques relatives à l'appréciation de formes à caractère discriminant en vue de l'attribution des sites. La fréquence des variabilités ne semble pas avoir été envisagée en fonction de la stratigraphie.

En regardant le **rapport entre l'habitat et la métallurgie** nous pouvons constater que les relations entre les sites d'habitat et les ateliers de réduction de la minerai de fer sont souvent absentes de la littérature archéologique, or, l'exploitation des données contenues dans les récits historiques et traditions villageoises du *Fuuta* établit, sans ambiguïté, une relation entre les fourneaux organisés en batteries et la dynastie *des jaa-ogo*. Le caractère constant et répétitif de cette attribution nous conduit au plan archéologique, à envisager la nature de la relation entre les deux catégories de données. Il s'agira, en particulier d'accorder plus d'importance aux vestiges métallurgiques de surface fréquemment observables aux environs des sites d'habitat et qui ont très peu attiré l'attention des recherches.

Quant aux **sites du Ferlo** : dans l'étude des sites d'anciens villages (dits «séréér»), l'essentiel des recherches se sont déroulés dans la moyenne vallée du Sénégal. Les sites du Ferlo, il est vrai, sont fortement ravinsés et les possibilités d'y trouver des accumulations comparables à celles de la moyenne vallée sont rares. Cependant, les ateliers de réduction du minerai de fer y sont assez courants. Par ailleurs, sur de nombreux sites localisés dans cette zone et témoignant d'une réelle activité métallurgique, il a été observé un matériel lithique qui pourrait être de facture néolithique. Cette catégorie de sites n'ayant pas encore fait l'objet de recherches approfondies, nous nous sommes proposés d'y effectuer une série de sondages. Il s'agit d'étudier les rapports entre l'activité sidérurgique et le matériel supposé néolithique, d'une part, de confronter la production céramique du Ferlo avec celle de la moyenne vallée, d'autre part, pour savoir si elle intègre les familles céramiques déjà définies. Pour les **études théologiques** : les chercheurs avaient adopté une démarche moins centrée sur la moyenne vallée en incluant dans l'échantillonnage un objet prélevé dans un tumulus coquillier à Jorombak (delta du Saloum) un objet récolté à *Siin-Ngayeen* zone mégalithique dont la fonction funéraire est évidente. L'objectif visé était, partant de l'étude de la structure des matériaux et des traitements thermiques, de savoir jusqu'où ceux-ci pouvaient être mis à contribution dans

l'interprétation fonctionnelle des objets. Pour combiner les paramètres retenus, nous nous sommes servi de la notion de chaîne opératoire qui constitue le cadre théorique de ce travail. La chaîne opératoire est définie comme « *la succession d'opérations visant à transformer une ou plusieurs matières premières en un produit fini. Elle est également la succession de décisions et d'opérations visant à l'élaboration d'un produit depuis la première impulsion créatrice jusqu'à la mise en circulation* »¹³. André Leroi-Gourhan, consacre un riche développement sur la notion de chaîne opératoire qu'il a caractérisée en trois plans de comportements. Chacun des plans offre un cadre d'analyse spécifique du comportement opératoire de l'homme. Cet outil intellectuel, par la suite, sera employé par plusieurs chercheurs en raison de son efficacité et sa connexion. Suivant ce concept, la métallurgie du fer, sera traitée non pas comme une technique indépendante et suffisante en elle-même, mais comme une catégorie plus vaste – processus technique - dont l'approche socio-économique, voire politique, n'est pas pertinente que par rapport au milieu au sein duquel elle s'exprime. La chaîne opératoire permet une meilleure organisation des éléments constitutifs des gestes qui permettront d'obtenir le résultat que l'on cherche au moment voulu. Cependant, le concept de chaîne opératoire, pris à la lettre, peut s'avérer dangereux :

*« En fait la chaîne opératoire à l'état pur n'existe pas. Le concept est le fruit d'une mentalisation de la technique, telle qu'elle s'est développée au XVIIIe siècle, tout particulièrement, alors qu'émergeait la technologie, qui est au sens propre, un discours savant sur la technique »*¹⁴.

Elle est par conséquent, susceptible d'influer ou d'être influencée par les contradictions et mutations qui affectent le milieu. Cette dernière caractéristique introduit l'aspect dynamique de la chaîne opératoire du fer dont la mobilité à travers le temps et l'espace sera mise à contribution dans l'approche de la métallurgie à travers les variabilités technologiques et les mutations historiques. Ainsi, dans l'étude de la métallurgie du fer au Sénégal, les approches archéologiques et historiques constituent les maillons d'une même chaîne dont la reconnaissance ou l'identification des modalités de l'articulation est l'objectif premier de la recherche. Nous n'envisageons pas ici de faire un exposé de principes qui constituent le cadre théorique et pratique des processus physico-chimiques de la métallurgie extractive, ni un résumé de ceux-ci. Cependant, notre objet, plutôt archéologique, est une tentative de mise en

¹³ GOSSELIN O, 1997, communication inédite « Métier Africain du fer ».

¹⁴ Anne François GARCON et al, Vents et fours en paléo métallurgie du fer, du minerai à l'objet. Op.cit

corrélation des démarches propres à l'archéologue et au métallurgiste, après une brève tentative de définition relative aux cadres théoriques, il s'agira, partant des principes de base des mécanismes oxydo-réducteurs, de montrer en quoi ils déterminent une série de contraintes qui fixent les possibilités et impossibilités dont la résolution conditionne le développement de la sidérurgie. Le caractère nécessaire de certaines opérations, la gamme restreinte des possibilités et les réponses spécifiques apportées aux différentes exigences suivant les ressources du territoire permettront de révéler pas à pas, les différents maillons de la chaîne opératoire du fer, cadre théorique et pratique propre à l'ethnologie et à l'archéologie.

B2/ Technologie et société: la chaîne opératoire du fer

L'analyse des chaînes opératoires accorde une place de plus en plus importante dans les études sur la technologie et tend à en constituer le cadre théorique, Aussi tenterons-nous de formaliser, relativement au fer quelques aspects que nous espérons opératoires du concept.

Dans un territoire donné, le développement de la sidérurgie, la nécessité de maintenir un équilibre entre les potentialités du milieu et les besoins du groupe qui l'investit, permettent d'introduire l'aspect dynamique de la chaîne opératoire, c'est-à-dire la mobilité qui fonde aussi sa pluralité. En effet, «les variations observées d'un système à l'autre ou entre deux éléments d'un même système, considérés à deux moments différents, traduisent, soit une adaptation aux conditions écologiques locales... soit l'existence de liens nécessaires ou d'incompatibilité entre certains traits de ces systèmes ou entre ceux-ci et l'organisation sociale des groupes qui les ont développés» (Lemonnier, (1980 : 9).

Par ailleurs, le cadre temporel induit par la conduite de toute chaîne opératoire et l'importance des différentes séquences relativement à l'ensemble du processus technique permettent, en principe une hiérarchie des tâches, l'objectif à ce niveau étant la reconnaissance de celles qui peuvent être considérées comme stratégiques, c'est-à-dire celles dont l'accomplissement est nécessaire à la poursuite du processus» Lemonnier, (1980: 10) ainsi que le niveau du contrôle social par rapport aux dites tâches.

Au plan social, la production sidérurgique suppose l'existence et l'entretien d'un réseau destiné à assurer l'approvisionnement en matières premières et la circulation des produits finis ou

semi-finis, ce qui « suppose une certaine organisation sociale dans laquelle se meut l'artisan, à la fois sa clientèle et son soutien » Holl, (1983 :4).

La reconstitution de cette chaîne, un des objectifs de l'archéologie, passe par la mobilisation d'informations diverse allant de la paléoécologie à la géologie, en passant par l'étude des techniques et contextes culturels. Quatre aspects qui convergent et s'expriment à travers un territoire qui, par ce fait. Peut être retenu comme l'unité d'analyse élémentaire, c'est pourquoi l'étude d'une chaîne opératoire passe par la reconnaissance et l'ordination.

Le comburant

Il s'agit de l'air qui assure la combustion du fait de la présence de l'oxygène parmi ses constituants. Il détermine le niveau des températures atteintes dans le fourneau ainsi que leur régulation. Le comburant se différencie du minerai et du combustible par le fait qu'il est théoriquement inépuisable. Son utilisation requiert, par contre, un dispositif approprié de régulation de l'air. Deux techniques furent utilisées pour y parvenir:

.Le tirage naturel: il s'agit d'aménager à la base du fourneau ou sur la cheminée des ouvertures où aboutissent des canalisations tuyères destinées à capter et à diriger l'air de l'atmosphère ambiante. Le courant ainsi créé peut être accéléré ou ralenti en libérant ou en obstruant certaines ouvertures, le tirage naturel, en tant qu'exploitation de l'énergie éolienne, n'est pas exempt de contraintes. Il suppose une connaissance précise des conditions atmosphériques et une installation sur de sites permettant une exploitation optimale des vents dominants ;

- la seconde technique est la carburation artificielle : elle constitue une émancipation importante vis-à-vis des contraintes du milieu et fut à l'origine d'une rupture significative de la sidérurgie. Les progrès réalisés dans ce domaine, qui vont du soufflet (à outres ou à piston) à la route hydraulique, procèdent du même réflexe inscrit dans cette tendance universelle et qui consiste à libérer l'homme des servitudes les plus diverses. Par degré de complexité et de rendement, le soufflet manuel émancipe l'homme des contraintes du milieu, en asservissant l'énergie humaine tandis que la roue libère celle-ci en exploitant l'énergie hydraulique, c'est à elle que les températures suffisamment élevées, pour assurer une liquéfaction complète du fer et de la gangue, devinrent techniquement accessibles, et aboutirent à la production de la fonte transformable en acier qui marque l'avènement de la métallurgie indirecte.

*_*_*_*_*_*_*

Malgré les variabilités observables dans la conduite de la chaîne opératoire du fer, les mécanismes : physico-chimiques de la réduction imposent des règles universelles qui canalisent de manière stricte le champ de l'innovation. Aussi, la seule rupture réellement significative semble être l'apparition de la sidérurgie indirecte. La raison de ce progrès semble devoir être recherchée dans le cycle des matières premières, particulièrement dans le progrès de la soufflerie. En effet, des trois matières premières indispensables à la réduction, seul le comburant échappe, partiellement il est vrai, aux contraintes du milieu pour son acquisition. La liberté de manœuvre ainsi permise a fait du carburant l'aile marchante de la sidérurgie extractive. Par ailleurs, la liaison du fer au territoire, combinée aux faits techniques indispensables à la production du métal permet une observation archéologique suivant trois registres : le processus d'acquisition, leurs corollaires dans l'observation archéologique et leurs répondants thermodynamiques. La mise en correspondance de ces registres à travers un diagramme ayant pour abscisse la perspective archéologique et pour ordonnée le cycle thermodynamique peut être considéré, en résumé, comme le cadre d'une approche globale du cycle de vie de l'objet métallique.

B.3/ Apport de la paléo métallurgie :

De toutes les acquisitions techniques préindustrielles, la métallurgie est, sans aucun doute, l'une de celles qui continue à influencer le plus sur les préoccupations quotidiennes de l'homme moderne. Deux raisons expliquent cet intérêt; d'abord parce que le fer, tout en occupant une place primordiale dans nos économies et, modes de vie, se particularise par une relative stabilité des processus techniques d'acquisition qui ont peu évolué depuis l'invention de la sidérurgie, ensuite et c'est l'aspect le plus immédiat, la réversibilité de la réaction fait de réduction fait que l'ingénierie moderne, pour des raisons pratiques voire futuristes, s'intéresse à «l'analyse des conditions de vieillissement naturels des objets archéologiques (corrosion dans les sols) afin de mieux comprendre l'évolution future de nos ouvrages métallurgiques contemporains sur de longues durées»

Ainsi par une heureuse convergence la recherche archéologique combinée à l'approche paléométallurgique fournit les informations substantielles à la connaissance de l'évolution des techniques métallurgiques et offre un formidable banc d'essai à la science moderne, cette double particularité en fait un domaine de recherche très dynamique. Toujours,

selon H. BOCOUM, le cycle de vie de l'objet en fer détermine les différents niveaux de l'étude qui s'efforcera de le suivre de la conception à sa dégradation, en tentant à chaque fois, d'identifier la somme documentaire qu'il contient. Il s'agit donc de rechercher l'origine du matériau et de tenter de reconstituer son histoire, l'origine du matériau correspond au domaine de l'étude métallurgique dont l'objectif est de déterminer la nature des minerais utilisés en vue de la reconnaissance des gîtes minéralogiques. L'histoire métallurgique s'efforcera, pour sa part, d'identifier les traitements thermomécaniques subis par le matériau et les différentes étapes de sa mise en forme par le biais de la métallographie structurale, cette étude permet de formuler des hypothèses à caractère technologique, éventuellement renforcées par des expérimentations. Les études physico-chimiques enfin s'intéressent aux processus de dégradation (corrosion dans les sols, corrosions bactériennes), La démarche archéologique sert ensuite de cadre théorique à l'interprétation générale en replaçant l'objet dans son contexte. Elle met à profit l'apport de la métallographie structurale et l'interprétation fonctionnelle « afin d'appréhender avec un maximum de fidélité l'information que contient l'objet archéologique et d'éviter bon nombre de formulations intellectuellement séduisant mais sans fondement technologique » (Ph, Fluzin et al.. 1981 : 6),

C/ L'industrie au Sénégal : rétrospective

L'histoire économique du Sénégal a montré que le processus d'industrialisation est indissociablement liée à la présence française dans le pays et ce depuis des siècles. Schématiquement le processus de l'industrialisation au Sénégal s'est opéré en deux phases principales : une première phase très embryonnaire amorcée durant la période coloniale et une seconde étape d'après l'indépendance caractérisée par une forte diversification¹⁵.

Le Sénégal qui fut le premier endroit d'Afrique Noire, à l'île de Saint-Louis où s'établirent les Français, fut aussi la première ville du Sénégal où les Français introduisirent l'utilisation de la machine, cette ville fut aussi la première capitale du Sénégal, cela aussi peut justifier ce privilège.

¹⁵ Jean-Pierre CHAUVEAU Sociologue ORSTOM Histoire de la pêche industrielle au Sénégal et politiques d'industrialisation 1^{ère} partie : Cinq siècles de pêche européenne (du xv^e siècle au milieu des années 1950)

*_*_*_*_*_*_*

En France, l'on comptait à peine quelques milliers de machines à vapeur au milieu du XIXème siècle, contre plus d'une centaines de milliers à la fin de celui-ci. Or à Saint-Louis fonctionna dès 1859, à la Pointe Sud, un important moulin qui traitait pas moins de dix tonnes de mil par jour, grâce à une machine à vapeur de 25 Chevaux. L'éclairage électrique n'entra dans le domaine pratique qu'après l'invention de la lampe à incandescence par Edison en 1880. Cependant en 1889, l'éclairage électrique devint en usage à Saint-Louis, avec la création d'une Société Anonyme d'Eclairage Electrique au Sénégal utilisant deux machines compound de 20 et 16 Chevaux. Aussi, lors de l'inauguration en 1958 de la nouvelle centrale de Saint-Louis, Desanges, rappela-t-il que cette cité avait été une des premières villes du monde à connaître ce type d'éclairage. De cette période pionnière de la mécanisation quelques vestiges persistent jusque de nos jours. Le centenaire de l'établissement du pont Faidherbe fournit l'occasion de procéder à une sensibilisation des populations de Saint-Louis à l'égard d'un ouvrage qui constitue l'image de marque de leur ville. Il permet également de tenter d'obtenir la réhabilitation de quelques autres témoins du début de l'emploi de la machine à vapeur, à savoir la grue de vingt tonnes située sur un des quais de la ville, l'usine de MBakhana proche de Saint-Louis et l'environnement de la gare de chemin de fer de Sor (ville à St Louis). Toujours à St-Louis, le Pont Faidherbe a été préservé comme patrimoine industriel et historique et relie les territoires : la ville et l'île historique. Situé à l'embouchure du fleuve Sénégal, le pont Faidherbe, construit en 1897 et considérablement dégradé, et constitue l'unique point de passage direct vers l'île historique de Saint Louis du Sénégal, poumon économique du pays. La rénovation du pont et sa reconstruction à l'identique (en tant que patrimoine mondial de l'UNESCO), s'imposait donc tant économiquement que géopolitiquement. Il représente une illustration parfaite des enjeux du développement durable appliqués à un territoire en plein développement.

Le bilan de la période 1939-1945 apparaît donc favorable dans le domaine de l'amorce industrielle au Sénégal. Deux espaces ponctués d'unités industrielles traduisent dans le paysage les effets de la guerre. Le premier s'étend au Nord Ouest du port de Dakar, le second est constitué par le quartier de l'Escale à Rufisque. Or, loin d'être arrêté par la fin de la guerre, le processus d'industrialisation va se poursuivre dans la période 1945-1960, avec pour conséquences la densification de la zone industrielle autour du port, l'apparition d'une zone

industrielle à l'Est de Rufisque par desserrement de BATA et création de deux unités importantes, enfin la constitution progressive d'un espace industriel entre Thiaroye et Mbaou¹⁶.

Dans les années 1960, le Sénégal possédait le tissu industriel le plus développé d'Afrique de l'Ouest. En outre, le secteur bénéficiait initialement d'une productivité élevée. Cependant, au fil des ans, la productivité, notamment celle du travail, a fortement décliné alors qu'elle augmentait dans nombre d'autres pays. Le tissu industriel, qui s'était maintenu tant bien que mal jusqu'à la fin des années 1970, a vu finalement sa croissance chuter. Par la suite, la Nouvelle Politique Industrielle (NPI) entamée en 1986, en voulant enclencher un processus de libéralisation sans doute prématuré et mal élaboré, a fait payer une lourde tribu à l'économie toute entière: faillites, pertes d'emplois. Pour ainsi dire que l'industrialisation des pays en voie de développement présente de grandes variations. Elle peut s'avérer impressionnante, mais, dans la plupart des cas, elle est surtout décevante. Les nouveaux pays industrialisés ont certes augmenté leur part dans la production industrielle mondiale, mais le rôle que jouent les pays en voie de développement dans le commerce international de produits manufacturés demeure marginal. Les stratégies industrielles adoptées par la plupart des pays africains sont plus proches du modèle traditionnel (substitution des importations) que du modèle moderne (promotion des exportations).

Une recommandation du dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine stipule que l'Afrique sera érigée en zone de libre échange avant 2017. Les cadres du ministère du Commerce, présents au deuxième Africatrade forum d'Addis-Abeba, estiment que le Sénégal devrait jouer un rôle majeur grâce à son tissu industriel assez fourni et sa position géographique privilégiée par rapport à l'Europe et à l'Amérique du Nord. Il apparaît aujourd'hui que le retour de la compétitivité et la croissance de l'industrie deviennent des priorités pour le pays qui s'est engagé définitivement dans un combat contre la pauvreté. De ce fait, l'adoption de politiques et programmes appropriés est un impératif pour accompagner le décollage industriel. Le Sénégal occupe déjà une position privilégiée à la lisière des marchés européen et américain et devrait servir de hub pour l'accès des produits du continent à l'international. Mieux, la base industrielle non négligeable pourrait contribuer à apporter de la valeur ajoutée aux produits bruts du pays et des autres pays du continent dans le cadre de la promotion des chaînes de valeur retenues au sein des différentes filières, représentant plusieurs spéculations (coton, produits agro-alimentaires, produits de la pêche, etc.). L'industrie agro-alimentaire et

¹⁶A. DUBRESSON, L'espace Dakar- Rufisque en devenir, de l'héritage urbain à la croissance industrielle,

l'industrie textile nationales disposent déjà d'un appareil de production qu'il faudra juste réhabiliter. C'est le secteur textile pour le moins « sinistré » qui est le plus concerné par ce dernier cas de figure. S'agissant de la pêche, il s'agira de donner aussi de la valeur ajoutée aux produits afin de rompre avec le sempiternel cycle des exportations de produits bruts¹⁷. L'avantage comparatif le plus saillant du Sénégal réside dans l'exploitation maximale de son capital humain.

C.1/ DIAGNOSTIC DU SECTEUR INDUSTRIEL

Au moment de son accession à la souveraineté internationale, le Sénégal ayant hérité d'une importante infrastructure économique et industrielle, était relativement privilégié par rapport aux pays de la sous région.

En effet, la disponibilité de matières premières locales avait permis le développement d'activités d'huileries, de savonneries, de coton textile, le marché de l'ex Afrique Occidentale Française (AOF), constituant un débouché important pour le tissu industriel qui disposait ainsi d'économies d'échelle pouvant autoriser des productions au coût marginal.

Après les indépendances et suite à l'émergence au niveau de la sous région d'activités manufacturières similaires, les entreprises locales, en dehors des produits d'exportation traditionnels - arachides, poissons, phosphates - durent faire un repli sur le marché intérieur entraînant ainsi une surcapacité de production. Ce qui apparaissait naguère comme un avantage s'est donc vite révélé dans les années 70 comme une contrainte structurelle.

Le Sénégal avait alors pu, par l'adoption d'une politique de développement industriel, se basant sur le système de protections tarifaires et non tarifaires maintenir l'appareil industriel. Le tissu industriel menacé d'effilochage s'était maintenu dans ses composantes essentielles et semblait même amorcer un bond prometteur avec la définition dès 1979 d'une politique de filières industrielles. Cette tendance devait malheureusement vite s'infléchir avec les chocs externes dus à la récession mondiale et à des cycles de sécheresse répétitifs.

¹⁷le Courrier le magazine de la coopération au développement ACP-UE, N° 196 janvier-février 2003 Dossier Industrialisation Reportage Sénégal Industrialisation Sénégal

Au milieu des années 1980, le secteur industriel accusa alors des signes d'essoufflement et de ralentissement de sa croissance. C'est ainsi qu'après une phase d'accélération entre 1973 et 1978, le taux de croissance du secteur industriel s'est ralenti et est passé de 4,4% à 4,0% entre 1978 et 1987 pour ensuite chuter jusqu'à 3,5% entre 1987 et 1990.

Pour juguler ces contre performances, le Gouvernement, dans la mouvance des Programmes d'Ajustement Structurel, avait adopté dès février 1986 la Nouvelle Politique Industrielle (NPI), autour de certains principes majeurs notamment :

- ✓ la réduction du niveau élevé des protections tarifaires,
- ✓ la suppression des protections non tarifaires,
- ✓ le renforcement de la compétitivité de l'industrie sénégalaise,
- ✓ la promotion des produits à haute valeur ajoutée,
- ✓ l'accélération de la relance industrielle.

Toutefois, convient-il de le souligner, le brusque passage à une politique de déprotection tous azimuts dans le cadre de la Nouvelle Politique Industrielle, n'a pas permis aux secteurs tant public que privé, en charge du secteur industriel, de disposer des capacités de réponse suffisantes face à cette situation.

Avec l'avènement des approches programmes à partir de 1993, la logique d'élaboration des politiques et stratégies industrielles a connu une évolution avec le passage d'une politique sectorielle de développement de l'industrie à une politique horizontale d'amélioration de l'environnement du secteur privé. Cette option fragilisa davantage la prise en charge de la politique industrielle de manière spécifique¹⁸.

Il s'y ajoute que depuis 1994, l'année de la dévaluation du Francs CFA, les déterminants aussi bien internes qu'externes de l'activité économique ont connu plusieurs mutations. Les effets bénéfiques enregistrés durant la période post NPI (l'Indice de la Production Industrielle gagne plus de 10 points en 2000 par rapport à 1993 et le taux de croissance au même moment passe de - 2,54% à plus de 6%) le sont essentiellement du fait de l'effet mécanique du changement de parité du FCFA. Aussi, ces acquis restent fragiles, d'autant qu'un surcroît de compétitivité

¹⁸ Lettre de politique sectorielle de développement de l'industrie, la politique de redéploiement industrielle, Ministère de l'industrie et de l'artisanat Sénégal 2013

demeure nécessaire pour faire face aux enjeux actuels liés à l'avènement de l'UEMOA et de l'OMC.

Aujourd'hui, le secteur industriel sénégalais, en raison du peu de succès des politiques et stratégies industrielles jusqu'ici mises en œuvre d'une part, et des contraintes structurelles et un environnement peu favorable qui grève sa compétitivité d'autre part, n'a pu répondre à sa vocation de secteur structurant pour toute l'économie du Sénégal.

En conséquence, la recherche d'un point d'ancrage solide servant de repère devient une priorité en vue de la définition d'orientations nouvelles. Pour ce faire, un Bilan Diagnostic de la Politique Industrielle de 1986 à 2001 fut mené suivant un processus participatif et itératif, au cours duquel le décloisonnement de la réflexion a été effectif et a permis l'implication de plusieurs acteurs de différents horizons, tant à l'échelon national que régional : Autorités administratives, Collectivités locales, Secteur privé, ONG, Projets locaux de développement.

De ce Diagnostic, les enseignements suivants peuvent être tirés :

- ✓ La NPI, avant de s'acheminer dans une impasse, a fait payer un lourd tribut à l'économie sénégalaise qu'elle voulait engager dans un processus de libéralisation qui était devenu irréversible ; cela a occasionné la perte de milliers d'emplois, la fermeture de nombreuses entreprises et le blocage de la demande.

Au cours de cette période le nombre d'emplois perdus est passé de 1000 environ en 1989 à près de 5000 en 1993.

Suivant le recensement effectué sur les fermetures, 14% des entreprises avaient déjà cessé leurs activités dès 1991, contribuant à aggraver ainsi le déficit du Trésor Public du fait de la baisse des recettes fiscales qu'elles ont entraînée.

- ✓ La faible valorisation industrielle des ressources naturelles limite la valeur ajoutée réalisée au plan national.

- ✓ Le secteur a souffert depuis la NPI de l'absence d'une politique plus ciblée sur l'impératif de compétitivité et le renforcement des capacités productives

*_*_*_*_*_*_*

✓ Le tassement des effectifs industriels depuis plusieurs années montre que les secteurs actuels moteurs de la croissance ne sont pas générateurs de nouveaux emplois

✓ Tous les indicateurs économiques mettent en lumière les résultats dérisoires de la décentralisation industrielle puisque la région de Dakar à elle seule recueille près de :

- 90% du total des entreprises,
- 70% de la valeur ajoutée du secteur industriel,
- 75% des emplois permanents,
- plus de 75% des salaires distribués.

✓ Le cloisonnement de la concertation sur le secteur autour des seuls groupements professionnels, n'a pas permis, malgré les différents cadres d'échange initiés à cet effet, tels que les Comités Filières, les Groupes Stratégiques Sectoriels et les Grappes Sectorielles, l'implication à la réflexion des acteurs économiques, du secteur informel, des communautés de base, des ONG. Ces derniers disposent au demeurant, d'un potentiel certain pouvant induire l'émergence d'économies de proximité et d'une industrie locale.

Au surplus, le secteur industriel sénégalais est appelé à faire face à de nouveaux défis, au regard des évolutions notées entre 2001 et 2003 au niveau de l'environnement tant international que régional et continental :

1) D'abord au niveau international

Le commerce mondial, plus que jamais, reste régi par les principes de l'économie de marché et de libre échange en vertu des accords et règles édictées par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Face aux défis de la mondialisation, la multiplication et l'élargissement des accords régionaux de partenariat économique se sont accélérés au niveau du globe au cours de cette présente période.

Cependant, et à la veille du démantèlement annoncé des derniers régimes dérogatoires (i.e Accords multifibres, 2005) et de l'ouverture progressive des marchés protégés des pays du Nord (agriculture), les distorsions nées des subventions sur les produits agricoles et des

Accords sur les Droits de propriété Intellectuelle liés au Commerce (ADPIC) perdurent et constituent des entraves sérieuses à la relance des économies fragiles et cela compte non tenu des prescriptions de plus en plus drastiques en matière d'environnement, de sécurité, de certification et des normes ISO, pour l'accès à ces marchés.

2) Ensuite au niveau régional et continental

Le processus d'intégration en cours dans le cadre de la sous région, notamment à travers l'UEMOA et la CEDEAO, avec la mise en place d'une politique commerciale extérieure commune, modifie profondément l'environnement des entreprises industrielles en raison, notamment, de la baisse de la protection tarifaire (Tarif Extérieur Commun – TEC).

Cette tendance à la baisse de la fiscalité de porte est appelée à s'accroître, à l'horizon 2008, du fait de nouvelles réductions qui seront induites par la finalisation des négociations d'accords commerciaux dans le cadre des Accords de Partenariat économique (APE).

Ce volet commercial de l'Accord UE/ACP, en harmonie avec les règles de l'OMC, va, en effet, mettre un terme aux privilèges commerciaux de la Convention de Lomé. Cette situation exposera davantage les entreprises des zones UEMOA et CEDEAO à un contexte de libre échange intégral.

La définition d'une Politique Sectorielle de développement Industriel s'inscrit donc, en droite ligne des orientations économiques et sociales du Gouvernement telles que contenues dans le DSRP et la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) ainsi que de la vision commune des Chefs d'Etat Africains, qui par le biais du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (« NEPAD ») se sont engagés à mettre leur pays sur la voie d'une croissance forte et d'un développement humain durable.

Cependant, le bilan diagnostic de la politique industrielle, en mettant en exergue les limites qui entravent le développement de l'industrie sénégalaise, montre la nécessité d'opérer un changement de cap afin de redynamiser le secteur. Pour inverser cette tendance et faire jouer à l'industrie sénégalaise son rôle, il y a lieu, à partir d'une vision partagée, de bâtir une stratégie

industrielle appropriée et pertinente. Le Sénégal dispose d'atouts non négligeables pour un redéploiement efficace au rang des quels :

- ✓ la présence d'un important potentiel de valorisation industrielle dans les secteurs agro-pastoral, halieutique, énergétique et minier, etc.
- ✓ l'existence d'un secteur informel dynamique qui maîtrise les ressources locales, dispose d'une technologie adaptée et s'oriente progressivement vers l'économie moderne.
- ✓ la responsabilisation accrue du secteur privé et des collectivités locales dans une gestion concertée et participative des stratégies de développement.
- ✓ l'existence de plusieurs programmes d'infrastructures et d'équipements structurants (grands travaux, programmes d'infrastructures routières et ferroviaires, programmes de construction de parcs industriels et de réhabilitation de domaines industriels, etc.).
- ✓ la possibilité d'accès aux marchés extérieurs notamment africains grâce à l'ouverture née de la libéralisation des échanges et de l'intégration sous régionale.

Il s'y ajoute également que :

1) Au plan sous régional, de nombreuses initiatives en cours peuvent offrir de nouvelles possibilités de redéploiement industriel.

D'abord, le nouveau contexte du NEPAD favorise la poursuite et l'accélération de la dynamique de coopération et d'intégration économique au niveau de l'espace de la CEDEAO. Cela se traduit non seulement par un espace de marché élargi pour les entreprises de la zone mais également par le partage de politiques et de démarches communes. Ainsi, en sus des Politiques Agricole, industrielle et minière communes déjà adoptées au sein de l'UEMOA, la Politique Industrielle Commune des Etats de l'Afrique de l'Ouest (PICA) est en cours de formulation. Enfin, en vue de renforcer et d'opérationnaliser sur le plan industriel, la dynamique du NEPAD, initiée par les pays africains eux-mêmes, la Conférence des Ministres Africains de l'Industrie (CMAI), avec l'appui et en partenariat avec l'ONUDI, a décidé de créer une « Initiative de Renforcement des Capacités Productives en Afrique » (IRCPA).

Cette Initiative, adoptée par les Chefs d'Etat Africains comme le volet « développement industriel du NEPAD », vise à améliorer la performance au moyen d'une triple démarche :

- ✓ l'analyse des chaînes de valeur au plan sous régional ;

*_*_*_*_*_*_*

- ✓ La participation directe du secteur privé et des acteurs non étatiques à l'élaboration de mesures concrètes à réaliser en étroite synergie avec les partenaires concernés ;
- ✓ La mise en place d'une facilité flexible d'appui à l'IRCPA.

2) Au niveau international, face aux défis d'un cadre concurrentiel défavorable aux pays du Sud, la communauté internationale a pris des initiatives pour atténuer les conséquences de l'échange inégal qui caractérise le contexte actuel du commerce mondial.

Ainsi, a été organisé en septembre 2000, le sommet mondial du Millénaire. Cette nouvelle initiative du développement est centrée sur la lutte contre la pauvreté par l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), visant à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015.

A cette occasion, a été décidée également la mise en place de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTe) qui permet aux pays du Sud de bénéficier d'une réduction de leur dette extérieure et de la possibilité d'affecter les ressources ainsi dégagées au financement des actions de croissance renforcée humaine et durable.

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de noter également l'initiative américaine du « Millenium Challenge Account » et auquel le Sénégal est éligible.

En outre, dans le domaine capital des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), au cœur de la problématique de la compétitivité internationale et des performances des nations, la communauté internationale a lancé lors du dernier Sommet Mondial de la Société de l'Information, tenu à Genève en Décembre 2003, un signal fort pour son engagement à soutenir les pays en développement dans la résorption de leur gap numérique.

De même, il y a lieu de rappeler qu'au titre de l'initiative américaine « Digital Freedom Initiative (DFI) » qui cible directement les entreprises pour stimuler leur croissance, les pays du Sud peuvent bénéficier des possibilités d'appui spécifiques en vue d'accéder aux nouvelles technologies numériques.

C2/ Politique de redéploiement industriel (PRI)

La Politique de Redéploiement Industriel (PRI) ambitionne de doter le Sénégal d'un tissu industriel densifié moderne, dynamique et compétitive, capable à la fois de satisfaire le marché local et d'accéder aux marchés extérieurs.

Selon les estimations, le poids de l'industrie dans l'économie nationale est resté entre 1991 et 2001 stationnaires autour de 16%.

Pour inverser cette tendance, la PRI se fixe les orientations générales suivantes :

- ✓ la création, la diversification, la densification et l'intégration de petites et moyennes entreprises agricoles, artisanales, industrielles et minières harmonieusement réparties dans l'étendue du territoire national en fonction des potentialités et avantages comparatifs de chaque région, grâce à une politique de décentralisation industrielle conséquente.

- ✓ la création d'une offre de produits industriels compétitifs et à haute valeur ajoutée, suffisamment importante pour satisfaire une bonne partie de la demande nationale mais également du marché communautaire et international, grâce à un outil industriel remis à niveau et géré avec des capacités managériales avérées ;

- ✓ le pari sur la compétitivité soutenue par une recherche appliquée dynamique, un encouragement à l'innovation technologique et à l'exploitation judicieuse de la propriété industrielle, et une politique de qualité, de normalisation, de certification et de métrologie adossée aux standards internationaux ;

- ✓ la disponibilité d'un réseau d'infrastructures (parcs industriels, voies de communication etc..) et d'activités de soutien (sous-traitance, appui-conseil, facilitations diverses etc..) grâce à des services publics et privés de qualité ;

- ✓ l'insertion dans l'économie africaine et mondiale grâce aux nouvelles opportunités offertes par l'intégration économique sous régionale et régionale ainsi que le Nouveau partenariat pour le Développement de l'Afrique (« NEPAD »).

L'industrie sénégalaise doit pouvoir s'adapter rapidement aux évolutions changeantes de l'environnement mondial et contribuer à l'accroissement des revenus, des emplois industriels et du pouvoir d'achat réel des ménages tant en milieu urbain que rural, en valorisant au mieux les ressources locales disponibles.

C'est dans cette perspective que la PRI est bâtie autour des principes suivants :

- ✓ l'accès aux activités industrielles ayant un caractère technologique avancé et s'appuyant sur des normes de qualité qui permettent de garantir la compétitivité sur le marché mondial ;
- ✓ la promotion d'une industrie locale décentralisée sur toute l'étendue du territoire national, capable d'atténuer l'effet attractif polarisant de la capitale et, pouvant être un facteur important de réduction des disparités régionales et de l'exode rural.
- ✓ le renforcement des synergies intersectorielles en faisant du couple industrie/artisanat articulé à l'agriculture la base du développement économique du Sénégal.
- ✓ l'intégration dans l'économie sous-régionale, régionale et mondiale.

Les orientations et principes ainsi évoqués forment les fondements de la Politique de Redéploiement Industriel, dont les objectifs et stratégies vont être précisés suivant deux (2) axes convergents : la « Mise à niveau du secteur Industriel » et le « Développement Industriel Endogène ».

C3/ Mise à niveau du secteur industriel

La Mise à niveau est une stratégie qui consiste à élever le degré de performance des entreprises pour leur permettre d'atteindre les standards et exigences requis en matière de compétitivité dans le cadre d'une concurrence exacerbée, tant au niveau des marchés intérieurs qu'au niveau des marchés extérieurs.

L'adoption de cet axe stratégique se justifie au regard des faiblesses structurelles importantes affectant les entreprises industrielles sénégalaises et de leur inadaptation à l'évolution rapide de l'environnement international marqué par deux événements majeurs et auquel l'économie sénégalaise, est partie prenante.

Il s'agit d'abord, de l'avènement de l'OMC qui a introduit des mutations profondes dans le contexte économique mondial caractérisé désormais par une forte libéralisation des échanges de biens et services, avec comme corollaire le renforcement de la concurrence entre les entreprises et entre les pays. Ensuite, le processus d'intégration en cours à travers l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) modifie profondément l'environnement des entreprises industrielles, en particulier en raison de la baisse de la protection tarifaire qu'entraîne la mise en place du Tarif Extérieur Commun (TEC).

Ainsi, la remise en cause des situations préférentielles et des protections dont bénéficiaient les entreprises industrielles oblige celles-ci à veiller à une meilleure gestion de leurs avantages concurrentiels et à la poursuite des ajustements internes, afin d'éliminer les surcoûts et les entraves à la compétitivité.

Le nouveau contexte de mondialisation et l'interdépendance entre les politiques nationales, posent ainsi, plus que jamais, la problématique de la compétitivité du tissu industriel sénégalais, qui a longtemps bénéficié d'une forte protection.

Désormais l'économie sénégalaise dans son ensemble est placée devant une concurrence élargie sous-régionale et mondiale avec l'aggravation des effets pervers de la globalisation, tels que la fraude, le dumping et les subventions occultes entre autres. Dans cet univers très concurrentiel, la mise à niveau devra permettre d'améliorer les problèmes de compétitivité auxquels est confrontée l'industrie sénégalaise.

Dans le cadre de la réalisation de tels objectifs, l'impératif de Mise à niveau devra concerner tous les acteurs de la filière industrielle en amont et en aval de la production et en particulier :

✓ les structures d'appui caractérisées par un manque de préparation au nouveau contexte économique.

✓ les entreprises du secteur privé confrontées aux exigences de performance et de qualité d'un environnement de plus en plus concurrentiel.

Aussi, les objectifs généraux visés, dans ce chapitre, se présentent comme suit :

*_*_*_*_*_*_*

- 1) Améliorer la capacité concurrentielle des entreprises industrielles face à la libéralisation et l'ouverture de l'économie ;
- 2) Accroître les compétences techniques des institutions d'appui du secteur public comme privé en matière de qualité de services fournis, et des entreprises en matière de réorganisation des systèmes de production, de gestion et de management;
- 3) Hisser les paramètres opérationnels des entreprises sénégalaises aux standards internationaux en matière de compétitivité, de productivité du travail, de qualité et de protection de l'environnement¹⁹.

D/ La politique industrielle :

Au lendemain de l'accession à la souveraineté nationale, le Sénégal hérite, à l'instar des voisins, d'une économie essentiellement agricole et d'un secteur manufacturier relativement mieux développé que celui de ses concurrents. Durant les deux premières décennies qui suivirent les indépendances, l'Etat s'était proposé d'être le moteur du développement économique du pays. Un fort protectionnisme et un interventionnisme étatique caractérisent la période allant de 1960 à 1979. La main mise de l'Etat sur le secteur de l'industrie s'étendait même jusqu'à quelques groupes étrangers, notamment français. Ce dessein sera facilité par la conjonction de plusieurs facteurs tels que les flux massifs de pétrodollars, ou encore l'envolée des prix des matières premières. Ceux-ci permirent de mettre en place un très vaste secteur constitué de sociétés publiques et parapubliques. Ces unités industrielles sous le pouvoir économique de l'Etat étaient peu diversifiées. Des industries alimentaires aux industries extractives et chimiques, en passant par le raffinage du pétrole, l'électricité, l'eau et le secteur bancaire, presque tout était sous le contrôle de l'Etat. Ainsi, les initiatives de développement industriel se sont faites essentiellement sur deux axes : par une politique de développement d'unités de transformation des ressources locales (arachide, poisson, phosphate, coton, cuirs etc.)

¹⁹ Lettre de politique sectorielle de développement de l'industrie, la politique de redéploiement industrielle, Ministère de l'industrie et de l'artisanat Sénégal 2013

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*_

Par la création d'unités de production des biens traditionnellement importés (industrie de substitution aux importations). Jusqu'en 1970, le secteur connaît une relative croissance, mais reste encore faiblement diversifié. Et dans le souci de rendre cette croissance plus effective et d'impulser la diversification de l'industrie, les interventions de l'autorité publique évoluent dans un sens plus institutionnel. Ainsi, il y a eu la création du statut de la Zone Franche industrielle en 1974, les réadaptations du code des impôts et du code des investissements.



Source : sénéweb, journal d'information Sénégalais en ligne

En regardant de près le tableau de l'évolution de l'indice de la production industrielle au Sénégal, nous pouvons dire que ça ne s'est pas fait de façon uniforme. Elle a évolué en dent de scie et nous noté que en général que souvent c'est le mois de Mars que les activités se développent le plus.

En conséquence, jusqu'en 1975, le secteur industriel était caractérisé par de nouvelles possibilités d'import-substitution, le développement des sous-secteurs d'exportation et le rôle encore déterminant de l'Etat dans les décisions d'investissement. Malgré l'arsenal de mesures d'incitations à l'investissement et à la production, l'industrie sénégalaise allait sombrer dans une crise sans précédent à partir de la seconde moitié des années 1970 jusque dans les années 1980. Face à cette situation, le Sénégal a été l'un des tous premiers pays sous ajustement structurel à abandonner, sous la tutelle des institutions de Bretton Woods, la stratégie d'importsubstitution. Malgré que le Plan de Redressement Economique et Financier (PREF) de 1980-

*_*_*_*_*_*_

1984 ait quelque peu permis de résorber les déséquilibres macroéconomiques, il a fallu attendre 1986 pour voir une politique industrielle clairement définie avec des objectifs précis : la Nouvelle Politique Industrielle (NPI), qui constitue la première tentative d'ajustement du secteur industriel. Adoptée et mise en application la même année, elle ambitionnait de désengager l'Etat des activités industrielles, de promouvoir les exportations grâce à des gains de compétitivité, de modifier la structure des productions industrielles afin d'obtenir une plus haute valeur ajoutée et de rendre le tissu industriel plus dense. Le diagnostic des tenants de la libéralisation reposait sur le constat que les stratégies d'intervention étatique et de protection précédant l'Ajustement avaient profondément altéré les mécanismes de marché. Ainsi, des mesures de suppression de barrières tarifaires furent appliquées. Cependant la NPI a été un échec pour plusieurs auteurs. La faiblesse des dispositifs institutionnels qui ont entouré la réforme tranche nettement avec la rigueur et la célérité de l'application des remèdes préconisés. Des revirements ont souvent été notés, notamment dans la remise en cause de la réduction du tarif douanier intervenu en 1988.

Par la suite, la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994 a vu le Sénégal se lancer dans une série de programmes d'ajustement et de réformes dans le but de remettre à jour les facteurs pouvant assurer une croissance forte et durable. L'espoir a pu renaître avec le programme de restauration de la compétitivité, et donc des performances industrielles, contenu dans le PASCO (Programme d'Ajustement Structurel et de Compétitivité du secteur privé) élaboré au lendemain de la dévaluation. Il s'agissait de profiter de l'environnement favorable de la dévaluation pour corriger les distorsions héritées des politiques passées. Le gouvernement était revenu sur la réduction du tarif douanier dont le taux légal moyen des taxes sur les importations était à nouveau fixé à 90% alors qu'il avait été ramené de 98% à 68% entre 1986 et 1988. Ces différentes expériences en matière de politique industrielle expliquent sans nul doute l'environnement actuel des industries sénégalaises.

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*_*

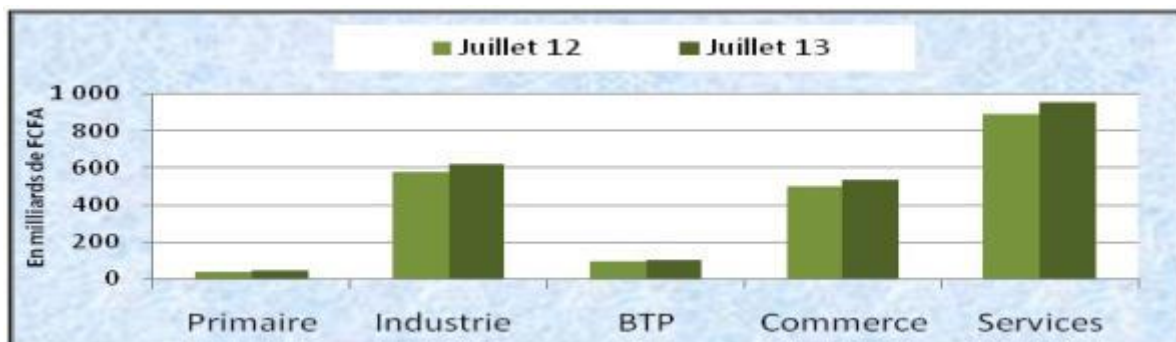


Tableau comparatif de la répartition sectorielle des crédits à l'économie en juillet 2012 et juillet 2013

Ce tableau est assez représentatif et très clair, mis à part les services, c'est l'industrie qui arrive en 2^{ème} position pour dire que le secteur industriel au Sénégal est en activités. Il se place devant le commerce et les BTP.

De 1960 à 1993, la croissance annuelle moyenne de l'économie est à environ 2,7 % par an (ANSD, 2008), soit en dessous du taux de croissance démographique (2,9% l'an sur la période). Cette faible croissance s'est traduite par une baisse des revenus réels par tête et de l'emploi ainsi que par une augmentation des inégalités. Cette situation de crise économique et sociale a amené le Sénégal et ses partenaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à réviser la parité de leur monnaie commune par rapport au Franc Français. Après la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994, l'économie a retrouvé la croissance pour une progression moyenne du PIB de 4% entre 1997 et 2002. Ce redressement de la croissance est imputable au regain de compétitivité de certains produits d'exportation notamment les produits halieutiques, les produits arachidières, les phosphates, etc.)²⁰.

Pays	Africa		Avec Europe		Avec l'Amérique		Avec l'Asie	
	1996-2000	2007-2011	1996-2000	2007-2011	1996-2000	2007-2011	1996-2000	2007-2011
	Exportation	25,40%	48%	44,50%	22,90%	1%	0,60%	16,30%
Importation	16,40%	17%	56,60%	46,60%	5,10%	3,70%	13,90%	22,60%

²⁰ Source ANSD (agence Nationale de Statistique et de la Démographie), Sénégal

Cependant, l'activité industrielle au Sénégal est marquée, en mai 2014, par un accroissement de 0,2% des prix à la production, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD).

« Une telle évolution résulte d'un relèvement des prix à la production des industries chimiques (plus 1,9%), extractives (plus 0,2%) et des matériaux de construction (plus 0,2%) », note l'ANSD.

Toutefois, poursuit cette structure, le repli des prix à la production des industries mécaniques (moins 0,7%), alimentaires (moins 0,3%) et de production d'énergie (moins 0,3%) a amoindri cette tendance haussière.

Au même moment, il est noté une stagnation des prix à la production des industries du papier et du carton, textiles et du cuir ainsi que ceux des autres industries manufacturières.

Par rapport au mois de mai 2013, les prix à la production ont reculé de 1,3%. Quant aux prix moyens des cinq premiers mois de l'année 2014, ils ont fléchi de 1,6% comparés à ceux de la période correspondante de l'année 2013²¹.

D1/ Développement industriel endogène

Le Développement Industriel Endogène est une stratégie qui consiste, par l'impulsion d'une dynamique interne de valorisation optimale des ressources nationales, à corriger la faible intégration de l'industrie locale par la remontée des filières et à promouvoir des activités industrielles viables, orientées aussi bien vers les marchés nationaux que vers les marchés mondiaux.

En effet, malgré ses ressources naturelles relativement importantes (hydrographique, éolienne, solaire, minière, sylvicole etc.) et ses productions agricoles et halieutiques variées, le Sénégal n'a pas encore su développer une base industrielle véritable en valorisant les ressources disponibles, et en s'appuyant sur les capacités internes, notamment celles des ressources humaines.

²¹http://www.seneweb.com/news/Economie/accroissement-de-0-2-des-prix-a-la-production-industrielle-en-mai-2014-au-senegal_n_130002.html du 08/072014

La faible intégration de l'industrie sénégalaise est à l'origine de la forte tendance à l'importation des biens intermédiaires qui ne cesse de croître. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé depuis l'indépendance : de 80% en 1961, il est tombé à 50% en 1999.

De plus, la structure de la production industrielle, n'a pas connu de changement notable et la physionomie des produits à l'export, demeure pour l'essentiel la même, avec la prédominance des produits arachidières, des produits dérivés de phosphates et des produits halieutiques. De l'indépendance à 1991, la contribution de l'industrie dans le Produit Intérieur Brut (PIB) a varié entre 12,5% et 16,2% avec des pics en 1970 (18,3%) et en 1985 (18,5%).

La configuration du tissu industriel, marquée par une forte concentration à Dakar et dans les grandes entreprises du secteur moderne, n'a pas relevé le défi d'une industrie performante. Au vu de ces facteurs limitant, il est devenu nécessaire d'opérer une rupture par la mise en œuvre d'une stratégie de développement industriel endogène. Cette option, suppose la densification du tissu industriel national, grâce à une implantation géographique équilibrée, et à une articulation, plus étroite entre les secteurs économiques.

Cette articulation doit impulser dans ce cadre la création d'un réseau intégré et varié de micros, petites, moyennes et grandes entreprises capables de constituer une plate-forme conquérante du marché intérieur et des marchés extérieurs.

Au demeurant, la réalisation du bien être économique et social des populations constitue la finalité de cet axe stratégique, qui vise à maximiser la valeur ajoutée grâce au développement des activités de transformation industrielles, semi industrielles et artisanales.

En matière de développement industriel endogène, les objectifs généraux poursuivis consistent à :

- ✓ Elargir la base industrielle par l'identification de nouveaux secteurs porteurs basés sur la valorisation efficiente des ressources agricole, sylvicole, pastorale, halieutique, minière et énergétique.

*_*_*_*_*_*_*

- ✓ Promouvoir une meilleure intégration industrielle par le développement des complémentarités intersectorielles et la remontée des filières.
- ✓ Densifier le tissu industriel par un rééquilibrage des implantations industrielles du pays et la réduction des disparités régionales.
- ✓ Améliorer le taux d'occupation de la population active grâce à la promotion d'une plus grande pluriactivité rurale, impulsée par la transformation industrielle des produits primaires.
- ✓ Renforcer les aptitudes professionnelles et diffuser l'esprit d'entreprise.

D.2 Développement de synergies entre le secteur artisanal et le secteur industriel

Il s'agira, en vue de capter des gains de productivité, de construire une alliance entre un secteur expérimenté, ouvert sur les marchés extérieurs disposant d'une grande capacité de management et un secteur qui maîtrise les ressources locales, disposant d'un savoir-faire technologique adapté et de plus en plus, d'une capacité de conquête de nouveaux marchés.

En favorisant le partenariat plutôt que la concurrence, les atouts des deux secteurs seront optimisés et la création de passerelles entre les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) Artisanales et les entreprises industrielles par la sous-traitance permettrait de stimuler les activités à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) et à capacité élevée de génération de revenus.

L'intégration des MPME Artisanales aussi bien urbaines que rurales pourrait constituer un support à l'introduction de nouvelles technologies pour alléger les travaux pénibles. La mise en place de la Bourse Nationale de Sous-traitance et de Partenariat (BNSTP) et de l'Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APDA), dans ce contexte, devra accélérer le renforcement des synergies intersectorielles et la professionnalisation des acteurs du secteur non structuré.

Quand au renforcement des aptitudes industrielles endogènes en diffusant l'esprit entrepreneurial, en encourageant l'innovation technologique, la propriété industrielle et la normalisation, la problématique de la planification des ressources humaines dans le secteur se pose aujourd'hui avec acuité, au regard du risque de pénurie à terme de personnel technique qualifié, qui constitue une sérieuse menace pour le secteur industriel dans ses différents corps de métiers. Aussi, la création de structures comme l'Agence Sénégalaise pour l'Innovation Technologique (ASIT) et l'Association Sénégalaise pour la Normalisation (ASN) concourt-elle à ce titre au renforcement des aptitudes industrielles.

Dans le domaine de la propriété industrielle et de l'innovation technologique, force est de constater que le secteur n'a toujours pas exploité les opportunités offertes à bon escient. Or l'innovation technologique et la propriété industrielle constituent le soubassement de la maîtrise technologique et industrielle parce qu'elles permettent de garantir l'autonomie dans le domaine de l'appropriation des techniques et leur mise en œuvre au niveau de la production, de la commercialisation ou de la maintenance. En outre, la capacité d'innovation, de même que la protection des droits de propriété industrielle (brevets, marques, etc.) doivent encourager l'Industrialisation par l'Investissement et le Commerce et également stimuler la concurrence, ce qui permettrait, par ailleurs, d'influer positivement sur la qualité et les prix des produits. Pour ce qui concerne la normalisation, son rôle est également souvent méconnu par beaucoup d'opérateurs économiques nationaux alors que la conformité aux normes de qualité est devenue aujourd'hui, avec la libéralisation des échanges mondiaux et l'intégration régionale, un critère d'acceptabilité de premier ordre des produits sur les marchés tant intérieurs qu'extérieurs. Avec la montée en puissance du secteur informel et de l'artisanat, les besoins spécifiques de renforcement des capacités professionnelles, devront être également pris en considération.

En conséquence, le renforcement des compétences professionnelles passera par :

a) dans le domaine de l'innovation technologique par :

✓ l'amélioration des aptitudes industrielles et managériales des petits entrepreneurs et des artisans (process, gestion, marketing organisation),

*_*_*_*_*_*_*

✓ l'élaboration d'un programme de formation industrielle afin de transformer le profil des aptitudes de la main d'œuvre,

✓ le lancement et l'organisation du concours annuel du meilleur « Business Plan » (à destination des nouveaux diplômés et jeunes ingénieurs sortants) qui permettra de disposer dans des filières économiques définies, de projets industriels et artisanaux innovants bancables,

✓ la promotion et la valorisation des inventions locales, par la mise en valeur des différents projets d'innovation retenus pour déboucher sur la création d'unités de production en milieux urbain et rural,

✓ le renforcement des capacités des PME/PMI pour une meilleure exploitation de la propriété industrielle,

✓ la vulgarisation des instruments de la propriété industrielle qui sera ainsi plus accessible à tous les agents économiques du pays,

✓ la création d'un Centre d'Excellence pour la science, la technologie et l'industrie ;

b) dans le domaine de la normalisation par :

✓ la promotion de la normalisation et de la culture de la qualité dans les entreprises artisanales et industrielles,

✓ la création de laboratoires de contrôle des importations et des exportations ainsi que la mise en place de systèmes d'accréditation et de certification aux normes ISO 9000 et 14000, version 2000, notamment.

Pour la réhabilitation et Promotion de sites industriels dans le cadre du schéma directeur de redéploiement industriel ; le manque de disponibilité de terrains ou de bâtiments à usage industriel entrave souvent la promotion de l'investissement. Plusieurs zones se présentent

sous forme de lotissements industriels sommaires et ne disposent pas de structures pour assurer la durabilité et la fiabilité de leur fonctionnement, d'où la nécessité de leur réhabilitation. La connaissance des possibilités d'accueil des sites, des potentialités de chaque zone, fait également partie intégrante des stratégies d'implantations industrielles.

Aussi, la mise en place d'une Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI) s'inscrit dans cette dynamique, d'autant plus que cette nouvelle structure viendra combler une lacune en complétant le dispositif d'appui actuel au développement du secteur privé.

Dans ce cadre, l'élaboration d'un schéma directeur de redéploiement industriel devrait-il permettre de :

- ✓ disposer des plans de réhabilitation et de circonscrire de nouveaux sites potentiels.
- ✓ préciser les potentialités industrielles et les possibilités de développement de la petite industrie et de l'artisanat de chaque zone ;
- ✓ définir une stratégie d'ensemble pour la création d'un tissu industriel viable au niveau national ;
- ✓ coordonner et harmoniser les interventions des actuels et futurs promoteurs en matière d'investissement dans les projets industriels et artisanaux ;
- ✓ disposer de cartes industrielles régionales ;
- ✓ évaluer et statuer sur le foncier industriel.

D.3. Présentation de la ville de Rufisque:

Situé en Afrique de l'Ouest, le Sénégal s'étend sur 196 722 km² et compte environ douze millions d'habitants. Ancienne colonie française, il a obtenu son indépendance en 1960. La langue officielle est le français ; sa capitale s'appelle Dakar. La Ville de Rufisque est le chef-lieu du département du même nom qui fait partie de la région de Dakar. La ville de Rufisque est située sur le littoral atlantique, dans la pointe occidentale du Sénégal, l'ex Cap Vert renommé région de Dakar. Celle-ci regroupe plus d'un quart de la population sur seulement 0,28% du territoire sénégalais et est située à environ 25 km au Sud Est de Dakar entre les

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_

parallèles 14°41 et 14° 46' 30" Nord et les méridiens 1°15' et 17°20'W. Rufisque a une superficie est de 42 km² et la population est estimée à 300 000 habitants environ. Les deux principales infrastructures routières la traversant sont quasiment parallèles : la route nationale et la voie ferrée. Elles représentent les seules voies d'accès terrestres raccordant la capitale au reste du pays.

Depuis 1996, avec la nouvelle loi sur la décentralisation, elle est découpée en trois Communes d'Arrondissement.

Arrondissement de Rufisque Ouest, s'étendant sur 260 hectares, rassemblant 26 quartiers.

Arrondissement de Rufisque Nord, s'étendant sur 328 hectares, regroupant 36 quartiers.

Arrondissement de Rufisque Est, s'étendant sur 390 hectares, comprenant 31 quartiers.

Elle est le chef lieu du département le plus étendu de la région de Dakar du fait de son arrière pays. En effet c'est le seul département de la région de Dakar à comprendre une zone urbaine et une zone rurale.



Une connaissance de l'origine de la ville de Rufisque s'avère difficile tant les versions sur sa découverte sont multiples. Faute d'un manque de source écrite on est tenté de se conformer à

la tradition orale pour une meilleure connaissance des débuts de la ville de Rufisque. Plusieurs auteurs s'accordent à dire que Rufisque est un des plus anciens établissements lebou de la presqu'île du cap vert. Alain Dubresson d'après ses recherches fixe ses début au XVIème voire XVème siècle et l'origine du nom actuel est très controversée. Rufisque viendrait du Portugais Rio Fresco, Refresco ou Riofisco. En juin 1880, à l'instar de Dakar, St Louis et Gorée, Rufisque est érigée en commune de plein exercice par la France. Ses habitants jouissent alors de la nationalité française (statut des 4 communes).

La tradition orale nous renseigne que c'est de Kounoune une localité située à 4km au Nord de la ville actuelle que sont venus les fondateurs de Rufisque. Le site découvert par un chasseur qui avait suivi le marigot de Sangalkam aurait été défriché par quatre groupes familiaux, les Guèye, les Ndoye, les Ndop et les Mbengue (créateur de Ndunkou) qui s'établirent en bord de mer, au milieu d'une clairière aménagée par le feu.

Cette version de Dubresson Alain est confrontée à une autre de Lexan Adrien BenganDiouga qui stipule qu'Omar Ndoye, habitant de Kounoune au Nord Ouest de Rufisque, traversant la forêt autour de son village en compagnie de son chien, découvrit à perte de vue une grande étendue d'eau, la mer.

Plus tard les habitants de Kounoune, Bargny, Yène descendirent du plateau pour venir s'installer au bord de la mer et fondèrent quatre villages Ndunkou, Thokho, Thiawlene et Dangou.

Une ressemblance se note à travers ces deux versions mais Alain Dubresson apporte plus de précision quant au début de Rufisque. Il nous affirme que cette clairière fut agrandi d'abord vers l'Est avec l'arrivée de Demba Diaw Djegal, premier chef de quartier de Thiawlene (et de Babacar Gueye fondateur de Mérina (certaines versions nous renseignent que c'est Tim ndoyequi est le premier fondateur de mérina). Autour des noyaux de base vinrent s'agglomérer de nouveaux quartiers en particulier Diokoul (les derniers arrivés)²².

Par plus de précision on est allé chercher d'autres significations dans l'étude de l'étymologie de Rufisque afin d'avoir une plus grande certitude sur les débuts de cette ville.

²²A. DUBRESSON L'espace Dakar- Rufisque en devenir de l'héritage urbain à la croissance industrielle,

Quant au nom portugais l'historien R. Mauny propose au moins trois solutions: en premier lieu nous avons en portugais RIO FRESCO qui veut dire la rivière fraîche à cause de la rivière qui ceinturait la ville au XVIIème siècle, en second lieu nous avons le mot REFRESCO ou le rafraîchissement, le lieu d'escale qui est en totale contradiction avec le dernier vocable employé pour connaître l'origine de la ville de Rufisque, RIO FUSCO qui signifie la rivière noirâtre ou sale.

Les sources écrites faisant défaut, des discussions sur le nom autochtone «TêngGêcc» ou «Tin Guedj» c'est-- à - dire les puits de la mer sont d'autres voies vers une connaissance des débuts de Rufisque. Pour certains le nom «TêngGêcc» est une déformation maladroite du nom lébou«Tang Gêcc» ou «Tangue Guedj» c'est-- à-- dire la clairière défrichée par le feu au bord de la mer, le puits de la mer ou ceux qui jouxtent la mer.

Toutes ces versions ne sont que des tentatives d'explications qui ne nous disent pas plus sur les débuts de la ville car chacun n'ayant pour support que la tradition orale qui peut être manipulée, transformée selon les intérêts du groupe qui la détient et la transmet.

D'une manière générale son nom d'origine portugaise laisse croire que ce sont eux qui sont les premiers à s'établir sur le site de Rufisque comme en témoignent les écrits de bon nombre d'auteurs du XVIIème siècle, puis par les hollandais et enfin les français qui ont été les véritables artisans de l'essor de la ville.

Ce n'est que dans les textes du XVI^{ème} siècle que Rufisque est régulièrement citée comme comptoir commercial. Pour Benga Ndiouga Lexan Adrien « il faut attendre 1588, alors que la côte est connue dès 1444-1445,pour voir mentionner Rufisque pour la première fois dans une patente de la reine ELISABETH d'Angleterre.Elle accorde à certains marchands le privilège d'aller à la rivière de Gambie, à la ville de Barzaquiche (Gorée) située près du Cap vert sur la cote de Rufisco-viejo ou Rufisque, à Palmarin, àPortudal et à Joala ,et enfin à Gambia».A côté de ces atouts, s'ajoute l'implantation des plus grandes maisons commerciales bordelaises dans cette ville comme les établissements Maurel (Maurel Charles, Maurel Frères et Maurel Louis), BuhanTeisseires, Devès et Chaumet, les établissements Vézia et aussi de la maison marseillaise Verminck sans compter les négociants rufisquois à l'image de Sicamois. Du point de vue urbanistique, Rufisque constitue un exemple parfait d'aménagement de l'espace.

*_*_*_*_*_*_*

Suite à l'application du plan d'urbanisme du 9 septembre 1862, l'habitat adopte une sorte de structure dualiste : d'un côté le nouveau quartier de l'Escale (la ville lotie) entièrement conçu et organisé pour le commerce de l'arachide, où se trouvaient également les villas des grands commerçants, de l'autre côté, à l'Est et à l'Ouest, l'agglomération «désordonnée» des quartiers lébous. Le plan de la ville relève d'une géométrie fondée sur la recherche d'éléments mesurables et négociables arrangeant tout le monde, répartiteurs, spéculateurs, entrepreneurs. Les formes simples l'emportent. Les rues sont perpendiculaires et droites, les carrés ou rectangles constituent des unités de base dont la valeur se calcule aisément et qui permettent une utilisation maximale du terrain plat. La construction de l'Escale provoque par ailleurs une ségrégation au niveau du peuplement, des fonctions et du paysage. Les parcelles loties occupant l'emplacement des premières clairières défrichées. Il a fallu déplacer Diokhoul au-delà du marigot de Sangalkam et repousser Mérina et Thiawlène vers l'Est. Dès lors, à un quartier central en damier s'oppose l'agglomération des paillotes lébous. Une bonne partie des lots porte d'immenses «seccos», bâtiments vastes et élevés construits grâce au calcaire de Bargny. L'allure d'ensemble, les lourdes portes métalliques, l'indigence des ouvertures murales donnent une impression de forteresse, symbolisant la puissance du commerce. A ces entrepôts massifs, s'ajoutent des maisons à étages associant habitats et affaires où se superposent un rez-de-chaussée servant d'entrepôt et de magasin et un premier étage réservé aux logements, le tout paré de terrasses en bois aux balustres très finement ciselés. La partie méridionale, autour de l'église, est parsemée de splendides villas en bois, ceinturées de vérandas et isolées au milieu de leurs jardins : là résident les directeurs des grandes maisons de négoce²³.

On pourrait espérer une deuxième naissance pour cette ville au patrimoine historique important. Les vieux bâtiments coloniaux en pierre au charme désuet sont souvent en piteux état, surtout s'ils n'ont pas servi de locaux pour une quelconque administration. Mais ils sont nombreux et une visite des rues animées du centre vous permettra d'en apercevoir plusieurs. Rufisque est la «porte de la brousse» puisque c'est ici qu'on quitte l'agglomération dakaroise. Son usine de ciment (dont une partie vient de la cimenterie Lafarge démonté à Varen, dans le Tarn-et-Garonne) fournit la quasi-intégralité du ciment du pays. On voit ainsi toute la journée

²³Benga Ndiouga Lexan Adrien. Pouvoir central et pouvoir local, la gestion municipale à l'épreuve Rufisque, Sénégal (1924-1964). (1995).

des camions défilent entre Bargny et le reste du pays. L'avenir de Rufisque semble donc plus serein si les efforts nécessaires sont faits pour sa réhabilitation. Des associations de Rufisquois expatriés travaillent pour redonner vie à leur ville. Il y a fort à parier qu'avec l'explosion démographique et immobilière de Dakar et sa banlieue, la cité devienne un "quartier résidentiel" de la capitale à brève échéance. L'accès à la ville facilité par la future autoroute à péage contribuera à cette renaissance.

Quand aux voies de communication, la politique de transport terrestre au Sénégal a été mise en place par les autorités coloniales françaises. La question du chemin de fer du Cayor est soulevée une première fois le 10 septembre 1879, à l'occasion de la ratification d'une convention avec Lat Dior. L'État français, ministère de la Marine et des Colonies, organise en 1880 un concours ouvert aux grandes entreprises françaises, pour construire et faire exploiter par une compagnie une voie ferrée de 265 kilomètres entre Dakar et Saint-Louis. Le chemin de fer de Dakar à Saint Louis (DSL) est concédé pour 99 ans à la Société de construction des Batignolles (SCB) par une convention du 30 octobre 1880, confirmée par la loi du 29 juin 1882, avec rachat possible à compter du 1^{er} mai 1908. Commencés simultanément à Rufisque et à Saint-Louis, les travaux suivent une marche rapide à partir du 27 juillet 1883 sous la direction du directeur en chef du service construction Blondelet. L'exploitation commence dès la mise en service des premiers tronçons, sous la direction de l'officier d'état-major Bois, collaborateur direct du colonel Pinet-Laprade. La mise en service de la ligne dans sa totalité a lieu en juillet 1885. La construction de la ligne du Baol, première amorce du Chemin de fer de Thiès à Kayes (CFTK) exploitée par le Dakar-Saint-Louis jusqu'en 1910, est une véritable manne pour la compagnie : en 1909, cette ligne procure à elle seule un trafic de 45 000 tonnes d'arachides, presque toutes à destination de Rufisque.

E/ L'industrialisation de la ville de Rufisque:

Ce tableau ci-dessous est assez illustratif, Rufisque est la plus grande ville de la région de Dakar (voir superficie) mais elle renferme aussi le moins d'industrie après Guédiawaye. Ce qui veut dire que, on peut encore installer des industries dans la ville.

Département	Superficie		Population			Industrie		
	Km2	%	Effectif	Densité	%	Nmbre	Densité	%
Dakar	78,7	14,3	955 897	12 146	42,2	459	5,87	85,5
Guediawaye	12,9	2,3	258 370	20 029	11,4	3	0,23	0,5
Pikine	86,7	15,8	768 826	8 868	33,9	53	0,61	9,9
Rufisque	371,7	67,6	284 263	765	12,5	22	0,06	4,1
Total région	550	100	2 267 356	4 122	100	537	0,98	100

Sources : Département Superficie Population Industries

Rufisque est derrière Dakar et Pikine la 3^{ième} ville de la région de Dakar coté superficie, elle occupe cette même place coté % par rapport à l'implantation des industries. Parce que Dakar c'est la capitale et c'est là où sont implanté la plupart des industries et aussi Pikine est la plus proche banlieue de Dakar que cela pourrait justifier que Rufisque soit reléguée à la 3^{ième} position.

Au niveau de Rufisque, l'industrie est localisée dans trois (3) espaces principaux :

La Zone industrielle Ouest qui constitue le bout de la zone industrielle de Dakar. Elle abrite une vingtaine d'entreprises dont les plus importantes sont constituées par la centrale du Cap des Biches (production électrique), RUFSAAC, les clôtures du Ferlo, Fulmen, etc.

La zone Centrale, où l'industrie est intégrée à l'habitat. Elle renferme principalement l'usine de Valda, Sofrigel, ESPI, la tannerie africaine TANAF, ainsi qu'un projet de savonnerie.

La Zone industrielle Est, formée essentiellement par la SOCOCIM et l'ex usine de chaussure : BATA).

*_*_*_*_*_*_*

Ces industries sont à l'origine de différentes formes de pollution, autant solides, liquides que gazeuses. Principalement, les émanations gazeuses (polluants et poussières) provenant de la SOCOCIM altèrent considérablement la qualité de l'air aux alentours de l'usine et même au-delà. Cette industrie vieille de 60 ans et produisant en moyenne 6 à 8000T de ciment par jour est le plus grand pollueur

1) **La Sococim :**

On trouve pourtant à Rufisque des entreprises qui travaillent à l'échelle internationale. L'affleurement du calcaire de Bargny à proximité de la voie ferrée du Dakar-Niger et de la route nationale, a favorisé l'implantation d'une cimenterie de la SOCOCIM, Société Coloniale des Chaux et Ciments appartenant à un groupe marseillais, devenue la Société Ouest Africaine des Ciments, filiale du groupe LAFARGE. Le gisement, prospecté entre 1942 et 1945, offre deux avantages : il est accessible par la route et l'exploitation à ciel ouvert est d'autant plus aisée que les sols sont peu profonds et leur excavation facile ; d'autre part, la sédimentation rythmique témoignant de l'instabilité du fond marin tertiaire a engendré un faciès particulier, où alternent très régulièrement des niveaux de calcaire su-lithographique et des niveaux marneux ; c'est pratiquement la composition idéale pour fabriquer-le clinker (60% de calcaire, 40%,de marnes), premier stade de l'élaboration du ciment. La SOCOCIM a longtemps approvisionné tout le marché africain, se contentant d'importer du gypse par le port de Dakar. Première et seule cimenterie installée en Afrique Noire francophone jusqu'en 1966, la cimenterie qui a été fondée en 1948, par la SOCOCIM Industries est la première cimenterie de l'Afrique de l'Ouest.



Sococim industrie, 1^{ère} cimenterie du Sénégal, groupe VICAT, Photo de droite prise par Abdoulaye Gaye

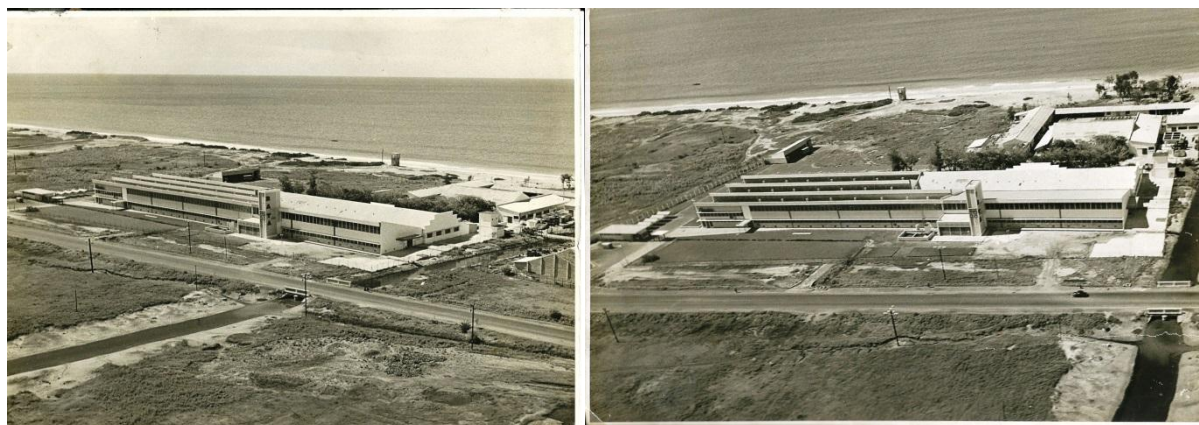
Acquise par la Société Française Vicat en 1999, SOCOCIM va bénéficier d'un investissement de plus de 350 millions d'euros sur la période 2002 – 2010 ayant permis de mettre la cimenterie aux normes environnementales en la faisant certifier ISO 14001 et en obtenant le label norme CE pour ses produits. Par ailleurs la cimenterie de Rufisque située à 28 km de Dakar, porte sa capacité de production de 800 000 tonnes en 1999 à 3,5 millions de tonnes en 2009. Avec 500 employés et plus de 1600 prestataires SOCOCIM industries est un des plus grands employeurs du Sénégal. Partenaire du développement SOCOCIM au travers de sa fondation a réalisé plusieurs projets d'envergure en faveur de l'emploi, de la santé et de la culture dont la réhabilitation totale du musée de l'IFAN en 2010. Depuis 1960, le marché du ciment en Afrique Noire s'est doublement transformé. L'apparition de cimenteries "concurrentes" (qui appartiennent souvent au même groupe financier) a fermé des débouchés, même s'il a fallu faire appel, au départ, à l'approvisionnement en clinker par l'usine de Rufisque et à l'aide de ses techniciens. Il faut aussi noter que le groupe VICAT est un des leaders mondiaux dans la production de ciment et de matériaux de construction. La contraction du marché local va obliger la SOCOCIM, une entreprise cimentière sénégalaise implantée à Rufisque (Dakar), à s'orienter vers la sous-région pour l'écoulement de son excédent de production.

2) **L'usine BATA :**

Puisque l'usine même constitue notre cas d'étude, nous n'allons pas nous appesantir beaucoup à ce sujet, nous allons développer cela lors de notre quatrième chapitre. Cependant nous allons faire une brève présentation de l'usine. Etendue sur une emprise de 7 hectares dont 14.000 m² couverts, l'usine BATA diffère de la SOCOCIM par la diversité de ses activités et par l'ampleur d'un marché qui couvre en amont tout le Sénégal et touche en aval quelques pays industrialisés. La S.A. BATA Africaine, dont le siège social est à Dakar, a été fondée en 1939 Par "l'organisation BATA" : un simple atelier de fabrication employant 80 salariés fonctionnait alors dans l'Escale, rue Gambetta. L'usine actuelle a été construite entre 1944 et 1946 à l'Est de Thiawlène, aucun terrain suffisamment vaste n'ayant pu être acheté dans l'Escale même. Ayant bénéficié pendant longtemps d'une situation de monopole en Afrique francophone, l'usine de Rufisque travaille depuis 1950 à l'échelle internationale.

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_



Photos usine Bata, vue aérienne, archives Bata



Usine de montage de voiture, ex usine Bata, Photo prise par Abdoulaye Gaye

3) Valdafrique :

La troisième usine travaillant avec l'étranger est l'unité de fabrication de produits pharmaceutiques de la société VALDAFRIQUE, installée en bordure de l'Escale à Diokoul. Plus de 60 ans de présence au Sénégal car, crée en 1943 par l'inventeur de la pastille Valda, Valdafrique est devenu au fil des ans l'un des acteurs majeurs du marché des produits d'hygiène et santé ouest africain. Fabriquée à partir d'une matière première locale, la gomme arabique, connue pour ses vertus diététiques, la pastille valda est ainsi devenue l'un des produits préférés des Sénégalais. Grâce à son statut de laboratoire pharmaceutique la société à depuis toujours mis à la disposition des populations de nombreux produits pharmaceutiques et para-pharmaceutiques de qualité à des prix raisonnables. La gamme des produits fabriqués et commercialisés par l'entreprise a ensuite été complétée par les insecticides avec la marque YOTOX leader sur son marché depuis de nombreuses années. La pastille Valda : un siècle d'histoire Née à Paris au début du siècle, à une époque où, malgré la révolution de la médecine insufflée par Pasteur, la plus banale infection pulmonaire évoquait

*_*_*_*_*_*_*

immanquablement le redoutable spectre de la tuberculose, la pastille Valda a, dès l'origine, connu un immense succès grâce à la conjonction de trois éléments exceptionnels : un homme, un produit, et une stratégie publicitaire. C'est dans l'officine du pharmacien Henri Canonne, au coin de la rue Réaumur et du Boulevard Sébastopol, que la pastille Valda a vu le jour. Destinée à prévenir les agressions des voies respiratoires, elle se révèle être un moyen efficace pour lutter contre la toux, le rhume et les maux de gorges. A l'époque, ni les sulfamides ni les antibiotiques ne sont encore connus ! Une approche commerciale à mi-chemin entre l'art et la publicité Une stratégie publicitaire avant-gardiste a accompagnée la commercialisation de la pastille Valda. Tous les supports ont été utilisés : annonces dans la presse, catalogue de vente par correspondance, affiches, plaques émaillées, tôles peintes animées utilisées par les pharmaciens dans leurs vitrines pour attirer l'attention des passants, mais aussi agendas, carnets scolaires, boîtes d'allumettes, cinéma, radio, et, plus tard, télévision. Pour se rapprocher du marché de la gomme entrant dans la composition des pastilles, l'usine VALDA a été pendant longtemps la seule unité pharmaceutique installée en Afrique francophone : en 1965, elle produisait environ 6 millions de boîtes de pastilles et quelques fournitures parapharmaceutiques (gouttes, dragées). Mais la concurrence de produits nouveaux importés et vendus à meilleur prix a obligé VALDA à diversifier ses productions : pommades, produits toniques et surtout depuis 1968 bombes aérosols (insecticides) l'emportent en valeur -sur la production de pastilles. En 1972, l'usine de Rufisque a ainsi fourni 8.000 flacons de produits pharmaceutiques, 30 tonnes de pommades, 314 tonnes de pastilles (20% environ de la valeur de la production globale) et 400.000 bombes insecticides (66% de la valeur de la production). La diversification s'est accompagnée d'une transformation de l'aire géographique de collecte des matières premières : la gomme (150 tonnes achetées en 1972) ne représente plus que 15% de la valeur des achats, tout le reste venant d'Europe en transitant par Dakar, avec quelquefois une première transformation dans la capitale. A l'aval de la production, le marché déborde largement les frontières du Sénégal : l'étranger absorbe en effet 609 du volume des ventes par l'intermédiaire des agents VALDA (Abidjan et Maroc) ravitaillés le plus souvent par voie maritime , plus rarement par avion. Au Sénégal même, les transports sont assurés par deux camions et trois petites voitures. Malgré l'importance du marché,, l'usine VALDA est loin d'atteindre la taille des deux oligopoles Rufisquois : son chiffre d'affaires reste modeste 395 millions CFA en 1975 et elle offre seulement 70 emplois permanents (plus une trentaine d'emplois journaliers pendant la période de traite de la gomme), nombre difficilement

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*_

maintenu grâce à la création des nouvelles activités. La Laboratoire Canonne (Valdafrique), qui a réalisé un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de Francs CFA en 2000 dont 25% à l'exportation. Entre autres produits, cette société fabrique principalement des spécialités pharmaceutiques (poudres et pommades), des produits para pharmaceutiques (alcool, baumes, pastilles VALDA) ainsi que des insecticides et des bactéricides. Le personnel africain réside en totalité à Rufisque, et les cadres européens sont logés dans "l'immeuble VALDA", érigé sur la place J, GABARD, au cœur de l'Escale.



Photo prise lors de la visite école-Mermoz, en visite pédagogique à l'usine valda



Photo prise lors de la visite école-Mermoz, en visite pédagogique à l'usine valda

Les autres usines, anciennes ou de création récente, travaillent uniquement à l'échelle nationale, voire régionale, et seuls les héritages antérieurs à 1960 ont un intérêt pour l'emploi industriel.

Créée en 1949, et située à l'Est de Colobane, l'ex-Manufacture de Rufisque rachetée par les Industries Cotonnières Africaine (ICOTAF) en 1958 puis intégrée au niveau de la production et de la gestion à l'usine de Pikine. En 1965, elle dispose de 10.000 broches et 160 métiers à tisser en petite largeur. Après des débuts difficiles liés à la spécialisation initiale dans la

*_*_*_*_*_*_*

cretonne, la manufacture travaille à façon pour l'usine ICOTAF de Pikine. Depuis le rachat et la réorganisation, l'activité de l'usine de Rufisque est limitée à la filature et au tissage du coton sénégalais et quelquefois de fibranne (800 à 1,000 tonnes de filés, 5 millions de mètres de tissus), la finition étant assurée à Pikine ; 400 emplois ont été cependant maintenus après la crise de 1965, dans une unité où l'équipement reste archaïque. Le matériel n'a jamais été renouvelé et qui est totalement subordonnée aux besoins de l'usine de Pikine.



Usine de matelas : ESPI, ex usine de textile Icotaf, Photos prises par Abdoulaye Gaye

4) Imprimerie Nationale :

Le réseau des imprimeries au Sénégal est l'un des plus anciens de l'Afrique de l'Ouest : la première unité a été mise en place en 1848. Cependant en dépit d'un tel acquis historique, l'imprimerie reste encore une activité industrielle mal connue du grand public et même parfois des professionnels du livre. Beaucoup de Sénégalais ne savent toujours pas que le premier billet de banque du Sénégal et le premier passeport du pays ont été confectionnés à Rufisque, dans l'imprimerie nationale. A travers le nom « Imprimerie nationale », peu de Sénégalais ne connaissent que le journal officiel. C'est à la fin de l'année 1940 que l'Imprimerie Nationale du Sénégal fut transférée de Dakar à Rufisque, consécutivement au "bombardement" de Dakar" en septembre 1940. D'abord installée dans la rue Gambetta, elle se trouve depuis 1965 à l'entrée Ouest de la ville, avant l'intersection du canal de ceinture et de la route nationale. Sa principale activité consiste à imprimer le Journal Officiel, les Débats Parlementaires et les brochures, registres et imprimés administratifs. Depuis 1968, date de l'implantation du journal officiel dans l'actuel emplacement, le journal officiel est resté l'affaire des services étatiques. Il y a 4 ans, il était à 31 000 abonnés. 'Aujourd'hui nous en

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*_*

sommes a un peu plus de 50 000 abonnés à travers tous le territoire national. Le journal officiel est lu dans les zones les plus reculées du pays. Nous sommes victimes de cette crise de croissance. L'imprimerie nationale est obligée de faire parvenir le journal jusqu'à l'abonné. L'imprimerie nationale du Sénégal a été installée à Rufisque depuis la colonisation. Une de ses machines a établi le premier billet de banque du Sénégal et le premier passeport du Sénégal. Nous pouvons dire que nous avons l'histoire du pays et de l'Afrique dans cette imprimerie. Le musée des arts graphiques de l'imprimerie sera d'une extrême importance. Il permettra de résumer l'histoire du Sénégal et par-delà celle de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique tout entière.



Imprimerie nationale du Sénégal, phot prise par Abdoulaye Gaye

Les créations récentes, déjà peu nombreuses, n'offrent qu'un nombre très restreint d'emplois. L'usine de fabrication de gaufrettes GINA (Gaufrette industrielle africaine) qui est installée dans les anciens bâtiments de la SCAF, utilise certes des produits semi finis élaborés au Sénégal, (farine, sucre, huile d'arachide, confiseries, mais l'investissement modeste (52 millions CFA) n'a créé qu'une vingtaine d'emplois, tout comme à la fabrique de glace SORUGAL, implantée à côté de la gare de Rufisque.

*_*_*_*_*_*_



Usine GINA, Photos prises par Abdoulaye Gaye

5) Les chemins de fer :

Reliée par une voie rapide à la capitale, elle est presque en dehors (à 2 km environ) du passage de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio. Siège de plusieurs industries dont les cimenteries sénégalaises, c'est une ville forte dynamique qui marque l'entrée de la Petite Côte. La ville de Rufisque est le passage obligé pour entrer dans la capitale -Dakar- ou en sortir. Commenant par la ville de Rufisque, l'image qu'elle donne aux voyageurs se limite généralement à l'architecture coloniale, au désordre et à l'insalubrité qu'ils constatent de part et d'autre de la route nationale.

6) Le port de Rufisque :

Port sénégalais situé à quelques kilomètres de Dakar, Rufisque se caractérise notamment par son patrimoine historique important constitué par des constructions datant des 19^{ème} et 20^{ème} siècles et provenant de l'ancienne activité portuaire de la ville (port d'arachides). Rufisque, après un passé prestigieux, a été plus ou moins absorbée par la ville de Dakar. Elle fit partie, juste avant l'indépendance, des **quatre communes** sénégalaises ayant obtenu la nationalité française de leurs administrés (avec **Dakar, Gorée et Saint-Louis**).

Administrativement, la ville fait partie de la région de Dakar. C'est également Rufisque qui produit une grosse part de l'électricité du pays grâce à la station thermique du Cap des Biches. Sa particularité est qu'elle est le seul département à comprendre une zone urbaine et rurale. Rufisque était une ville très dynamique avec de nombreuses activités développées autour du port (de nombreuses unités de transformations et de conservation). Mais avec le transfert du

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*_

port à Dakar et la politique de démantèlement des usines, le cadre socio-économique se caractérise par l'absence d'activités économiques significatives et donc le dépérissement du tissu industriel, la faiblesse des revenus, un chômage grandissant et surtout une pauvreté urbaine.



Photos archives Nationales



Photo prise par Abdoulaye Gaye

7) La Centrale III du Cap des Biches :

La Compagnie des Electricité de l'ouest Africain (EEOA) a élaboré un programme de renforcement des capacités de production face à la forte demande et la réalisation d'autres projets tels que la construction des lignes de 30 KW de MBOUR- JOAL, celles de DIOURBEL-MBACKE-TOUBA ainsi que l'électrification des agglomérations MBORO – NGAZOBIL et JOAL.

*_*_*_*_*_*_*

En 1953, René GUEROULT (ex directeur des exploitations en AOF) alors inspecteur Chef du Service Technique à la Direction Générale de la Société à Paris fut chargé des études pour la construction de la nouvelle centrale sur le site du Cap des biches.

La période des indépendances coïncide avec le développement du site du Cap des biches qui devient ainsi le plus grand complexe industriel de Sénélec.

Au cours de l'année 1964, la Centrale III du Cap des biches est construite dans le but de renforcer les moyens de production des régions de Dakar et Thiès. Elle est mise en service en 1966. Sa puissance nominale est de 27,5MW. Situé en bordure de l'Atlantique et à 23 km de Dakar, le site du Cap des biches abrite les deux principales Centrales de la Société dont la Centrale II qui fut la plus importante unité de production du système électrique avec une puissance totale de 131,5 MW.

C'est à partir de cette époque que l'Etat du Sénégal a commencé à participer à l'exploitation de l'énergie électrique. Le quart (1/4) du Capital de la Compagnie EEOA lui revenait avant le rachat des installations de production, du transport et de la distribution en 1977.

Au début des années 90, les installations à vapeur de la Centrale III ont bénéficié d'un programme de développement initié par les autorités de SENELEC. Il avait pour objectif de réduire les coûts de production, renforcer et développer les capacités de production, de transport et de distribution pour améliorer leur fiabilité et enfin réduire les pertes et promouvoir les ventes.

A l'image de la Production de Senelec la Centrale III n'a fait l'objet d'aucun investissement depuis des années. Cela a entraîné une dégradation assez avancée de ses Groupes qui ont eu besoin d'actions de grande envergure pour les fiabiliser et le remettre à niveau. Ainsi en 2011, l'Etat du Sénégal en collaboration avec l'AFD a initié un ambitieux projet d'investissement dans le secteur de la Production dont la Réhabilitation de la Centrale III qui occupe une place prépondérante. Sur le plan social, la Centrale III a été l'un des fers de lance du mouvement

véritable problème pour préserver le paysage urbain. Des immeubles poussent partout. On est en train de créer l'incohérence dans une ville qui était normée et qui avait une âme. On est en train d'agresser l'âme de la ville, en montant, sans aucune cohérence, des immeubles à gauche et à droite. Quand la ville n'a plus de cohérence, elle ne parle plus, elle n'intéresse plus personne et devient une ville quelconque. C'était la capitale de l'Afrique occidentale française (AOF). Le patrimoine urbain dakarois est un patrimoine partagé. C'est celui de toute l'Afrique et ce serait dommage de le voir partir en lambeau avec des immeubles aussi inélégants les uns que les autres qui poussent sans aucune harmonie et qui sont en train d'étouffer la ville.

Ils auront fini de poser un problème de mobilité urbaine insurmontable, et surtout qu'on aura enlevé à la ville ce qui faisait sa particularité et qui faisait d'elle une ville où il était agréable de se promener, de balader et de découvrir, au niveau de chaque coin de rue, quelque chose de particulier.

Initially, we called Mr. Babacar Mbengue director of African tannery (Tanaf) to make an appointment with him at his office is still in the factory compound, where we had, after several interviews.

Then we also had talks with Mr. Moussa Gueye former accountant, we were home for information about the Bata factory, but he informed me that all the records were burned. Because it must be said that often private companies were doing things not at all normal, and often do not respect workers' rights. However he pointed me to Mr. Mbengue for more information. The contribution of Mr. Babacar also DIOP us was really beneficial, it is he who is responsible for habitat Bata cooperative. We met on the site or is the plot, there comes every day with his other colleagues in the factory to ensure the grain, following the dispute between the Kama family (just the first buyers closure of Bata).And finally we met Mr. Ciss worker, he was in charge of a cutting machine.

We consulted books, articles, contributions and volumes on topics of economic and social history of Senegal, Africa and the world. Most of these are available in libraries and research centers in Senegal. In France, our research has been carried out mostly at the library of the African Research Centre Mahler. Admittedly, our literature was diverse with respect to the

cross of our theme that encompasses many fields of studies, which complicates our work., At this level we could see submissions on our desk research especially those of the first Senegalese promoting ITHTI Germain Coly, that of Amadou Faye and Salif DIEDHIOU finally that, there's just he Amadou Faye, who worked on one aspect of industrial heritage and it is related to the transport of peanut Salif DIEDHIOU when he spoke to the board of Railways Senegal knew, no less important because having played a key role in the industrial development of the country.

Origin of industrial heritage:

When a company talks about her heritage, she recalls all its quantifiable assets, but also the patents it is in possession of the knowledge which it holds or its image, or cohesion it draws mobilization around a personal "corporate culture." When social scientists talk about industrial heritage, they evoke not developed a "goodwill", but a legacy, a memory, the traces of a bygone industrial past. At first, I must say that through, there were confusion if not a "controversy." Industrial Archaeology?Industrial heritage? "Industrial archeology does not exist, ultimately! That's a rhetorical contraction for "industrial archeology" or "archeology of the industry." The first term, that of industrial archeology, commonly used in France in the 1970s to the 1980s, with a lag of more than two decades on the Anglo-Saxon countries, is now replaced by that of industrial heritage.As recalled in particular the geographer Georges Gay, curiosity about the technical prowess is old (The Seven Wonders of the World ...). Examples could be retained throughout history. For example, in the eighteenth century, the naturalist Buffon, who owned a forge, created a gallery visit. Less anecdotal, world fairs of the nineteenth and early twentieth century celebrated with splendor control techniques, the Champ de Mars and the Trocadero Palace hosts the exhibition industry. The World Expo 1889 inherits the latest advances in industry and architectural forms, and advances in technology related to the industrialization of the nineteenth century.In the midst of abounding associations, the main objective was certainly not the establishment of a methodology bridge, especially at this stage of consideration of industrial heritage. This will historians of science and technology, Bertrand Gille and Maurice Daumas who, opening a new field of research, will impose the need. Maurice Daumas launched an extensive investigation which is characterized by the development of a concept associated with the implementation of an archaeological practice. This study, Buildings for industrial use in the eighteenth and

nineteenth century art in France, landmark because it is the first nationwide survey on the entire French territory. The objective is clearly stated, and the time limits. These investigations allow Maurice Daumas published in 1980, the first French book to a wide audience, "Industrial Archaeology in France." Historians of economic and social, such as Louis Bergeron, Denis Woronoff and Serge Chassagne, are in this process their own concerns.

But the shift to the heritage not effected until the second half of the twentieth century. In the 1950s, British authors stressed the importance of this they called industrial archeology. They landed in particular questions of machinery, transport infrastructure and workers' houses. From the outset, the spectrum study proved particularly wide. France, in turn, turned to this field of study, not without misgivings. Over the years, written work also challenged the use of the term "industrial archeology" deemed unsuitable, restrictive.

Industrial heritage is an area of historical knowledge whose methods combine the consideration of the structure, geographical and human environment, the technical process of production, working conditions, the expertise and social relations, expressions cultural, etc. It is therefore a multidisciplinary approach, which leads to an overall perception of a reality at some point in a given space, and in a specific context. In short, it is to focus on case studies, which only allow us to understand the relationship between the built environment and the technical and social logic, whether a production unit of exchange or communication. However, at this level, two views clash. British, chronologically earlier design, is limited to visible remains, their restoration and their descriptions. It values the building first. The French school, illustrated by Louis Bergeron, confronts these remains to archival material, writings, pictures, and possibly oral memory. It includes the process of the case study in a larger story. Hence, besides, this semantic shift is actually a conceptual shift, because we went from industrial archeology, that defend the English, to the study of industrial heritage, as illustrated by the French work. The evolution of the concept and content of industrial heritage at the international level has taken place through the discipline of industrial archeology who was born in the sixties in England

Chapitre III : Problématique :

Le Sénégal qui fut le premier endroit d'Afrique Noire, à l'île de Saint-Louis où s'établirent les Français, fut aussi la première ville du Sénégal où les Français introduisirent la machine, cette ville fut la première capitale du Sénégal, cela peut justifier ce privilège. En France, l'on comptait à peine quelques milliers de machines à vapeur au milieu du XIXème siècle, contre plus d'une centaines de milliers à la fin de celui-ci. Or à Saint-Louis fonctionna dès 1859, à la Pointe Sud, un important moulin qui traitait pas moins de dix tonnes de mil par jour, grâce à une machine à vapeur de 25 Chevaux. S'il y a depuis plusieurs années une prise de conscience de l'importance patrimoniale des sites industriels, cet intérêt n'a pas toujours prévalu. De nombreux sites, après l'arrêt de leur activité ont disparus, victimes d'une image souvent négative. Préserver et réhabiliter un patrimoine suppose des choix qui prêtent à discussion. Une destination peut être la muséification, comme au Creusot par exemple. Les friches industrielles sont généralement perçues comme les traces d'un échec économique ou sociétal dont il faut effacer les stigmates, de « nuisance visuelle qui ne peut-être digne d'un pays moderne ». En somme il faut signifier, par leur effacement et leur destruction que « la page est tournée, que l'avenir est ailleurs ». Pourtant, ces sites représentent l'expression d'une culture technique, économique, sociale, ils en sont une compilation d'histoires, au travers des traces, une sorte de palimpseste de la mémoire. Et pourtant, tel n'est pas toujours le cas, si l'ont sait que, certains de ces sites, peuvent avoir une autre « renaissance » comme, c'est le cas de notre étude : l'ex usine Bata.

A/ Comment appréhender la question du patrimoine industrielle au Sénégal

Le bilan de la période 1939-1945 apparaît donc favorable dans le domaine de l'amorce industrielle au Sénégal. Deux espaces ponctués d'unités industrielles traduisent dans le paysage les effets de la guerre. Le premier s'étend au Nord Ouest du port de Dakar, le second est constitué par le quartier de l'Escale à Rufisque. Or, loin d'être arrêté par la fin de la guerre, le processus d'industrialisation va se poursuivre dans la période 1945-1960, avec pour conséquences la densification de la zone industrielle autour du port, l'apparition d'une zone industrielle à l'Est de Rufisque par desserrement de BATA et création de deux unités importantes, enfin la constitution progressive d'un espace industriel entre Thiaroye et Mbao.

L'état actuel des structures soit les aspects morphologiques du bâti associé au contexte actuel de dynamisme économique ne constituent-ils pas une entrave à l'émergence d'une ville industrielle qui est Rufisque? Ou au contraire sa réhabilitation ne pourrait-elle favoriser ou constituer un point positif de la renaissance économique et industrielle de l'ancien tissu ? Autant d'interrogations qui permettent d'établir une problématique voire des inquiétudes quant au devenir de Rufisque.

L'occupation de l'espace reflétait le mode de vie, le contact avec d'autres civilisations et la tentation du progrès ont modifié les intérêts, les besoins et les équilibres sociaux. Les rapports entre environnement, mode de vie et occupation de l'espace sont en pleine évolution. Une bonne approche de l'environnement par les habitants mais aussi par « ceux de l'extérieur » est plus que jamais nécessaire ».

Ainsi la plupart des grandes civilisations de l'Afrique ont subi des modifications importantes imputables à la colonisation (l'usine Bata a été construite pendant la colonisation, donc bien avant les indépendances), et à leur volonté civilisatrice, transformant la structuration de la société traditionnelle jusque dans son encrage le plus profond.

Il est important, pour mieux analyser ce patrimoine, de comprendre toutes les problématiques relatives à son évolution au plan international afin de mieux s'interroger sur son contenu en Afrique, mais aussi soulever la question des approches et des définitions car il faut dire que les trajectoires historiques et les processus d'industrialisation sont totalement différents entre les pays et les continents. Nous constatons que les problématiques soulevées par cette jeune discipline, sont peu abordées par les professionnels africains du patrimoine et de la culture et moins étudiées dans les projets de recherche en milieu universitaire.

Le concept de « patrimoine en partage » que l'on évoque souvent entre l'Afrique et l'Europe, se retrouve non seulement dans l'architecture métissée mais également dans le patrimoine purement industriel car comme nous l'avons souligné précédemment. Les industries qui ont été installées en Afrique portent les marques d'une architecture d'inspiration occidentale. Ces industries étaient confinées dans leur majorité dans l'extraction des minerais et les matières premières produites étaient destinées à l'exportation vers la métropole.

D'autre part, les colonies n'étaient pas autorisées à fabriquer des produits pour la simple raison qu'elles pourraient concurrencer les industries métropolitaines. Cette situation explique en grande partie le retard de l'industrialisation des pays africains. Dès lors peut-on parler d'une spécificité africaine autrement dit dans ce domaine, cette trajectoire historique de l'Afrique doit être prise en compte dans les approches relatives à son patrimoine industriel. Nous pensons que la question du contenu de son patrimoine industriel sera plus déterminante que celle relative à sa qualité et sa quantité¹.

Le patrimoine industriel semble sorti de l'indifférence où il a longtemps été mis en veille dans les pays sous développés. L'intérêt du public et des chercheurs se focalise désormais sur cette architecture singulière voire même spéciale, porteuse d'une histoire et d'une mémoire sociale fortes, inscrite dans un espace donné. Les interrogations sont nombreuses : peut-on conserver in extenso ces bâtiments ? Doit-on les modifier ? Comment ? Pourquoi ? Quels usages faut-il en faire ? La problématique du patrimoine industriel se pose avec acuité à l'occasion des réhabilitations et reconversion qui se multiplient.

Comme cité plutôt ci-dessus, le processus d'industrialisation va se poursuivre dans la période 1945-1960, avec pour conséquences la densification de la zone industrielle autour du port, l'apparition d'une zone industrielle à l'Est de Rufisque par desserrement de BATA et création de deux unités importantes, enfin la constitution progressive d'un espace industriel entre Thiaroye et Mbao. Ainsi, ce patrimoine est aujourd'hui un enjeu culturel pour diverses raisons géo-spatiales d'abord, parce que certains aménagements industriels ont marqué durablement les paysages architecturaux aussi, certains édifices sont des réussites majeures dans ce domaine. Sociales ensuite, car tout un pan de l'histoire de notre société est inscrit dans ces industries, dans ces murs et ces machines. Techniques, puisque les innovations d'autrefois sont encore à l'œuvre et restent des activités rentables et culturel enfin parce que conjugue le savoir faire et le savoir être des populations qui ont vraiment un ancrage culturel profond dans leur lieu de travail. Si la reconversion de ce patrimoine se présente comme un défi, ce dernier n'est pas insurmontable. Il s'agit de conserver les témoignages les plus significatifs

¹FAYE, Amadou, L'arachide au Sénégal : de l'histoire au patrimoine, Master Erasmus Mundus, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2008

après trois siècles et demi de colonisation Françaises passés sans bien sûr transformer en mémoriaux ces bâtiments affectés à la production.

Issue:

Senegal, which was the first place of Black Africa, the island of Saint-Louis, where the French settled, was also the first city in Senegal where French introduced the machine, as this city was the first capital of Senegal, this also can justify the privilege. In France, there were only a few thousand of steam in the middle of the nineteenth century, against more than one hundred thousand at the end of it. But in St. Louis in 1859 worked at the South Pointe, a major mill treated no less than ten thousand tons per day, with a steam engine of 25 horses. If there are several years awareness of the heritage significance of industrial sites, this interest has not always prevailed. Many sites after cessation of activity have disappeared, victims of a negative portrayal. Preserve and rehabilitate heritage implies choices that lend themselves to discussion. A destination can be museification as Creusot for example. Brownfields are generally perceived as the footsteps of an economic or societal failure that must erase the stigma of "visual nuisance that may not be worthy of a modern country." In sum must be served by their erasure and destruction that "the page is turned, the future is elsewhere." However, these sites represent an expression of economic, social technical culture, they are a compilation of stories, through traces a kind of palimpsest of memory. Yet this is not always the case, if have known that some of these sites may have another "renaissance" as is the case in our study: the former Bata factory. The results of the 1939-1945 period thus appears favorable in the field of industrial primer in Senegal. Two spaces dotted with industrial units in the landscape reflect the effects of the war. The first lies in the northwest of the port of Dakar, the second consists of the area of ??the Port of Call Rufisque. Yet far from being stopped by the end of the war, the industrialization process will continue in the period 1945-1960, with consequences for the densification of the industrial area around the port, the appearance of an industrial zone East of Rufisque by loosening BATA and creation of two major units, and finally the gradual development of an industrial area between Thiaroye and Mbao. The current state of structures or morphological aspects of the building associated with the current economic dynamism-t they do not constitute an obstacle to the emergence of an industrial city that is Rufisque? Or does his rehabilitation could she help or be a positive point

in the economic and industrial revival of the old fabric? So many questions that establish an even problematic concerns about the future of Rufisque.

The occupation of space reflected the lifestyle, contact with other civilizations, the temptation of progress has changed the interests, needs and social balances. The relationship between environment, lifestyle and land use are changing .A good approach to the environment by residents but also by those "outside" is more necessary than ever. "So most of the great civilizations of Africa have suffered due to colonization significant changes (Bata factory was built during the colonial era, long before independence), and their civilization will, transforming the structure of society traditional into its deepest inking.

It is important to better analyze this heritage, to understand all the issues related to its development internationally to better examine its contents in Africa, but also raise the issue of approaches and definitions, as it must be said that historical trajectories and the industrialization process are completely different between countries and continents. We find that the issues raised by this emerging discipline, are not addressed by the African heritage professionals and culture and less studied in research projects in academia. The concept of "shared heritage" that is often made between Africa and Europe, is found not only in the architecture Métis, but also in purely industrial heritage because, as we noted earlier, the industries that have been established in Africa bear the marks of a Western-inspired architecture. These industries were confined to their majority in the extraction of minerals and raw materials were produced for export to the mainland.

Moreover, the colonies were not allowed to make products for the simple reason that they could compete with metropolitan industries. This largely explains the delay in the industrialization of African countries. Therefore can we speak of an African specificity that is in this area, this historical trajectory of Africa must be taken into account in the approaches to its industrial heritage. We believe that the question of the content of its industrial heritage will be more critical than that relating to the quality and quantity. Industrial heritage seems out of indifference where it has long been put on standby in underdeveloped countries. Public interest and researchers are now focusing on this special or even unique architecture, carries a history and a strong social memory, inscribed in a given space. There are many questions: can you keep verbatim these buildings? Should they be changed? How? What for? What use does it make? The problem of industrial heritage is acute during rehabilitation and conversion of

*_*_*_*_*_*_*

that increase. As mentioned above, rather, the industrialization process will continue in the period 1945-1960, with consequences for the densification of the industrial area around the port, the appearance of an industrial area to the east of Rufisque by loosening of BATA and creation of two major units, and finally the progressive industrial space between Thiaroye and Mbao constitution. Thus, this heritage is a cultural issue for various reasons. Geo-Spatial first, because some industrial developments have seared the landscape. Architectural also, some buildings are major achievements in this field. Then social as a whole part of the history of our company is registered in these industries in these walls and these machines. Techniques, since the innovations of the past are still at work and remain profitable and cultural activities because finally combines the expertise and knowledge being of people who really have a deep cultural roots in their workplace. If the conversion of this heritage is as a challenge, it is not insurmountable. This is to retain the most significant testimony after three and a half centuries of colonial French past without of course turn into memorials these buildings used for production.

Chapitre IV : Étude de cas :

A/ Présentation géographique de l'usine Bata :

Etendue sur une emprise de 7 hectares dont 14.000 m² couverts, l'usine BATA diffère de la SOCOCIM par la diversité de ses activités et par l'ampleur d'un marché qui couvre en amont tout le Sénégal et touche en aval quelques pays industrialisés. La S.A. BATA Africaine, dont le siège social est à Dakar, a été fondée en 1939 Par "l'organisation BATA" : un simple atelier de fabrication employant 80 salariés fonctionnait alors dans l'Escale, rue Gambetta. L'usine actuelle a été construite entre 1944 et 1946 à l'Est de Thiawlène, aucun terrain suffisamment vaste n'ayant pu être acheté dans l'Escale même. Ayant bénéficié pendant longtemps d'une situation de monopole en Afrique francophone, l'usine de Rufisque travaille depuis 1950 à l'échelle internationale.

Les unités de transformation du cuir et l'usine Bata de fabrication de chaussures établie à Rufisque et qui traite annuellement 240 tonnes de cuir. Les Etablissements Bata ont enregistré en 1951 une production de 1000 000 de paires de chaussures et 200 000 paires d'espadrilles distribuées par des magasins de ventes, répartis sur l'ensemble du territoire de la colonie du Sénégal et dans les autres territoires de la Fédération de l'Afrique Occidentale Française¹

¹sur la genèse de "l'organisation BATA" voir : MEYNIER A., Annales de Géographie 1935 - p, 542-546.

*_*_*_*_*_*_*_*

EVOLUTION DES PRODUCTIONS DE L'USINE BATA		
(Paires de chaussures)		
Année	Production en paires de chaussures	Evolution techniques
1941	4200	1942 : début du tannage du cuir pour les semelles
1945	75.000	1947 : début des activités de peausserie pour tiges
1950	500.000	1948 : début de la fabrication des articles-toile à semelle caoutchouc "tennis"
1955	1.100.000	1958 : début de la fabrication des produits en matière plastique
1960	3.750.000	
1970	4.400.000	
1972	5 .000 000	Projet de création d'une tannerie moderne

Avec une capacité de production annuelle de 6 millions de paires de chaussures, un chiffre d'affaires de 3.147 millions CFA en 1975, l'usine BATA-SENEGAL reste, en dépit de l'apparition de « concurrents-Bata » disséminé en Afrique, un des "grands" du marché africain. Quelques chiffres sur les concurrents de l'usine de Rufisque en Afrique Noire en 1972 :

- ✓ BATA Côte d'ivoire 7.300.000 paires
- ✓ BATA Cameroun 6.800.000 paires
- ✓ BATA Bénin 800.000 paires
- ✓ BATA Congo 712.000 paires
- ✓ BATA Togo 304.000 paires

*_*_*_*_*_*_*

L'appartenance à une société multinationale gigantesque (84 usines, 90.000 salariés, 3.000 magasins, 3 milliards de paires confectionnées en 1972) a permis de compenser en partie la "perte" des marchés ouest africains par la recherche de nouveaux débouchés pour des produits de luxe (cuir) : en 1973, l'usine de Rufisque a exporté 50% de sa production-cuir vers des pays industrialisés, grâce à l'appui du réseau de vente BATA, support essentiel d'une "reconversion partielle" fortement aidée par le faible coût de la main d'œuvre africaine et l'inflation qui sévit en Europe. Le Sénégal n'absorbe plus que 35 à 40 % des ventes, (14 magasins, 30 dépositaires), et malgré les difficultés liées aux délais de livraison, BATA compte exporter vers l'Europe et les Etats Unis près du tiers de sa production totale en 1980.

L'ampleur de la production explique l'existence d'une importante tannerie (capacité actuelle : 900 tonnes par an de cuirs de bovins, soit 130.000 peaux) ravitaillée par la SERAS (Société d'Exploitation des Ressources Animales du Sénégal) dont les produits convergent par camion sur Rufisque à partir de points de collecte administrativement fixés chaque année. De même, la diversité des chaussures fabriquées conduit BATA à importer des produits industriels européens (colorants d'Allemagne, résines de PVC de France et de Suisse) et à travailler avec des usines de "l'axe Thiaroye-Mbao" (emballage de la Rochette, tissus de la Sotiba et Icotaf), la SENELEC fournissant l'énergie (environ 3,5 millions kwh par an). La nature du travail dans une usine de confection de chaussures et le « système BATA » (fragmentation des opérations au maximum ce qui conduit à la standardisation du travail "simple et rapide") ont favorisé la création de nombreux emplois : 680 salariés en 1963, 749 en 1965, 945 en 1972. La grande caractéristique du processus de confection des chaussures est en effet le rôle capital que tiennent les artisans piqueurs : assis devant leur "Singer", ils cousent les pièces de cuir provenant de la découpe et constituent le maillon essentiel avant la pose des semelles, qui est presque automatisée. Plus de la moitié du personnel de l'usine travaille ainsi dans un secteur où le travail à la chaîne reste inconnu : la ruche bourdonnante du service cuir s'apparente plus à une manufacture qu'à un atelier d'usine.

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*_*

Lieux de résidence de la main d'œuvre de l'usine Bata	
Domicile	Nombre de résidents
Rufisque	732 personnes
Dakar	3 personnes
Bargny	172 personnes
Keur N'DiayeLô	4 personnes
Sébicotane	4 personnes
Dwgar	2 personnes
Yeumbeul	2 personnes
MIBao	1 personne
Thiaroyesimer	1 personne
KeurMassar	2 personnes
Keur Moussa	1 personne
DèneDiarkhate	1 personne
Kounoune	1 personne
Keur Daouda Sarr	1 personne
Sangalkam	1 personne
Bambillor	1 personne
Total	943 personnes

Source: BATA

La grande majorité des ouvriers (732 salariés soit 77,6%) réside à Rufisque, et l'impact hors de la ville est faible sauf à Bargny où logeaient plus d'une centaine de salariés soit 18.2% des ouvriers. Un service de ramassage par autocar était organisé par l'entreprise qui fournissait également des vélos solex à crédit, destinés au faible nombre de salariés habitant les villages du Cap Vert. Il faut noter que l'usine Bata est située à la sortie de la ville de Rufisque et donc c'est Bargny qui est la ville voisine la plus proche. Ceci explique la forte densité de la population Rufisquoise qui travaille dans l'usine.

La forme des toits des usines appelée « toiture à redans partiels» (dents de scie) ou encore «*shed*» (terme architectural) est apparue au cours du XIX^e s. et se compose d'une succession de toits à deux versants de pente différente, le plus court généralement vitré. L'apparition du *shed* est directement liée à la révolution industrielle. En effet, les ateliers industriels nécessitaient un bon éclairage et l'éclairage électrique étant encore rare à cette époque, le *shed* permettait un apport maximum en luminosité. De plus, cette toiture offre une excellente résistance aux intempéries et au vent et permet une meilleure évacuation de l'eau de pluie!

A.1/ Le processus de production :

La structure de la succursale Bata au Sénégal a été visiblement copiée dès le départ sur le modèle général de fonctionnement des entreprises Bata dans le monde entier. En fait, tout le système d'éducation et de formation des ouvriers est conforme aux règles d'organisation internationale de la société.

Chez Bata comme dans beaucoup d'autres grandes multinationales, le processus de production est extrêmement sophistiqué et soigneusement contrôlé du début à la fin de la fabrication. Pour donner une idée de l'intégration mondiale de ce processus, la société possède des plantations en Afrique de l'Ouest qui fournissent en caoutchouc les usines de chaussures Bata dans d'autres parties du monde, pratiquement tous les peaux utilisées dans les usines Bata viennent de tanneries Bata et tous les produits Bata sont commercialisés par le réseau de distribution Bata. En 1975, la société comptait 89 succursales dont Bata S.A Afrique du Sénégal pour la production et une dizaine d'autres pour la commercialisation, ce qui amenait à une centaine le nombre total d'entreprises Bata dans le monde.

La forme totale de production adoptée par les succursales Bata reflète le haut niveau de technicité qui est un trait commun aux grandes entreprises opérant à l'échelle mondiale. Ainsi, bien que la technologie utilisée dans la succursale Bata Sénégal soit moins avancées que dans les usines européenne ou nord américaines, la forme de production employée est fondée sur la mécanisation. Ce choix est cohérent dans la mesure où la production de l'usine Bata au Sénégal a toujours été orientée principalement vers la fourniture de chaussures bon marché pour répondre à la demande locale en Afrique de l'Ouest. Il faut aussi noter qu'une partie de la production est aussi exportée vers les autres pays de l'Afrique.

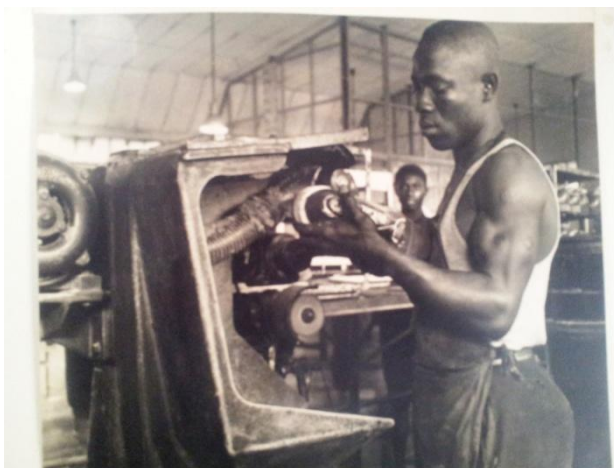
Sur le plan technologique, Thomas BATA avait bâti sa nouvelle conception de la production autour de la chaîne de montage. Il avait vu chez FORD le flot interminable des Modèles T. passer par tous les stades de l'assemblage, jusqu'au produit fini à la sortie de la chaîne en cela, on peut parler de système technique. Au début des années 20, tout le monde était persuadé qu'il était impossible de fabriquer des chaussures à la chaîne : les chariots étaient trop grands, les chaussures devaient sécher pendant plusieurs jours et ainsi de suite. Bata mis en place les premiers tapis roulants de l'industrie de la chaussure avant d'introduire la décentralisation de la production. Ces tapis étaient légèrement inclinés et les chariots à chaussures, plus petits que d'habitude, devaient être lancés à la main par des ouvriers. On les utilisa pendant quatre ou cinq ans mais BATA n'était pas satisfait. Il voulait une chaîne de montage mécanique, voire entièrement automatique. Parlant de système technique, le Professeur Anne Françoise Garçon disait : *« parler de système technique revient avant toute chose à créer une catégorie de pensée qui aide à organiser les faits, à les détecter, à les comprendre dans un espace donné, à un moment donné ; qui aide aussi à établir des comparaisons entre lieu ou entre moment chronologique. C'est à la fois un outil de pensée, un mode de représentation et une réalité »*. Après plusieurs discussions avec les ouvriers, cordonniers, mécaniciens et quelques administrateurs ou chefs de production, BATA mit en place une chaîne de montage qui fonctionna dans un atelier complètement modifié. Le nouvel atelier était conçu pour fabriquer entièrement, en une journée, un certain nombre de paire de chaussures. La chaîne était composée de sections interchangeables. Chaque machine munie de son moteur électrique, était autonome et on pouvait la déplacer facilement.

Selon B. Gille, le système technique moderne vise à un accroissement de la production afin de palier à un accroissement de la demande. En cela, les systèmes techniques industriels et

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_

modernes, tel qu'il les définit, peuvent être rapprochés. Ils font tout deux références à la métaphore mécanique et vise une production de masse. Cela Bata l'avait compris et comme il n'existait rien sur le marché, il fallait inventer sa chaîne propre et, avec elle, organiser la décentralisation industrielle². Ce choix est cohérent dans la mesure où, la production de l'usine Bata au Sénégal a toujours été orientée principalement vers la fourniture de chaussures bon marché pour répondre à la demande locale en Afrique de l'Ouest. Il faut aussi noter qu'une partie de la production est aussi exportée vers les autres pays de l'Afrique. L'urbanisation est l'un des faits majeurs de la colonisation. Au moment où elle entrait en contact avec les Européens, l'Afrique noire ne possédait que très peu de villes. La civilisation rurale du Sénégal, à l'écart des grands courants commerciaux sahariens, était incapable de donner naissance à un organisme urbain. La colonisation en prenant appui sur le littoral, a provoqué un renversement des courants traditionnels de circulation. Les nouveaux marchés installés sur la côte par les Européens devenaient des pôles d'attraction et avec les développements des échanges et le progrès de l'emprise politiques de véritables villes. Le commerce européen pour drainer facilement les arachides du Baol et du Cayor, s'installe à Rufisque, qui très rapidement va s'affirmer comme l'un des centres les plus importants de l'activité économique du Sénégal.



Salle de montage usine Bata, image pris par Kollar, François, 1951

² Bata, créateur génial, A CEKOTA, publié par S.A. des Chaussures Bata, Paris.

Bata, firme multinationale, installée au Sénégal, fabricant de chaussures industrielles, a obtenu le soutien et la protection du gouvernement. A côté, un grand nombre de petites entreprises, malgré leur dimension relativement petite et leur faible technologie, produisent en masse des chaussures faites à la main ; ces petits producteurs surtout situés dans la Médina (quartier populaire de la région de Dakar, capitale du Sénégal) associent généralement à leur travail des membres de leur famille et depuis longtemps fabriquent des chaussures de cuir conformes aux modèles traditionnels. Avec l'arrivée de Bata, qui s'est assuré le monopole de l'approvisionnement en cuir fin, les producteurs locaux ont été contraints de renoncer à utiliser le cuir pour employer les matières synthétiques. Un rapport présenté en 1968 à un Conseil des Ministres s'est plaint des conditions auxquelles était soumise l'industrie de la chaussure : « *L'accroissement de la concurrence des marchés étrangers et, à l'intérieur du pays, de la production clandestine et illégale de semelles (qui utilise des travailleurs indépendants à la tâche pour découper le caoutchouc et le crêpe)* » a conduit Bâta à demander une révision de l'accord qui jusque-là lui assurait une protection satisfaisante.

Ce même rapport demandait plus loin que l'on interdise le travail à la pièce. Cela démontre la présence, très tôt, dès 1968, à Dakar, de petits commerçants (Libanais) employant la main-d'œuvre locale, payée aux pièces, pour découper les semelles qui seront ensuite assemblées sur une grande échelle, concurrençant ainsi la production industrielle de Bata et des petits ateliers. On voit ici un des procédés par lequel de petits commerçants capitalistes tentent de concurrencer le grand capital international en contraignant des petits producteurs relativement indépendants à travailler pour eux comme travailleurs à domicile payés à la tâche. Une telle compétition pour le contrôle d'une branche spécifique de production et du marché montre clairement que ces formes « apparemment dépassées » d'exploitation capitaliste peuvent resurgir pour réduire les coûts variables qui sont à la charge du plus faible capitaliste³.

A cause de Bata la concurrence se soit beaucoup accrue est démontré dans un rapport au Conseil des Ministres ; presque uniquement pour les touristes ont abandonné les sources d'approvisionnement traditionnelles et achètent à Bata du cuir abîmé et abandonné. Ainsi le

³ Chris Gerry, Petite production marchande ou « salariat déguisé » ? Quelques réflexions, In: Tiers-Monde. 1980, tome 21 n°82. Secteur informel et petite production marchande dans les villes du Tiers Monde (sous la direction de Philippe Hugon) pp. 387-403.

monopole dont bénéficie Bata est le résultat de l'assujettissement au capital industriel étranger par le canal du capital commercial local d'une partie des petits producteurs urbains.

De nombreux fabricants de chaussures sont des paysans qui arrivent (à Dakar) à la saison sèche pour gagner un peu d'argent grâce à des travaux artisanaux, puis qui retournent dans leur village à la saison des pluies pour cultiver leurs terres. Aujourd'hui, de nombreux petits producteurs sont menacés d'une prolétarianisation partielle, sous la forme du travail à la tâche, au profit de commerçants qui déjà contrôlent leurs principaux moyens de production et qui cherchent maintenant à contrôler le processus de travail même. D'autres sont menacés de devenir peu à peu des petits producteurs marginaux (c'est-à-dire réparateurs, fabricants d'amulettes, etc.), car leurs produits sont devenus moins compétitifs. La transformation des producteurs indépendants en travailleurs à la tâche n'est toutefois possible ni pour l'ensemble des professionnels, ni immédiatement. Elle ne peut porter que sur un petit nombre de travailleurs ordinaires de la chaussure, car seule l'utilisation des techniques des *sweat shops* (ateliers d'exploiteurs) permettra de rendre le nouveau processus de travail compétitif avec le processus industriel, ne fût-ce que temporairement. Les autres, demeurés hors de ce système, auront beaucoup plus difficilement accès à leurs principaux moyens de production et en conséquence iront nombreux grossir les rangs de l'armée de réserve des travailleurs urbains.

Bata produit des chaussures à un prix de revient relativement bas, principalement parce qu'il associe une technologie de haut niveau à une main-d'œuvre non qualifiée. C'est en partant de cette situation qu'il a cherché à établir son hégémonie sur le marché interne. L'impuissance relative des commerçants libanais en face de l'Etat sénégalais, qui cherche, tout en octroyant des avantages aux capitaux étrangers, à préserver les quelques conditions nécessaires au soutien d'une classe embryonnaire, capitaliste et nationale, rend très improbable qu'un commerçant capitaliste réussisse à devenir un petit industriel viable. Néanmoins même si les commerçants capitalistes ne s'emparent que d'une petite partie du marché de la chaussure, les effets sur les producteurs relativement indépendants seront importants. Toujours dans cette même lancée, et selon le Pr. Mamadou SANGHARE, Directeur de l'Ecole doctorale de mathématiques-informatiques: « *L'enseignement des mathématiques peut faciliter l'émergence du Sénégal* » parce qu'au Maroc, précisément la ville de Fès, qui abrite un institut de tannerie et de textile, déplore ainsi qu'il n'y ait pas de Master de tannerie au Sénégal. « *Des sociétés comme Bata n'auraient pas fermé leurs portes. Un Master de textile*

aurait également permis à des industries comme Sotiba et autres d'exister. Et il y aurait moins de chômeurs dans ce pays », a noté le Président de l'Aims.

Mamadou SANGHARE a, par ailleurs, rappelé l'impérieuse nécessité d'adapter les contenus des enseignements aux préoccupations actuelles du pays. Il a également souligné l'importance de la modélisation mathématique, aussi bien en médecine que dans d'autres domaines. Beaucoup de choses intéressent le Sénégal, notamment l'élevage, l'agriculture et l'environnement.

A.2. Enjeux de la reconversion :

La réhabilitation et la promotion de sites industriels dans le cadre du schéma directeur de redéploiement industriel et le manque de disponibilité de terrains ou de bâtiments à usage industriel entrave souvent la promotion de l'investissement. Plusieurs zones se présentent sous forme de lotissements industriels sommaires et ne disposent pas de structures pour assurer la durabilité et la fiabilité de leur fonctionnement, d'où la nécessité de leur réhabilitation. La connaissance des possibilités d'accueil des sites, des potentialités de chaque zone, fait également partie intégrante des stratégies d'implantations industrielles.

Aussi, la mise en place d'une Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI) s'inscrit dans cette dynamique, d'autant plus que cette nouvelle structure viendra combler une lacune en complétant le dispositif d'appui actuel au développement du secteur privé.

Dans ce cadre, l'élaboration d'un schéma directeur de redéploiement industriel devrait permettre de :

- ✓ disposer des plans de réhabilitation et de circonscrire de nouveaux sites potentiels ;
- ✓ préciser les potentialités industrielles et les possibilités de développement de la petite industrie et de l'artisanat de chaque zone ;

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*

- ✓ définir une stratégie d'ensemble pour la création d'un tissu industriel viable au niveau national ;
- ✓ coordonner et harmoniser les interventions des actuels et futurs promoteurs en matière d'investissement dans les projets industriels et artisanaux ;
- ✓ disposer de cartes industrielles régionales ;
- ✓ évaluer et statuer sur le foncier industriel.



Source, site du ministère de l'industrie du Sénégal : www.gouv.sn

Présentation du groupe Comptoir commercial Barra MBOUP (CCBM), les repreneurs de l'usine BATA.

A la sortie de la ville de Rufisque, sur la Nationale 1, dans les locaux de l'ex-usine Bata, nous sommes à CCBM industries. Créée en juin 2011, cette unité industrielle s'est dotée de deux lignes de montage et assemblage, pour une production journalière de 15 véhicules. Elle compte plus de 650 travailleurs, sans l'administration et la sécurité et génère près de 2000 autres emplois indirects. Outre les véhicules utilitaires de petit modèle, CCBM industries produit également des gros porteurs, des motos, des tracteurs, des pelleteuses et autres machines.

*_*_*_*_*_*_*

Cette usine utilise des pièces détachées importées de la République de Chine. *"Tout le matériel nous provient de la Chine, mais d'ici à cinq ans, notre objectif est de fabriquer, sur place, des voitures typiquement sénégalaises"*, avait fait savoir Serigne MBOUP, PDG de CCBM, le jeudi 22 Septembre 2011, lors de la visite de travail du Ministre d'Etat sénégalais chargé de l'industrie.

M. MBOUP promettait aussi d'injecter sur le marché de l'automobile local une production de 4.500 véhicules par an. Pour cela, a-t-il ajouté, *"Il nous a fallu un capital d'investissement de 11 milliards de francs CFA."* Cette unité industrielle en chantier a déjà mis sur le marché plus d'une centaine de véhicules à des tarifs très bas", a ajouté Moussa FAYE, le Directeur de l'usine. Selon Serigne MBOUP, *"CCBM industries entend, à court terme, baisser considérablement le prix et faire en sorte que tout Sénégalais, qui le désire, puisse avoir un véhicule neuf"*. Pour être plus précis, les véhicules issus de cette usine devraient coûter entre trois et cinq millions, toutes taxes comprises (TTC).

Dans cette optique, le PDG de CCBM industrie pourrait, sans doute, compter sur le soutien des autorités sénégalaises, en l'occurrence le Ministre d'État chargé de l'industrie qui, effectuant une visite de travail sur les lieux, montrait sa satisfaction pour les réalisations de CCBM. Ainsi promettait-il à la direction de CCBM, l'appui constant de l'État pour promouvoir ce genre d'initiative locale. Il disait : *" Nous allons poursuivre notre collaboration avec CCBM-Industries en exonérant les taxes sur les matériels importés. L'objectif, c'est de faire du Sénégal un marché automobile important ouvert sur la sous-la région "* a conclu le Ministre d'État, Ministre des Mines, de l'Industrie, de l'Agro-industrie et des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Le groupe CCBM qui a été créé en 1992 est un holding familial qui ne cesse de diversifier ses domaines d'activité. Auparavant, il s'appelait Etablissement Bara MBOUP. Il a démarré ses activités dans la région de Kaolack (intérieur du Sénégal dans le bassin arachidier) en 1960. L'actuel directeur général est entré dans l'entreprise en 1983 pour appuyer son père. Il y resté jusqu'en 1992, année du décès de son père. C'est à partir de 1992, après le décès, qu'ils se sont organisés pour créer une société familiale. Au début, ils travaillaient dans l'informel, de l'avis de certains professionnels. Mais contrairement à ces derniers, le Directeur de CCBM pense que l'informel n'existe pas. Il affirme : *« celui qui fait de l'informel ne sait pas ce qu'il veut ou cherche. Notre ambition à l'époque était de bien l'organiser (informel) parce qu'avec*

*_*_*_*_*_*_*

de l'informel, nous pouvons gagner de l'argent et ne pas réaliser quelque chose d'important ». Cela a beaucoup évolué. Aujourd'hui, ils ont scindé le groupe en six pôles alimentaires de supermarchés. Ils ont commencé par vendre des produits en gros mais, en ce moment, ils ont changé en créant des lignes de franchises. Les activités alimentaires ont été aussi scindées en deux entités. Certes ils importent certains produits comme « Baralait » (lait). Il y a un pôle qui gère les produits électroniques et « Samsung » avec une usine de montage de téléviseurs à la SODIDA dans la zone franche industrielle. Dans ce pôle, il y a trois sociétés : celle de production qui s'appelle CCBM electronics, un réseau de distribution digital avec comme objectif de le franchiser. Mais, pour le moment, ce réseau est géré au sein du groupe. L'autre activité développée par le groupe est l'automobile. Démarrée en 2006, le groupe automobile est scindé en quatre unités autonomes. Il s'agit de l'espace auto qui commercialisait tous les véhicules. Même si, aujourd'hui, cet espace ne s'occupe que de la vente des voitures de marques chinoises. Il y a aussi CCBM automobile qui s'occupe de la vente de voitures de marques allemandes. Ils ont, dans cette lancée, des taxis qu'ils remettent aux chauffeurs sous forme de prêt remboursable. Et en dernier lieu, ils ont mis en place CCBM industries qui est une ligne de montage de véhicules. Il s'agit de pick-up, de véhicules qui sont montés au Sénégal. Les activités du montage sont accompagnées par un pôle logistique qui se chargera d'acheminer les produits primaires et les distribuer à nos clients. A ces pôles, s'ajoutent une agence de voyage CCBM, l'immobilier, sans compter la construction des centres commerciaux. Il y a aussi le département de l'agriculture. Pour éviter aux populations d'acheter du riz à l'étranger, le CCBM en train d'investir avec des partenaires au niveau de la vallée du fleuve Sénégal pour régler la question de l'autosuffisance alimentaire, avec une commercialisation du riz dans toutes les localités du Sénégal. Le groupe CCBM est organisé en départements avec un directeur général de pôle. Dans chaque société, il y a un directeur général qui gère sa structure de manière autonome.

Le capital du groupe CCBM est sénégalais parce que dit-il, ils n'ont pas besoin des capitaux étrangers, même s'ils ont besoin de partenaires. On peut dire que CCBM est une société familiale mais le management n'est pas familial. Si les deux plus hauts responsables sont membres de la famille, le reste de l'équipe de management est composé de personnes recrutées uniquement sur la base de leurs compétences.

C'est un héritage familial que les responsables souhaitent sauvegarder et transmettre à leurs descendances c'est pourquoi, réaffirme le Directeur Général, nous avons confié le management à des personnes compétentes et rigoureuses.

Aujourd'hui, le groupe CCBM compte 700 emplois permanents. Les emplois indirects créés avec le concours de CCBM relève le chiffre à environ 1.200 à 1.500 emplois. Dans le marché électronique, CCBM est le premier au Sénégal, en dépit de l'existence d'autres structures qui évoluent dans ce secteur. En matière d'électronique, « Samsung » est devenu le premier fabricant de télévision dans le monde. Il fait partie des 23 sociétés les plus grandes au monde. Concernant le transfert de technologies, CCBM a des partenaires et est déjà engagé dans le sens d'un transfert de technologies.

Beaucoup de gens pensent, par exemple, que « Pridoux » (réseau de mini supermarchés) est une marque internationale alors qu'il est de CCBM qui a l'ambition de la promouvoir en Chine, aux Etats-Unis, etc., avec des produits africains.

S'il y a un domaine en souffrance dans les activités de CCBM, c'est la recherche. Le groupe n'a pas de structure, comme une direction par exemple, chargée de la Recherche-développement et de la Prospection. A ce niveau, la réflexion du passage, par exemple, de l'importation à la fabrication de postes de téléviseurs est amorcée. Mais il faut dire qu'en dehors du savoir-faire même, il y a d'autres éléments qui entrent en jeu. Il s'agit notamment de la capacité d'absorption du marché⁴.

Il faut aussi noter que CCBM est actionnaire de Sénégal Airlines, cette compagnie est une fierté nationale, elle est la seule compagnie de voyage au Sénégal.

Dans le cadre de sa politique d'emplois, le Groupe CCBM a également développé différents projets : *Taxi bleu*, *Sister taxi*, *Pridoux* et *Easy Boutique*. Parallèlement, et pour juguler la hausse vertigineuse des prix des denrées de première nécessité observée en 2008, l'Etat du Sénégal initiait un programme tendant au financement des magasins de référence. Tirant les leçons de l'expérience passée, les autorités publiques avaient pris la résolution, par le biais de Front de Promotion Economique (FPE), de prêter à différents promoteurs à charge pour eux de financer les exploitants de boutiques. Pour sa part, CCBM devait réaliser 350 boutiques et

⁴ Source, le soleil, quotidien d'information générale, au Sénégal.

*_*_*_*_*_*_*

une centrale d'achat d'une valeur 5,992 milliards répartie ainsi qu'il suit : Etat 60%, CCBM 30% et les franchisés 10%. Dans cette opération, CCBM a bénéficié non d'un marché mais d'un prêt d'un montant 2,789 milliards. En garantie, il a apporté un immeuble d'une valeur de 3 milliards abritant son siège. Le Groupe a réalisé 111 boutiques toutes fonctionnelles et la centrale d'achat ; 64 autres boutiques étaient en cours d'installation. Le montant total investi s'élève ainsi à 3.515.042.931 Frs.

A.3. Le problème du foncier à BATA :

Le collectif des mille deux cents ex-travailleurs de Bata a engagé un bras de fer contre Mansour KAMA qu'ils accusent d'avoir fait main basse sur cinq hectares de terrain que la défunte direction de l'usine avait cédés à la coopérative d'habitat des travailleurs.

Une cession matérialisée dans un procès-verbal de réunion par le comité de gestion de la coopérative. C'était bien avant les péripéties qui ont conduit à l'affectation de Bata à la Société Sénégalaise Intermédiation (SSI) du sieur Kama, pour la modique somme de deux cent cinquante millions de francs (250.000.000 CFA) par le syndicat de l'époque, de connivence avec quelques ex-travailleurs, selon le porte parole du collectif. Revenant sur les causes du litige foncier qui les oppose au vice-président des Assises nationales, Ousmane NDIAYE, le coordonnateur du collectif, a rappelé que c'est en 1986 que la direction générale de Bata, qui possédait plusieurs titres fonciers, avait offert le restant non bâti du TF881/R, soit cinq (05) hectares, quatre-vingt-huit (88) ares, quatre-vingt-six (86) centiares, aux travailleurs dans le cadre dans le cadre de la coopératives d'habitat mise en place, en complément des CASTORS Bata de Arafat attribués par l'Etat, mais jugés insuffisants. Et que si depuis lors, ses camarades et lui n'ont pu rien faire sur le site, c'est à cause des hypothèques posées par l'Etat du Sénégal sur les biens de la défunte industrie. Une retenue que n'a pas observée, selon lui, Mansour KAMA. Car : « *Non content d'avoir bradé l'essentiel de l'outil de production qu'il a vendu en pièce détachées et en ferrailles, surtout au département caoutchouc où les machines ont coûté des milliards, la SSI de l'actuel Vice-président des Assises Nationales a démolit tous les quatorze (14) logements de l'ex-cité Bata, de même que le module d'accueil, de restauration et d'hébergement.* » révèle encore Ousmane NDIAYE. Ce dernier considère cela comme une

*_*_*_*_*_*_*

ruse de plus, trouvée par leur spoliateur pour faire de la cité et du reste du TF 881/R, propriété des ex travailleurs, une même surface qu'il revendra.

Or, il s'agit là d'une propriété exclusive de Bata qui ne saurait revenir qu'au seul Etat du Sénégal, à qui cette société doit 1 241 000.000CFA. Aussi, les ex travailleurs déterminés à faire face à celui qu'ils appellent l'usurpateur, mettent en garde ses éventuels clients. « Ceux qui se risqueront à acheter les parcelles à eux proposées par Mansour Kama, le feront à leurs dépens » clament t-ils. D'ailleurs, c'est pour empêcher les différents repreneurs de brader ce patrimoine créé par les travailleurs, que l'Etat du Sénégal avait grevé d'hypothèques l'actif de Bata. Et tout repreneur devait prendre un engagement dans ce sens. Si donc, les TF de Bata ont été muté au nom de la SSI, l'on est en droit de s'interroger avec les membres du collectif des ex travailleurs, sur l'identité de celui qui a levé les hypothèques, pour rendre ce transfert possible.

Aussi les ex travailleurs de Bata comptent disent s'en remettre au Président de la République du Sénégal pour le règlement pacifique de cette affaire. « Personne, quelle que soit sa force, ne peut faire impunément entorse à la justice représentée en premier lieu par le Chef de l'Etat. »

Lying on a right-of-seven hectares of which 14,000 m² covered, the plant differs from BATA SOCOCIM by the diversity of its activities and the magnitude of an upstream market covering all the key downstream Senegal and a few industrialized countries. SA BATA Africa, headquartered in Dakar, was founded in 1939 By "organization BATA" a simple fabrication shop employing 80 employees while working in the Escale rue Gambetta. The current plant was built between 1944 and 1946 in eastern Thiawlène no sufficiently large field that could not be bought in the same Escale. Having enjoyed a long monopoly in Francophone Africa, Rufisque plant working since 1950 on an international scale. The units of leather processing and Bata shoe factory established in Rufisque and annually processes 240 tons of leather. Etablissements Bata recorded in 1951 a production of one million pairs of shoes and 200,000 pairs of shoes distributed by shopping sales spread over the whole territory of the colony of Senegal and other territories of the Federation of French West Africa.

With an annual production capacity of 6 million pairs of shoes, a turnover of 3,147,000 CFA in 1975, the factory BATA-SENEGAL remains, despite the appearance of "competitors-Bata"

spread in Africa one of the "big" the African market. Figures on competitors Rufisque plant in Black Africa in 1972.

Membership in a gigantic multinational corporation (84 factories, 90,000 employees, 3,000 stores, made up of three billion pairs in 1972) helped to partially offset the "loss" of West African markets by finding new markets for products luxury (leather) in 1973, the Rufisque plant exported 50% of its production-leather to the industrialized countries, with the support of the sales network BATA essential support "partial conversion" strongly supported by the low cost of African labor and inflation raging in Europe. Senegal will now absorb only 35-40% of sales (14 shops, 30 custodians), and despite the difficulties associated with delivery, BATA expects to export to Europe and the United States nearly a third of its total production 1980. The scale of production explains the existence of a large tannery (current capacity: 900 tons of cattle hides or skins 130.000) resupplied by LL (Operating Company Animal Resources of Senegal) whose products converge by truck Rufisque from collection points administratively set annually. Similarly, the diversity of shoes made BATA led to import European industrial products (dyes from Germany, PVC resins of France and Switzerland) and working with plants "axis Thiaroye Mbao" (packing Rochette, tissues and SOTIBA Icotaf) SENELEC providing energy (about 3.5 million kWh per year). The nature of work in a garment factory of shoes and the "system BATA" (maximum fragmentation operations leading to the standardization of the "quick and easy" work) helped create many jobs: 680 employees in 1963 749 in 1965, 945 in 1972. The great feature of the process of making shoes is indeed the crucial role include biting artisans: sitting at their "Singer", they sew the leather pieces from the cut and form the essential link before laying the footings, which is almost automated. More than half of the plant staff and works in a sector or working at the chain remains unknown: the beehive leather service is more like a factory than a factory workshop.

The vast majority of workers (732 employees or 77.6%) resides in Rufisque, and impact outside the city is low except Bargny lodge where more than a hundred employees or 18.2% of the workers. Pickup service bus is organized by the company, which also provides Solex bikes on credit, for the small number of employees living in the villages of Cape Verde. Note that the Bata factory is located just outside the city of Rufisque so it's Bargny which is the

nearest neighboring town. This explains the high density of population Rufisqueoise working in the factory.

The shape of the roofs of factories called "partial paneled roof" (serrated) or "shed" (architectural term) emerged during the nineteenth century. and consists of a series of gable roofs of different slope, shortest usually glazed. The appearance of the shed is directly related to the Industrial Revolution. Indeed, industrial workshops require good lighting and electric lighting was still rare at that time, the maximum contribution allowed shed brightness. In addition, the roof offers excellent resistance to weather and wind and allows for better drainage of rain!

The production process:

The structure of the branch in Bata Senegal was obviously copied from the start on the general operating model Bata worldwide. In fact, throughout the education and training of workers system complies with the rules of international organization of society.

Bata as in many other large corporations, the production process is extremely sophisticated and carefully monitored from beginning to end of production. To give an idea of ??the global integration of this process, the company has plantations in West Africa that provide rubber Bata shoe factories in other parts of the world, almost all the skins used in Bata factories come from tanneries Bata, Bata and all products are sold through the distribution network Bata. In 1975, there were 89branches who's Bata SA of Senegal Africa, for production and a dozen others in the marketing, and that involved a hundred total Bata companies in the world.

The total production form adopted by branches Bata reflects the high level of technology that is a common feature of the major companies operating globally. Thus, although the technology used in the branch Bata Senegal is less advanced than in European or North American factories, the production form used is based on mechanization. This choice is consistent to the extent that the production of the Bata factory in Senegal has been mainly directed to the provision of cheap shoes to meet local demand in West Africa. Also note that some of the production is exported to other African countries. Technologically, Thomas Bata built his new production design around the assembly line. He had seen in the endless stream FORD Model T go through all the stages of the assembly, to finished at the end of the chain in this product, we can speak of technical system.

Chapitre V : Synthèse.

Parler de patrimoine industriel revient nécessairement à parler d'entreprises ou d'industries. Il reste que, dans l'entreprise, du culturel se manifeste ce qu'on ne voyait pas auparavant. Le terme de patrimoine industriel n'a guère plus d'une vingtaine d'années. Il évoque l'usine, les machines, la mémoire ouvrière, la culture d'entreprise, les savoir-faire, le labeur. Nous proposons de recourir à un concept suffisamment proche de la question économique et du champ culturel pour être plus pertinent dans notre recherche (celui de patrimoine). Cela exige, d'abord, de revenir à la définition de ce concept et d'en identifier les formes particulières appliquées à l'entreprise. Du plus tangible au plus immatériel, du plus ancien au plus contemporain, le patrimoine recouvre un ensemble contrasté et inégalement partagé de signes à caractère historique, technique, esthétique... Les monuments industriels comme notre cas d'étude offrent une abondance de significations pour la société qui les a construits. Ces significations sont plutôt de la nature immatérielle, et ils s'inscrivent dans le cadre de l'histoire collective ou sociale. L'opinion commune est qu'un patrimoine doit être préservé comme un type de légat qui se transmet aux générations qui arrivent, mais nous devons poser la question comment ce complexe industriel peut nous servir dans le cas de nos recherches.

A partir des années 1970, l'Europe occidentale vivait l'ère des désindustrialisations, période qui a vu la disparition de l'activité industrielle de régions entières, notamment celles qui avaient été longtemps le symbole même de la modernité : les régions minières et métallurgiques. Cette situation a entraîné un mouvement social de défense de ce patrimoine, pour la première fois, on s'intéresse à ce patrimoine. Ainsi, les usines de même que les mines, se présentent comme un héritage à conserver. Pour la défense du patrimoine industriel, l'approche pluridisciplinaire a été privilégiée.

« Cette démarche explique l'intimité des liens tissés entre l'archéologie industrielle et l'histoire générale. L'histoire économique et sociale fixe un cadre général à l'étude du développement industriel, en particulier des cycles et modalités d'investissement et de l'évolution des conditions de travail. L'histoire de l'architecture et celle des grandes

infrastructures sont également concernées. Enfin, l'histoire des techniques, et par ce biais celle des sciences, est bien entendu mise aussi à contribution¹ ».

Pour bien appréhender le patrimoine industriel, il est important de l'aborder sous trois angles majeurs : les logiques techniques, les logiques d'organisation du travail et les logiques sociales. Abordant l'importante question de la méthodologie, Gracia Dorel-Ferré affirme que :

« Le patrimoine industriel est un champ de la connaissance historique dont les méthodes associent la prise en compte du bâti, le milieu géographique et humain, les processus techniques de la production, les conditions de travail, les savoir-faire et les rapports sociaux, les expressions culturelles, etc. Il s'agit par conséquent d'une démarche pluridisciplinaire, qui conduit à une perception globale d'une réalité à un moment donné, dans un espace donné, et dans un contexte précis».

C'est ainsi qu'à travers les vestiges du patrimoine industriel, l'historien cherche avant tout à valoriser l'histoire de toutes les avancées techniques majeures notamment en matière d'énergie mais aussi l'histoire du travail industriel, ce qui l'oblige à avoir du patrimoine industriel, une vision globale qui en saisisse tous les éléments : bâtiments, machines, savoir-faire, produits etc. Et les traces laissées au fil du temps ne sont pas que matérielles ; elles sont inscrites dans les corps et dans les têtes des individus comme ce fut le cas de l'usine Bata. Le potentiel de ce patrimoine au niveau de l'imaginaire est vraiment énorme, mais il offre une double facette.

D'un côté, il se présente sous la forme d'un trésor des souvenirs personnels, immatériel (pour un ouvrier) ou collectifs (un quartier, une ville, des bâtiments, et des machines), utilisé pour approcher les visiteurs avec son passé. De l'autre côté, il peut rendre possible un certain recul par rapport à notre perception du passé, la possibilité de réinterprétation des événements qui ont marqué la vie avec une image plus ample et plus objective.

Dans la réflexion contemporaine sur le patrimoine, " on en est venu à la notion de patrimoine immatériel, ensemble des traits spirituels, matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social " et qui " au-delà des arts et des lettres " englobe les modes

¹Belhoste (J.F.) « Apport de l'archéologie industrielle à l'histoire des techniques », dans Robert Belot, Michel Cotte, Pierre Lamard (Dir), La technologie au risque de l'histoire, Belfort-Paris, UTBM-BERG international Editeurs, 2000, p.272.

*de vie, les droits fondamentaux des êtres humains, les systèmes de valeur, les traditions et les croyances*² ". Ces sites représentent l'expression d'une culture technique, économique, sociale, ils en sont une compilation d'histoires, au travers des traces, une sorte de parchemin de la mémoire, d'où une étude nécessaire pour faire leur promotion et ainsi perpétuer ces lieux de mémoires.

A défaut d'en dresser l'inventaire exhaustif, nous préciserons les objectifs assignés à leur valorisation. Au-delà, c'est la reconnaissance de l'entreprise comme espace public qui est de nouveau mise en question. La conjonction de l'économique et du culturel confère à l'appareil productif une sociabilité nouvelle. Reste à savoir comment, entre visibilité et transparence, peut s'opérer la rencontre du capital et du social, de l'expert et du profane. Le mot patrimoine "s'applique à des secteurs de plus en plus nombreux, du plus classique et du plus sélectif au plus vernaculaire et au plus immatériel (...) depuis le «patrimoine architectural » en 1973 et le «patrimoine monumental» en 1974, jusqu'au patrimoine archéologique, au patrimoine industriel et au patrimoine régional, en 1976³. Nous pouvons dire d'après les éléments développés ci-dessus que le patrimoine industriel constitue un atout vraiment favorable pour les pays en voie de développement. Cependant, faudrait que ces pays soient conscients de cette richesse. Le patrimoine, ce ne sont pas seulement de vieilles usines comme Bata, les vieux bâtiments, mais ce sont surtout les mémoires des personnes qui ont eu à travailler dans ces différents lieux. Nous lançons un invite à regarder autour de nous, à observer aussi bien les rues des villes et villages, des chemins, des champs, des lieux ou des zones laissées en friches. Le patrimoine est progressivement entendu, non plus comme un bien réductible à un individu, mais comme signe de reconnaissance d'une communauté toute entière, susceptible d'en partager l'intérêt, par delà, leur identité. Par ailleurs, la notion de patrimoine n'est plus seulement circonscrite aux biens reconnus pour leur valeur esthétique ou monumentale. Elle recouvre également d'autres témoignages, matériels ou immatériels. L'élargissement du patrimoine aux formes les plus vernaculaires d'une communauté indique combien celle-ci est prompte à reconnaître une valeur à toute chose qui pourra apporter un plus à une communauté.

² (Voir " Le courrier de l'UNESCO, le patrimoine mondial, état des lieux ", septembre 1997).

³(<http://sites.uclouvain.be/rec/index.php/rec/article/viewFile/1311/1161>)

Vous noterez aisément que nous n'avons pas beaucoup abordé la question des machines. En effet, il se trouve que la tannerie continue à fonctionner toujours, ce qui pour l'instant sauve ce qui reste et l'épargne d'un abandon. L'autre partie aussi est utilisée par le CCBM, qui l'a reconvertit en usine de montage de voiture, d'où l'intérêt même de notre recherche.

Un autre fait non moins important est que l'usine Bata dépend de la commune de Rufisque. Alors que la loi 96.07 du 22 mars 1996 rappelle aussi le principe de complémentarité entre l'Etat et les collectivités locales en considérant que la région, la commune et la communauté rurale « *concourent avec l'État à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, éducatif, social, sanitaire, culturel et scientifique ainsi qu'à la protection et à la mise en valeur de l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie* ». A ce titre, la région est compétente « pour promouvoir le développement économique, éducatif, social, sanitaire, culturel et scientifique » afin de « réaliser les plans régionaux de développement et organiser l'aménagement de son territoire dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des communes et des communautés rurales ».

Bata n'échappe pas à cette règle. Ainsi pour la culture, dans le chapitre V. de la loi 96.07, il est prévu : la surveillance et suivi de l'état de conservation des sites et monuments historiques, l'organisation de journées culturelles, de manifestations culturelles et traditionnelles et de concours littéraires et artistiques; la création et gestion d'orchestres, d'ensembles lyriques traditionnels, de corps de ballet et de troupes de théâtre; la création et gestion de centres socioculturels et de bibliothèques de lecture publique. La participation à la découverte des vestiges préhistoriques ou historiques; promotion, épanouissement et développement des activités culturelles. L'usine Bata par chance a été sauvegardée et ainsi elle a pu échapper à une destruction comme c'est souvent le cas.

Nous pouvons penser que les raisons de la destruction peuvent résider d'abord dans le foncier (surface à reconquérir) ; mais elles résident aussi dans le besoin éprouvé par le patronat de détruire l'image traditionnelle de l'entreprise ; de constituer une image mentale plus abstraite, de tourner la page et construire une représentation mentale conforme aux exigences nouvelles de la globalisation.

Nous pouvons dire aujourd'hui, le patrimoine est devenu un enjeu très important de la vie contemporaine, il possède un fort pouvoir de mobilisation sociale. En effet, des projets et programmes sont mis en œuvre par les Etats afin de le conserver, le mettre en valeur et susciter son attrait touristique : aménagement et restauration de sites, édification de musées pour raconter le passé sans oublier l'organisation de manifestations destinées à revisiter le patrimoine culturel immatériel. Toutes ces initiatives montrant l'utilité du patrimoine, permettent de souligner que ce dernier remplit plusieurs fonctions sociales parmi lesquelles il y a l'affirmation d'une identité, une fonction éducative, une fonction de connaissance et de découverte à travers bien entendu le tourisme culturel.

Cette approche repose sur l'hypothèse d'un investissement symbolique de la technique, par les producteurs de techniques y compris les plus sophistiquées. La notion de valeur est une donnée fondamentale dans la compréhension, l'approche et même la vision que nous avons du patrimoine, pour qu'un bien soit considéré comme patrimoine, il faut qu'il s'insère dans une catégorie de valeurs : historique, éducative, identitaire, architecturale, touristique, sociale, culturelle. La méthode d'approche repose d'abord sur l'étude des textes techniques et de toutes les formes de discours qui les entoure. Elle se double d'une confrontation pluridisciplinaire, en particulier avec les ethnologues du travail et les collègues spécialisés en archéologie industrielle⁴. Plus récemment, on voit de nouveaux champs patrimoniaux s'ouvrir : le patrimoine industriel technique et scientifique, le patrimoine moderne. La volonté de conserver les savoirs- faire et de prendre en considération la valeur immatérielle du patrimoine sont aussi les témoins de cet élargissement de la notion de patrimoine.

Par ailleurs, dans cette perspective, la question du patrimoine d'origine industrielle en tant que bien chargé d'histoire, doit être intégrée dans la problématique de la question de l'héritage du passé du continent africain. La spécificité de ce type de patrimoine lié à sa charge symbolique en ce sens qu'il porte les réminiscences des relations entre les puissances colonisatrices et les anciennes colonies, pose la problématique de l'appropriation de cet héritage par les populations africaines. Ce patrimoine a été pendant longtemps considéré comme « un élément étranger »⁵.

⁴A F Garçon, Techniques et innovation : acteurs, idées, territoires, XVIII – XX siècles.

⁵FAYE, Amadou, L'arachide au Sénégal : de l'histoire au patrimoine, Master Erasmus Mundus, Université Paris

1 Panthéon Sorbonne, 2008

Nous pensons qu'il est temps de créer un musée de l'industrie au Sénégal au vu de ce qui a été développé plus en haut dans les autres chapitres. L'entretien que nous avons eu avec Abdoulaye CAMARA, chercheur à l'IFAN nous réconforte dans cette idée de faire des recherches supplémentaires pour ainsi faire connaître davantage le patrimoine industriel. L'origine du patrimoine industriel réside dans le fait qu'il est un sujet d'études, une question d'aménagement de l'espace et une revendication de la mémoire collective.

En effet, le patrimoine industriel a été une demande de mémoire qui s'est traduite par la naissance d'un important mouvement consumériste. Le combat pour sa défense devint une affaire de la société, et il se déroule tout d'abord dans des cercles d'amateurs. Ce qui est donc intéressant à noter dans la défense du patrimoine industriel, ce sont les initiatives civiques, des actions combinées de bonnes volontés (architectes, géographes, historiens, ingénieurs, urbanistes, artistes etc.) très conscientes de la valeur patrimoniale des sites industriels et tous, dans un combat citoyen et volontariste, essayent de sauver ce patrimoine de l'oubli et de l'abandon.

En conclusion, nous pouvons dire que *dans le processus de patrimonialisation, il ne s'agit plus de transformer les bâtiments singuliers de la ville mais penser à plusieurs parties de l'espace urbain, il faut créer la possibilité d'entreprendre le processus d'une nouvelle territorialisation et ouvrir un dialogue entre les partenaires. Les composantes stratégiques de l'héritage industriel doivent être intégrées dans le phénomène de la déterritorialisation. « La monumentalisation » de la mémoire industrielle est une approche qui doit être remise en cause et préconiser une démarche intégrée, il faut mettre en place des pratiques qui soient socialement partagées, élaborer des stratégies efficaces et durables*⁶.

Talking about industrial heritage necessarily talking about companies or industries. Nevertheless, in the business, cultural manifests what we did not see before. The term industrial heritage has little more than twenty years. It evokes the plant, machinery, working memory, corporate culture, expertise, hard work. We propose to use a concept close enough to the economic issue and the cultural field to be more relevant in our search (the property). This requires, first, back to the definition of this concept and to identify specific shapes applied to the company. The more tangible to more intangible, from the oldest to the most

⁶ Fontana (G.L.), Patrimoine et développement local, séminaire S3, Master TPTI, 2009.

contemporary, heritage covers a contrasting and unequally shared signs historic aesthetic, technical, industrial monuments together ... as our case study offer an abundance of meanings for the company that built them.

These meanings are rather the intangible nature, and they form part of the collective or social history. The common opinion is that heritage should be preserved as a type of legate that is transmitted to the generations that come in, but we must ask how this industrial complex can serve us in the case of our research.

From the 1970s, Western Europe was the era of deindustrialisation, a period that saw the demise of the industrial activity of entire regions, especially those who had long been the symbol of modernity: the mining and metallurgical regions . This has led to a social movement in defense of this heritage for the first time, we are interested in this heritage. Thus, factories as well as mining, are presented as a legacy to preserve. In defense of industrial heritage, the multidisciplinary approach was adopted."This approach explains the intimacy forged between industrial archeology and general history links. The economic and social history establishes a general framework for the study of industrial development, especially cycles and terms of investment and changes in working conditions. The history of architecture and the major infrastructure are also concerned. Finally, the history of technology, and thereby that of the sciences, is of course also put to contribution. "

To understand the industrial heritage, it is important to approach it from three main angles: these technical logic, logical organization of work and finally the social logic. Addressing the important issue of methodology, Gracia Dorel-Ferré says:"The industrial heritage is a field of historical knowledge whose methods combine the consideration of the structure, geographical and human environment, the technical process of production, working conditions, know-how and social relationships, cultural expressions, etc. It is therefore a multidisciplinary approach, which leads to an overall perception of a reality at some point in a given space, and in a specific context. "

Thus that through the remnants of industrial heritage, the historian seeks above all to promote the history of all the major technical advances particularly in the energy sector but also the history of industrial work, which the requires them to have the industrial heritage, a global vision that can grasp all the elements: buildings, machinery, know-how, products etc.And

*_*_*_*_*_*_

traces over time that are not material; they are listed in the bodies and minds of individuals as was the case of Bata factory. The potential of this heritage at the imaginary is really huge, but it offers a double facet. On one hand, it comes in the form of a treasure of personal memories, intangible (a worker) or collective (a neighborhood, city, buildings, and machines) used to approach visitors with its past. On the other hand, it may make possible a step back from our perception of the past, the possibility of reinterpretation of events in life with a broader and more objective picture. In contemporary reflection on heritage, "it came to the concept of intangible heritage, all spiritual, material, intellectual and emotional features of society or a social group" and "beyond the arts and letters "embraces lifestyles, the fundamental rights of human beings, value systems, traditions and beliefs." ((see "Mail UNESCO World Heritage, inventory", September 1997). These sites represent the expression of an economic, social, technical culture, they are a compilation of stories, through the traces, a type of memory scroll, resulting in a need to promote their study and so perpetrate these memorials.

Failing to draw up an exhaustive list, we will identify the objectives for recovery. Beyond that, it is the recognition of the company as a public space which is again questioned. The combination of economic and cultural production system gives the new sociability. The question is how, between visibility and transparency, can meet the operating capital and social, of the expert and the layman. The word heritage "refers to areas more and more, from classic and more selective at the vernacular and the more intangible (...) from the" architectural heritage "in 1973 and" monumental heritage ' 1974 to the archaeological heritage, industrial heritage and regional heritage in 1976.

We can tell from the elements described above as industrial heritage is a really positive asset for developing countries. However, these countries should be aware of this wealth. Heritage, it is not only old factories like Bata, old buildings, but it is mostly the memories of people who had to work in these places. We make an invitation to look around us to observe both the streets of towns and villages, roads, fields, places or left fallow areas. Heritage is gradually understood, not as a property reducible to an individual, but as a sign of recognition of a whole community, likely to share interests, beyond their identity. Moreover, the notion of heritage is no longer just confined to property recognized for their aesthetic value or monumental. It also covers other evidence, tangible or intangible. The expansion of the

heritage of the most vernacular forms a community indicates how it is quick to recognize a value to anything that can add value to a community.

You will easily notice that I did not say much about the machines, it turns out that tanning continues to run forever, which for now save what is left and savings of abandonment. The other part is also used by the BCCM, who converts to an assembly plant car, hence the same interest in my research. Another equally important fact is that the plant depends on the Bata town of Rufisque. While 96.07 Law of 22 March 1996 also refers to the principle of complementarity between the state and local communities whereas the region, the town and the rural community "compete with the state administration and management planning, economic development, educational, social, health, cultural and scientific as well as the protection and enhancement of the environment and improvement of the living environment.

As such, the region is competent "to promote the economic, educational, social, health, cultural and scientific" to "achieve regional development plans and organize the development of its territory in accordance with integrity, autonomy and powers of municipalities and rural communities. Bata is no exception to this rule. And for culture in the V. of Chapter 96.07 Act, it is provided: surveillance and monitoring the state of conservation of historic sites and monuments, organizing cultural days, cultural and traditional events and competitions literary and artistic works; the creation and management of orchestras, traditional opera ensembles, ballet and theater; the creation and management of community centers and public libraries.

Participation in the discovery of prehistoric or historic remains; promotion, growth and development of cultural activities. The Bata factory luckily was saved and so she was able to escape destruction as is often the case. We may think that the reasons for the destruction may reside first in the land (surface to reclaim); but also resided in experienced by employers need to destroy the traditional image of the company; to form a more abstract mental image, to turn the page and build a mental representation meets the new demands of globalization. Today we can say, heritage has become a very important issue of contemporary life, it has a strong power of social mobilization. Indeed, projects and programs are implemented by the states in order to preserve it, enhance it and create a tourist attraction: management and site remediation, building museums to tell the past without forgetting the events intended to revisit the Intangible Cultural Heritage. All these initiatives showing the utility of wealth, serve to emphasize that it fulfills many social functions among which there is the assertion of an

identity, an educational function, a function of knowledge and discovery through tourism course cultural.

This approach assumes a symbolic investment of the art, the producers of techniques, including more sophisticated. The notion of value is a fundamental in understanding the approach and the same vision we have the assets, for property to be considered as heritage, it is necessary that it fits into a category of values: historical, educational, identity, architectural, tourist, social, cultural. The method of approach is based primarily on the study of technical texts and all forms of discourse that surrounds them. It doubles as a multidisciplinary confrontation, particularly anthropologist's work and specialized industrial archeology colleagues. More recently, we see new heritage open fields: technical and scientific industrial heritage, modern heritage. The desire to keep saviors- make and take into account the intangible heritage are also witnesses of this expansion of the concept of heritage. Moreover, from this perspective, the question of industrial origin heritage as well steeped in history, to be incorporated into the issue of the question of the historical legacy of the African continent. The specificity of this type of heritage linked to its symbolic in that it carries the memories of the relationship between the colonial powers and their former colonies raises the issue of the appropriation of this heritage by African populations. This heritage has long been considered a "foreign element". We can also say that it is time to create a museum of industry in Senegal in view of what has been developed over the top in the other chapters. The conversation we had with Abdoulaye Camara, researchers IFAN also comforted us on our idea of doing more research and do more for the industrial heritage known. The origin of the industrial heritage is the fact that he is a subject of study, an issue of spatial planning and a claim of collective memory. Indeed, the industrial heritage has been a memory request that resulted in the birth of a major consumer movement. The fight for his defense became a matter of society, and it takes place first of all in amateur circles.

What is interesting to note in defense of industrial heritage, it is the civic initiatives, combined actions of goodwill (architects, geographers, historians, engineers, planners, artists etc) very aware of the heritage value of industrial sites and all in a proactive citizen and fight, trying to save this heritage from oblivion and neglect?

Conclusion :

Au terme de notre étude, nous pouvons dire que le patrimoine de l'industrie ne pourra s'intégrer véritablement à notre fond culturel, que si, au-delà d'une adhésion de la sensibilité à l'originalité des formes architecturales, monumentales ou à la séduction de certains matériaux et de leurs combinaisons, ceux qui souhaitent le protéger et le faire vivre adhèrent également aux valeurs qui tentent de s'exprimer encore à travers les apparences figées ou les réinterprétations. Ces valeurs sont celles du progrès technique, social et économique, du travail, de l'entreprise, valeurs fortement positives mais insuffisamment honorées et parfois niées par ceux-là mêmes qui les ont élaborées dans la vie quotidienne des ateliers ou dans les paroxysmes d'une lutte de classes dont l'instrument de travail a été l'enjeu.

Nous nous sommes efforcés tout au long de ce travail à faire ressortir le caractère historique puis patrimonial de la production industrielle au Sénégal. L'histoire économique du Sénégal a montré que le processus d'industrialisation intimement liée à la présence française dans le pays et ce depuis des siècles. Sa qualité de capitale de l'Afrique Occidentale Française lui a permis de bénéficier déjà de l'installation de plusieurs industries et fabriques, privilèges à l'époque pour une colonie africaine. Le pacte colonial ne permettait pas le développement d'industries dignes de ce nom. Leur existence était juste dictée par les besoins de la métropole, d'où l'émergence d'industries de bien de consommation et de transformation de certains produits. *Le continent africain n'a pas attendu la colonisation pour être intégré à ce que Fernand Braudel appelle les « économies-monde », une mondialisation avant l'heure. La colonisation a accéléré des synergies existantes.*

L'analyse de la typologie du patrimoine culturel au Sénégal permet de constater qu'une composante non négligeable de celle-ci relève du patrimoine industriel. Malheureusement la terminologie « patrimoine industriel » n'est même pas utilisée pour faire ressortir le caractère industriel de ce type de patrimoine. En plus, force est de constater qu'il n'existe pas encore une politique de protection spécifique du patrimoine industriel dans notre pays. Malgré la richesse du patrimoine culturel Sénégalais, l'on constate que dans la nomenclature, l'héritage né de la production industrielle est un patrimoine oublié. Au-delà de cette situation, c'est toute la problématique de la protection et la sauvegarde du patrimoine industriel dans notre pays qui est posée.

Or, dans un contexte où la notion de patrimoine est élargie à des composantes très diverses, il est important, en tenant compte de cette évolution, de spécifier le caractère industriel de certains biens culturels figurant dans les classements officiels de notre patrimoine.

Nous pensons que les politiques culturelles mises en œuvre dans nos pays doivent prendre en compte le caractère évolutif de la notion de patrimoine et de ses transformations dans les sociétés contemporaines. En effet, la période d'industrialisation du Sénégal nous a légué un patrimoine qu'il est important de mieux connaître et conserver. Ce patrimoine est constitué : d'archives écrites ou iconographiques, d'objets, de machines et d'outils, de bâtiments, de sites, de paysages, de technologies, de savoir-faire. L'histoire des entreprises et l'histoire ouvrière en sont des témoins essentiels.

Il s'agit donc d'un patrimoine global dans le sens qu'il ne se limite pas à une forme ou à un support. Nous pensons qu'il est plus important de se donner les moyens de conserver ses traces, de les documenter, de les archiver. Il faut articuler ce patrimoine avec les autres catégories mises en valeur dans le pays. A cet égard, nous sommes partie prenante d'une « vision totalisante » du patrimoine qui évite de faire tomber dans l'oubli certains héritages patrimoniaux.

Enfin, ce patrimoine donne encore lieu à la collecte de témoignages oraux, qui, utilisés avec précaution, peuvent contribuer à une prise de conscience de phénomènes révolus. Il faut rappeler que la société Africaine était par essence orale, d'où le rôle très important joué par les griots.

Conserver ce patrimoine implique en premier lieu d'avoir conscience de sa valeur, de son importance et de souhaiter sa permanence pour ne pas dire sa continuité. En ce qui concerne le patrimoine industriel, il nous a été décrit comme quelque chose d'abandonné, de mort, de vilain, que l'architecture industrielle et les produits de l'industrie n'avaient rien à voir avec l'art. Or, ce patrimoine nous renseigne sur beaucoup de choses aussi bien au niveau de l'architecture, du paysage, des techniques et des hommes. Il faut considérer que cet héritage moins noble pouvait faire aussi patrimoine.

Conclusion:

At the end of our study, we can say that the heritage of the industry can not truly part of our cultural background, that if, in addition to membership of the sensitivity to the uniqueness of architectural forms, monumental or the seduction of certain materials and their combinations, those who want to protect it and make it live also adhere to the values that attempt to speak again through the frozen appearances or reinterpretations. These values are those of technical progress, social and economic, labor, business, strongly positive but insufficiently honored, and sometimes denied by the same people that developed in daily life or workshops in paroxysms values a class struggle that the working instrument was at stake.

We have tried throughout this work to bring out the history and heritage of industrial production in Senegal. The economic history of Senegal has shown that the industrialization process closely linked to the French presence in the country and have been for centuries. As the capital of French West Africa has already allowed it to benefit from the installation of several industries and factories, privileges at the time for an African colony. The colonial pact did not allow the development of industries worthy of the name. Their existence was just dictated by the needs of the metropolis, where the emergence of consumer good industries and processing of certain products. The African continent has not waited for the settlement to be built in what Fernand Braudel called "world economies" globalization early. Accelerated colonization of existing synergies. The analysis of the typology of cultural heritage in Senegal shows that a significant part of it falls within the industrial heritage. Unfortunately the terminology "industrial heritage" is not even used to highlight the industrial nature of this type of heritage. In addition, it is clear he does not yet have a policy specific protection of industrial heritage in our country. Despite the rich cultural heritage Senegalese, one finds that in the nomenclature, the legacy born of industrial production is a forgotten heritage. Beyond this, it is the whole issue of protection and preservation of industrial heritage in our country that is asked. But in a context where the concept of heritage has been extended to a variety of components, it is important, in light of this development, to specify the industrial nature of certain cultural property listed in the official classification of our heritage. We believe that cultural policies implemented in our country must take into account the evolving nature of the concept of heritage and its transformations in contemporary societies. Indeed, the period of industrialization in Senegal has left us a heritage which is important to better understand and

*_*_*_*_*_*_*

maintain. This portfolio comprises: written or graphic archives, objects, machinery and tools, buildings, sites, landscapes, technology, know-how. Business history and labor history are key witnesses. So this is a global heritage in the sense that it is not limited to one form or support. We believe it is more important to find ways to keep his footsteps, document, archive. We need to link this heritage with the other categories highlighted in the country. In this regard, we are part of a "totalizing vision" Heritage avoiding dropping into oblivion certain economic legacies.

*_*_*_*_*_*_

ANNEXES

FICHE D'ENQUETE

Projet de valorisation du patrimoine industriel de la ville de Rufisque, sauvegarde et transmission : quel impact sur le développement local ? le cas de l'ex usine Bata

Nom et prénom (s) :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

Tél :

E-mail :

Profession (lorsque vous étiez en activité) :

Que représente pour vous l'usine Bata ?

Dans quel service étiez- vous ?

Titre / poste occupée :

Rythme de travail : Embauché ou journalier ?

Nombre d'heure de travail par jour ?

Niveau d'étude ou Formation obtenue ?

Comment on vous recruté dans l'usine ?

Aviez vous des parents qui travaillent dans l'usine ?

Bénéficiez- vous d'une couverture sociale ?

Connaissez- vous la date de fermeture de l'usine ?

Qu'est ce que ça vous a fait ?

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

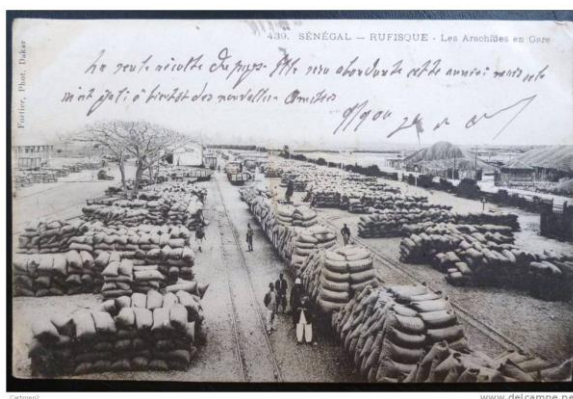
*_*_*_*_*_*_



Ansichtskartenpool

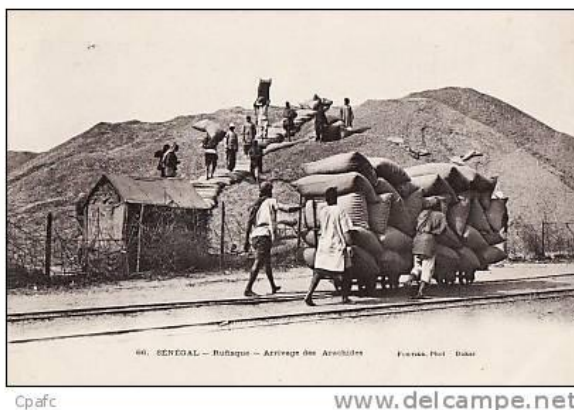
www.delcampe.net

Ancienne huilerie de la ville de Rufisque image prise sur le site www.delcampe.net



Carte postale, l'arachide qui est déchargé à côté des rails à Rufisque

image prise sur le site de la ville de Rufisque



Les stocks de l'arachide, sur les moyens de communications vétustes

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_

image prise sur le site www.delcampe.net



Entrepôt de montage de moteur à l'usine CCBM ex usine Bata image google



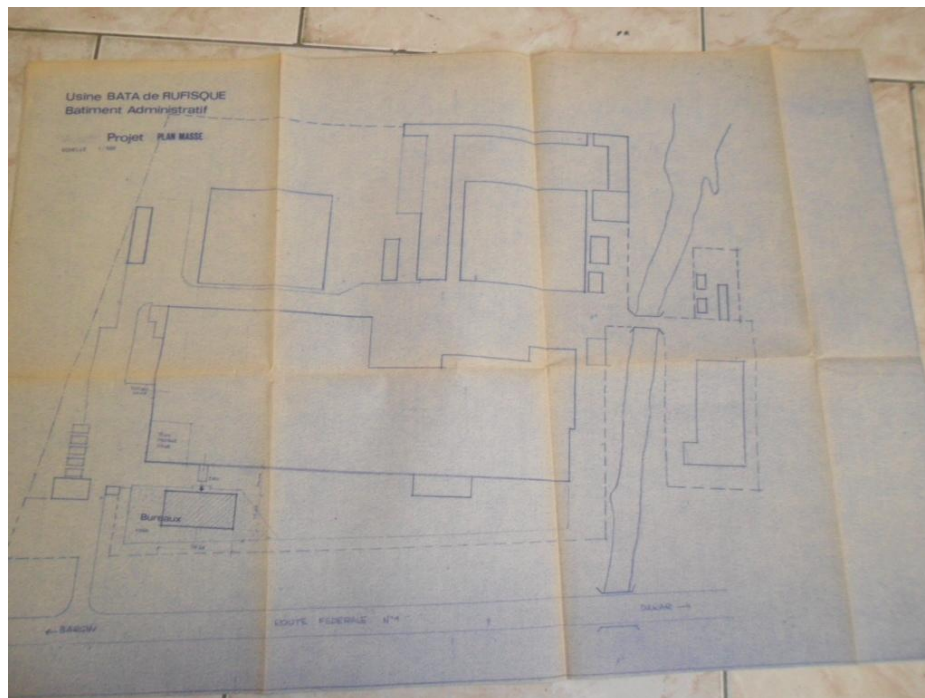
Voiture en cours de montage dans les entrepôts du CCBM image google

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_



Voiture déjà monté dans les entrepôts du CCBM image google



Plan de l'usine Bata image prise par Abdoulaye GAYE

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

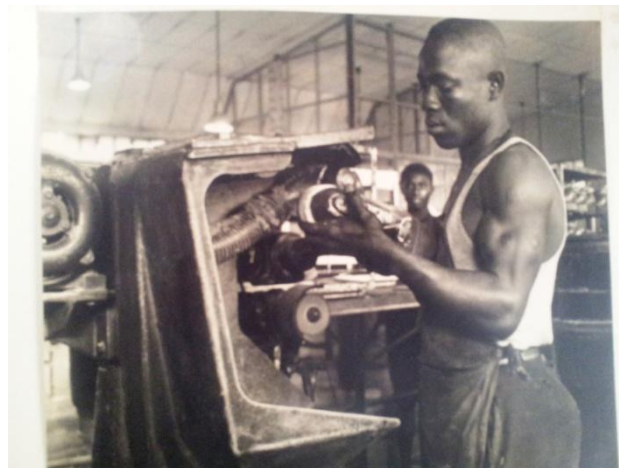
*_*_*_*_*_*_



La gare de Rufisque, même architecture depuis sa création, image Abdoulaye GAYE



Salle de montage usine Bata, image pris par Kollar, François, 1951



Salle des machines, usine Bata, image pris par Kollar, François, 1951

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*_



Salle de préparation de la colle, usine Bata, image pris par Kollar, François, 1951



Ancien entrepôt de la ville de Rufisque, devenu atelier de mécanique, image Abdoulaye GAYE

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_



Ancien bâtiment colonial, devenu siège de la Fondation Sococim, image Abdoulaye GAYE



Ancien bâtiment colonial, devenu Maison d'Arrêt et de Correction pour femme à Rufisque,
image Abdoulaye GAYE

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*_



Ancien bâtiment colonial, devenu siège de la Mairie de Rufisque Est

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_



Témoignage du passé colonial de la ville de Rufisque, le nom de la Rue : Rue Calvert

Fiche patrimoine culturel immobilier

* Rubrique obligatoire

^{TC} Rubrique du tronc commun

1. IDENTIFICATION* ^{TC}



Numéro d'inventaire* ^{TC} Nom(s) du bien* ^{TC}

Communauté(s) concernée(s) ^{TC}

2. LOCALISATION ADMINISTRATIVE* ^{TC}

Suivant le découpage administratif du pays

(Région, Cercle, Commune, Village)

3. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE* ^{TC}

Suivant les préconisations des cartographes

3.1. Longitude

3.2. Latitude

4. DESCRIPTION

4.1. Commentaire historique et descriptif (*texte*)

4.2. Composante(s) ou partie(s) constituante(s) du bien

4.3. Dimensions

4.3.1. Limites cardinales

4.3.2. Superficie

4.4. Matériaux et techniques de construction

4.5. Datations du bien*

Date(s)*

Justification(s) de la date*

5. INTERPRETATION* ^{TC}

*_*_*_*_*_*_*

5.1. Interprétation fonctionnelle du bien (*Thesaurus*)

5.1.1. Fonction(s) originelle(s) du bien* ^{TC}

5.1.2. Fonction(s) actuelle(s) du bien

5.1.3. Catégorie(s) du bien* ^{TC}

5.2. Valeur(s) du bien (*historique, scientifique, socioculturelle.....*)

6. PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES LIEES AU BIEN

6.1. Nom(s)

6.2. Rôle(s)

7. STATUT (régime de propriété)

7.1. Bien public,

7.2. Bien privé,

7.3. Bien universel

8. PROTECTION JURIDIQUE

8.1. Actes juridiques de protection

8.2. Droit coutumier

9. GESTION

9.1. Structure de gestion,

9.2. Contact

9.3. Adresse

10. ETAT DE CONSERVATION

11. SOURCES D'INFORMATION

11.1. Personnes ressources

11.2. Bibliographie

11.3. Discographie

11.4. Documentation audiovisuelle

11.5. Archives

12. RENVOI A D'AUTRES FICHES* ^{TC}

Fiche(s) patrimoine culturel immobilier

Fiche(s) patrimoine culturel immatériel

Fiche(s) trésor humain vivant

13. RENVOI A LA DOCUMENTATION* ^{TC}

13.1. Cliché(s)

13.2. Carte(s)

13.3. Autre média/documents

14. ENQUETE et ENQUETEURS* ^{TC}

14.1. Prénoms et Nom

14.2. Qualité

14.3. Date de l'enquête

14.4. Type d'inventaire (Topographique, thématique)

14.5. Niveau d'inventaire (recensement, étude approfondie/recherche)

15. OBSERVATIONS

15.1. Potentiel d'exploitation du site

15.2. Travaux ou actions d'urgence à signaler

15.3. Suggestions pour une prise de décision, etc.

15.4. Retour éventuel sur le terrain

16. SIGNATURE

Fiche patrimoine culturel immatériel

* Rubrique obligatoire

^{TC} Rubrique du tronc commun

1. Identification de l'élément* ^{TC}

1.1 Numéro d'inventaire* ^{TC}

1.2 Nom de l'élément, tel qu'il est employé par la communauté ou le groupe concerné* ^{TC}

1.3 Titre donnant le maximum d'information (y compris l'indication du ou des domaines

1.4. Communauté(s) concernée(s) ^{TC}

1.5. Langue(s), registre(s), niveau(x) de discours

2. Localisation administrative* ^{TC}

Suivant le découpage administratif du pays (Région, Cercle, Commune, village)

3. Localisation géographique* ^{TC}

Suivant les préconisations des cartographes (latitude, longitude)

4 Description succincte (texte)

(histoire, règle, acteur, période/périodicité, déroulement, fonctions/utilités) :

5. Caractéristiques de l'élément

5. 1. Eléments matériels associés : (outil, instrument, tissu, cordes, objet rituel, éléments végétaux et animaux, etc.)

5. 2. Lieux où se manifeste l'élément (édifice, place, espaces sacrés)

5.3. Composantes immatérielles de l'élément :

5.3.1. Savoirs et savoir-faire, savoirs ésotériques

5.3.2. Rituels et cérémonies

5.3.3. Composante artistique (musique, danse, discours, etc.)

5.3.4. Résultats attendus, (exaucer un vœu, guérison, réjouissance collective, réussite et protection)

5.4 Formes d'organisation collective (répartition des rôles, organisation des travaux champêtres, d'une pêche, d'une cérémonie, d'une chasse, etc.) texte libre :

6. PERSONNES ET INSTITUTIONS CONCERNEES PAR L' ELEMENT

6.1 Acteur (s) principal (aux) (Chef coutumier, Chef de la confrérie, griots, danseur, musicien, artisan, ancêtre, maître du rituel, chasseur, etc.)

6.2 Participants (classe d'âge, initiés, villageois, public large)

6.3. Personnes exclues de l'élément : (non-initiés, femmes, enfants, étrangers, groupes socioprofessionnels)

6.4. Groupes existants relatifs à l'élément : (associations, ONG, collectivités villageoises, etc.)

7. État de l'élément : viabilité

7.1 Actualité de l'élément

7.1.1. Tradition abandonnée

7.1.2. Tradition en voie de disparition

7.1.3. Tradition vivante

7.2. Rapport à l'élément

7.2.1 Désir de conservation de l'élément

7.2.2 Désir de valorisation culturelle et/ou touristique

7.2.3 Désir d'une meilleure organisation ou régulation

7.2.4 Désintérêt d'une partie de la population (laquelle ?)

7.2.5 Désintérêt général

8. Signification et intérêt de l'élément pour la population (texte libre)

9. Renvoi à d'autres fiches* ^{TC}

9.1. Fiche(s) patrimoine culturel immatériel

9.2. Fiche(s) patrimoine culturel immobilier

9.3. Fiche(s) trésor humain vivant

10. Renvoi à la documentation* ^{TC}

10.1. Cliché(s)

10.2. Carte(s)

10.3. Autre média/documents

*_*_*_*_*_*_*

Fiche trésor humain vivant ou détenteurs de savoirs et savoir-faire

* Rubrique obligatoire

^{TC} Rubrique du tronc commun

I – IDENTIFICATION * ^{TC}



1. Numéro d'inventaire
2. Nom
3. Prénom
4. Age
5. Lieu de Naissance
6. Langue d'expression

II – LOCALISATION

7 – Lieu de résidence ou d'activité

7.1. localisation administrative * ^{TC}

(Région, Cercle, Commune, Village)

7.2. localisation géographique* ^{TC}

(latitude, longitude)

III – LA PRATIQUE OU L'ACTIVITE

8 - Aire(s) culturelle(s).

9 – Dénomination de la pratique ou de l'activité * ^{TC}

(voir thesaurus patrimoine culturel immatériel)

10- Éléments matériels associés

10.1. mobilier(s) : nom(s) et fonction(s)

10.2. immobilier(s) : nom(s) et fonction(s)

10.3. éléments immatériels associés : nom(s) et fonction(s)

11 – Description de la pratique ou de l'activité

Texte

12 – Transmission de la pratique ou de l'activité

Texte

13 – Difficultés de pérennisation de la pratique ou de l'activité

Texte

IV - SOURCES D'INFORMATION

14. Personnes ressources

15. Bibliographie

16. Documentation audiovisuelle

V - Renvoi à d'autres fiches* ^{TC}

17. Fiche(s) patrimoine culturel immobilier

18. Fiche(s) patrimoine culturel immatériel

19. Fiche(s) trésor humain vivant

VI - Renvoi à la documentation* ^{TC}

20. Cliché(s)

Il est indispensable d'illustrer d'au moins une photographie de chaque personne on inclura également ici les clichés montrant l'activité ou la pratique, ainsi que le lieu de celle-ci et les éléments nécessaires à sa réalisation.

21. Carte(s)

22 Autre média/documents

VII - Enquête et enquêteurs * ^{TC}

23. Prénoms et Nom

24. Qualité

25. Date de l'enquête

26. Type d'inventaire (Topographique, thématique)

*_*_*_*_*_*_*

27. Niveau d'inventaire (recensement, étude approfondie/recherche)

Le présent inventaire est un recensement de type topographique.

VIII - Observations

28. Actions d'urgence à signaler

29. Suggestions pour une prise de décision, etc. (ex : sélection et proclamation comme trésor humain vivant)

30. Retour(s) éventuel(s) sur le terrain

IX - SIGNATURE

Fiche Village

* Rubrique obligatoire

^{TC} Rubrique du tronc commun

I – IDENTIFICATION * ^{TC}

0. Numéro d'inventaire

1. Nom du village

II – LOCALISATION

2. localisation administrative* ^{TC}

Suivant le découpage administratif du pays (Région, Cercle, Commune)

3. localisation cartographique* ^{TC}

Suivant les préconisations des cartographes, coordonnées prises par GPS

Points à relever : un point central pour le village (devant la mosquée) ou bien quatre points correspondants, plus ou moins, aux coordonnées nord-ouest, nord-est, sud-est et sud-ouest du village

4. Accès *(les dénombrer, les situer et les décrire, ex : au nord une piste depuis le village de ..., au sud une piste depuis la rive du fleuve, par pirogue sur le fleuve lors des crues, etc...)*

III - DESCRIPTION

5. Nombre d'habitants (estimation)

6. Ethnies * ^{TC}

(il serait très intéressant de pouvoir en estimer l'importance, ex : 80% de Peuhls, 20% de Bozos)

6.1. Dominante(s)

6.2. Autre(s)

7. Langue(s)

7.1. Principale(s)

7.2. Autre(s)

8. Religion(s)

(il serait très intéressant de pouvoir en estimer l'importance, ex : 95% musulmans, 10% chrétiens ou bien –seule une famille est chrétienne)

8.1 Dominante(s)

8.2. Autre(s)

9. Historique du village (*texte*)

10. Environnement physique du village (*texte, ex : au nord la mare, à l'ouest la colline, au sud le fleuve, à l'est les champs de riz*)

11. Disponibilité des ressources en eau (*les décrire, ex : un puits toujours disponible en eau, une mare en eau pendant 8 mois, etc...*)

12. Activités socioéconomiques principales (*les énumérer en les nommant et en donnant leur importance, ex : l'agriculture domine avec la culture du mil, le maraîchage est aussi très présent, quelques artisans : un forgeron , une potière, etc.*)

A titre de rappel, penser à l'agriculture (spécifier les productions), l'élevage (spécifier bœufs, moutons...), la pêche (professionnelle ou familiale, dans le fleuve ou ailleurs), les exploitations forestière, sablière, l'artisanat (énumérer et dénombrer).

13. Plan de répartition des éléments

A la notion de plan, le mieux serait de dresser un croquis de l'organisation villageoise qui pourrait présenter à la fois les éléments du village et les accès (voir question 4), mais un texte présentant les éléments présents dans le village en les énumérant et les décomptant est très important. Ex : le village possède 3 places publiques, un port sur le Bani, un puits sur une des places, une mosquée au bord du fleuve, un terrain de foot à côté de l'école au nord du village sur la piste allant à Djenné. Les familles Bozos habitent au bord du fleuve. Un bois sacré est situé à l'est du village, etc.

La liste suivante est donnée à titre de rappel et elle est à compléter en fonction du village : Ethnies, familles/concessions, place publique, mosquée, lieux et espaces sacrés, école, dispensaire, marché/foire, terrain de foot, cimetière, etc.

14. Organisation sociale

14.1. Association villageoise (*les énumérer en les nommant*)

14.2. Groupement professionnel (*les énumérer en les nommant*)

15. Renvoi à la documentation* ^{TC}

*_*_*_*_*_*_*_

15.1. Cliché(s)

Il est indispensable d'illustrer d'au moins une photographie chaque village, on inclura également ici les différentes vues générales et les clichés d'ambiance.

15.2. Carte(s)

15.3. Autre média/documents

16. Enquête et enquêteurs *^{TC}

16.1. Prénoms et Nom

16.2. Qualité

16.3. Date de l'enquête

16.4. Type d'inventaire (Topographique, thématique)

16.5. Niveau d'inventaire (recensement, étude approfondie/recherche)

Le présent inventaire est recensement de type topographique.

17. Observations

17.1. Potentiel d'exploitation du site

17.2. Retour(s) éventuel(s) sur le terrain^{TC}

18. Signature

VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE LA VILLE DE RUFISQUE, SAUVEGARDE ET TRANSMISSION : QUEL IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ? Le cas de l'ex usine Bata

*_*_*_*_*_*_*

PROJET TUTORET

Chapitre : Etude générale sur les Ports:

La deuxième partie de notre travail est consacré au projet tutorât. En effet, il s'agissait pour nous de faire un travail collectif de 10 pages, et ensuite un travail personnel d'une 20 aine de page. Cependant il faut noter que des imprévus, mais surtout des problèmes financiers m'ont contraint à retourner au Sénégal, ce qui a entravé un peu sur le travail de recherche concernant le projet.

Ce qui fait que le déplacement sur Marseille n'est pas effectué, au grand détriment des mes autres collègues. Ils sont eu la chance des faire des visites sur les ports industriels de Lisbonne avec le Professeur Barata, mais aussi le port de Marghéra avec le Professeur Zouconi.

Ceci dit, nous avons démarré le travail avec Charlotte MARLAND à la première année, puis avec Cyril MORLOU pendant la 2^{ième} année.

Le thème de notre recherche portait sur les ports industriels de Lisbonne, de Venise et de Marseille. Ainsi, les deux premières séances ont été dédiées aux choix des ports et à la mise en place d'un programme de recherches. En premier lieu, une liste des principaux ports classés par l'UNESCO a été dressée. A cette liste, un ensemble d'autres ports à fort intérêt historique ainsi que commercial ont été ajouté afin de braser différent espace géographique et culturel.

Villes et ports connaissent des évolutions importantes qui sont concomitantes, pour partie convergentes mais parfois concurrentielles. Ainsi la désaffectation des anciens bassins permet de reconstituer un contact urbain avec le littoral, la tertiairisation portuaire et le retour des passagers rapprochent les services maritimes de ceux de la cité. Toutefois, le short shipping peut avoir besoin de darses aujourd'hui obsolètes et l'on doit s'interroger sur le sens d'opérations fortement fondées sur les loisirs. Au cours des cinquante dernières années, on a pu observer plusieurs types de modèles de recomposition : la reconstruction, le renouvellement du centre ville tel qu'illustré par Baltimore, le business city correspondant aux Docklands de Londres, la sensibilité écologique et paysagère de Montréal et enfin un modèle peut-être plus intégrateur avec Euroméditerranée à Marseille.

*_*_*_*_*_*_*



Carte postale du port de Marseille, la Joliette



terminale à conteneur Port Marseille

Voici la liste ainsi que les éléments historiques recueillis par chacun sur ces ports.

1 Port de Marseille

Il fait partie des monuments classés au patrimoine mondial de l'UNESCO. Il est inscrit avec l'intégralité des rades. Le Port de Marseille, géographiquement, comprend trois parties :

A/Le Port Vieux ; la calanque originelle, le seul bassin avant 1844,

B/ Le port artificiel du xrx siècle; les bassins de la Joliette rénovés récemment), du Lazaret et d'Arenc (Entrepôts et (rare d'Arenc), le National Docks), de la (tare Maritim (avec les formes de radoub), le bassin de la Pinède et les môles obliques) ; les Wilson (de structure moderne, avec bassins en construction du Nord (Mirabeau) et du Sud (Pharo)

C/Le nouveau port naturel du xxe siècle : l'étang de Berre et le cbenal de Caronte, annexés depuis 1919, et considérablement développés aujourd'hui. C'est là un ensemble très vaste : quelques 260 ha pour le port de Marseille proprement dit, dont plus de 180 utilisables pour les opérations commerciales, 20 km de quais dont 18 utilisables ; quelques 6.000 ha à plus de 8 m. de profondeur pour l'étang de Berre. D'importants travaux en ont modifié l'aspect, ces dernières années.

2 La « Baixa » de Lisbonne

Il ne s'agit pas spécifiquement de la zone portuaire de la ville, mais des abords du port aujourd'hui réaménagée. Cette partie de la ville donne sur la mer qui est classé patrimoine mondiale.

La « baixa » est la zone où se situent surtout les commerces et les allées piétonne. Toutefois, le port de Lisbonne est en lien directe avec cet espace historique, car c'est sur ce lieu que les premiers bateaux portugais débarquaient comme en témoigne une iconographie nombreuse.

Le port de Lisbonne actuel, quant à lui, fait près de 32 kilomètre et est reconnu comme l'un des principaux ports touristiques de l'Europe. Il s'agit aussi d'un port particulièrement connu pour son souci d'observer les normes environnementales en cours. Il est connu pour être l'un des ports les plus respectueux de l'environnement. Il possède deux zones de terminales situées au niveau du centre historique : Alcântara et Santa Apolónia.

Une nouvelle infrastructure à vue le jour afin de répondre à la nouvelle demande des bateaux de croisière : le « cais do tabaco ». Le nom de ce lieu aurait – il un lien avec une activité industrielle qui aurait eu lieu précédemment ?

3 Port d'esclave de Loango au Congo

Ce port est probablement en dehors de notre thème puisque nous étudions des ports industriels. Toutefois, ce port étant classé par l'UNESCO, il est intéressant de le connaître ne serais – ce pour des questions de culture générale. Il s'agit d'un port où embarquaient les esclaves avant de partir pour l'Amérique. Il s'agit surtout aujourd'hui de préserver le site qui est une cimetière historique datant du 19e et qui risque de disparaître avec l'érosion du sol du à la proximité de la mer ainsi que par des installations illégales.

4 Port d'Odessa en Ukraine

C'est un port situé sur la mer noire. Il fut une base navale pendant la période soviétique. Ce port est actuellement un des pôles économiques les plus importants en Ukraine. Ce lieu est relié, grâce à une ligne ferroviaire, à un autre port. Il est aussi rattaché à une zone pétrolière. Il y a donc présence d'un véritable pôle technique industriel. C'est une zone liée à l'industrie agro – alimentaire, textile et manufacturière.

5 Port royal en Jamaïque

Il s'agit du principal port de commerce et de pêches aux caraïbes. Ce fut aussi pendant un temps un port de piraterie. Puis il devint un siège local du gouvernement britannique dans

cette zone du globe. Le port fut en activité jusqu' en 1692, date du tremblement de terre qui le ravagea.

6 Port Bonbhore au Pakistan

Ancienne ville médiévale, le port de Bonbhore était lié au commerce de la céramique et du métal. La ville se situait au niveau de l'Indus. Ce sont les découvertes archéologiques au niveau du port, abandonné à la suite d'une modification du cours de l'Indus, qui a permis de révéler la richesse de ce site.

7 Port du Siraf

Il s'agit d'un important site archéologique et d'un important site de commerce à l'époque antique. Il commerçait notamment avec la Chine.

8 Port de Carthage

C'est un site archéologique datant l'époque punique située en Tunisie.

9 Port de Dakar

Il s'agit du principal port du Sénégal. Le Port occupe une position stratégique à l'intersection des lignes maritimes reliant l'Europe à l'Amérique du Sud, l'Amérique du Nord à l'Afrique du Sud. Son plan d'eau exceptionnel délimité par un linéaire de quai de dix (10) Km peut recevoir toutes catégories de navires.

10 Le port du Havres

C'est un port commercial français de grande envergure avec une spécificité en matière d'architecture.

11 Port de rio de Janeiro

Ce port est principalement lié au transport de minerais de fer, de pétrole, de charbon... C'est l'un des principaux ports commerciaux du monde.

12 Port Venise

Il s'agit d'un port de croisière et d'un port connecté avec la zone industrielle de Marghera. C'est un port qui date du 15^e siècle et qui se situe au niveau d'une lagune formée de petites

îles et îlots. En effet, sa position géographique fait de ce port un lieu avantageux pour le commerce maritime entre l'orient et l'occident. Venise fut une cité de grande puissance commerciale durant l'époque moderne au niveau de l'Europe mais aussi au niveau de la mer méditerranéenne et adriatique. Toutefois, des problèmes liés à l'enlèvement ont obligé la ville à organiser des travaux entre le 15^e et le 16^e siècle. Aujourd'hui la lagune est protégée. Le port actuel de Venise a valeur commerciale. Il se situe à l'extérieur de la ville et est principalement industriel. Il continue à être l'un des principaux ports d'Italie et possède un grand arsenal. L'histoire de ce port ne peut être comprise qu'en lien avec l'histoire de l'état où il se situe en Italie, c'est-à-dire l'état de Trieste. La ville est classée mais le port ne l'est peut-être pas.

13 Port de Sfax

Le port de Sfax est un port de pêche situé au sud du pays. Considéré comme la seconde capitale sous la colonisation, cette ville n'en demeure pas moins une des principales villes de commerce de Tunisie. Sfax a conservé son lien privilégié avec la mer. Bien que la ville ne soit pas un centre balnéaire, elle communique avec les îles de Kerkennah, lieu de tourisme et de pêches. Ainsi, la ville de Sfax est aujourd'hui encore un carrefour mais aussi un port industriel puisqu'une tradition de production de phosphate, installée sous la colonisation, perdure avec l'usine de la Siap. La région de Sfax est aussi une région agricole, notamment en ce qui concerne la production de l'huile d'olive. Par le passé, le port échangeait de nombreux produits avec l'Europe et en particulier avec le port de Marseille. Aujourd'hui, le port de Sfax est en perte d'activité. La réduction des investissements entre 1956 et aujourd'hui au profit d'autres ports tels que Rodès a relégué le port de Sfax à un rôle de port secondaire.

14 Bizert

Il s'agit d'un port de Tunisie. C'est une ville entourée d'une petite muraille. C'est un petit port de pêche ainsi qu'un port de marchandise. C'est un port encore en usage, un lieu de tourisme avec des pavements authentiques. C'est son usage qui permet la conservation de ce port. C'est aussi un port pétrolier.

15 Port de Jaffa

Il s'agit du port le plus vieux du monde puisqu'il date de 4000 ans. Il se situe à Tel Aviv en Israël.

16 Shanghai

La plus grande ville commerciale chinoise ainsi que le plus grand port du monde. Son rôle est purement économique. Il pose la question de la classification des ports. Peut – on classifiser un port sur des questions purement économique et sur des critères de grandeur ? La densité de trafic peut – t – elle expliquer un intérêt patrimoniale ?

Nota Bene : Il faut toutefois noter qu'un port historique connaît souvent une modernisation à travers le temps en particulier en Europe. De fait, la plupart des ports anciens ont pu être conservé grâce à leur valeur d'usage et le maintien d'activité entre le port (et souvent la ville) et l'arrière-pays.

Après qu'on ait effectué un travail d'ébauche sur les différents ports, un certain nombre de questionnement nous ait venu à l'esprit.

- **Quel choix faire en termes de port français ?**
- **Quelle lecture du port on peut faire ?**
- **Quelle valorisation a été faite ?**

Ainsi, chacun d'entre nous aura en charge l'étude d'un port, me concernant, les recherches effectués sur le port de Marseille m'a permis de noter une évolution de ce dernier.

Chapitre II : Historique du Port de Marseille:

Marseille, porte du nouvel empire colonial Français, déjà vers 1860, l'urbanisation liée à l'essor industriel se renforce. Elle profite aussi à Marseille qui, de plus, tire bénéfice de sa situation sur la Méditerranée. L'antique colonie grecque, magnifiquement abritée dans ce site de calanques, devient la porte de l'empire que la France s'est reconstitué – notamment sous la Restauration et la monarchie de Juillet. En 1839, Félix Ziem fut remarqué par le duc d'Orléans qui revenait victorieux de l'expédition des Portes de Fer, épisode de la conquête de l'Algérie. Le futur artiste participait alors au chantier que fut l'adduction des eaux de la Durance, décisif pour le développement de Marseille. Il avait contribué aux travaux de l'aqueduc de Roquefavour et en avait tiré des aquarelles particulièrement réussies. Le fils aîné de Louis-Philippe les remarqua lors de la cérémonie inaugurale du palais Longchamp et encouragea le jeune Félix Ziem à poursuivre dans cette voie.

A/ L'entrée de Marseille dans l'âge industriel :

Le second Empire est pour la ville synonyme d'endormissement politique et de réveil économique. La dynamique concerne d'abord le port dont Ziem, dans son journal, croque l'agitation cosmopolite. Traité de libre-échange (1860), exploitation de l'empire colonial, percement du canal de Suez (1869), les facteurs se cumulent pour déclencher la multiplication des flux commerciaux. Les exportations vers l'Algérie augmentent de 258 % entre 1855 et 1874. 512 000 hectolitres de blé sont exportés lors de la famine qui frappe les populations algériennes en 1867. L'ouverture du canal de Suez permet au port de Marseille d'étendre son aire commerciale vers l'Extrême-Orient. De nouveaux produits sont échangés tels que la soie grège, tandis que le pétrole fait son apparition en 1863. Son raffinage participe au décollage industriel qui suit la prospérité commerciale et financière. Prospérité que les guerres sur les théâtres extérieurs ne compromettent pas (Crimée, Italie, Chine). Le Vieux-Port est la première victime de cette croissance. Vers 1860 l'activité se déplace vers le nord autour du bassin de la Joliette et des docks où les activités commerciales et industrielles peuvent se combiner. . La principale modernisation du port, au milieu du XIX^e siècle, pour rattraper le retard pris sur les docks de Londres et de Liverpool, est venue de banques nationales. Elles ont aidé un ingénieur, Paulin Talabot, à relier le site marseillais au chemin de fer PLM, tout en utilisant les progrès de l'hydraulique sur les quais, donnant ainsi naissance au port le plus moderne d'Europe. Marseille a souvent fonctionné ainsi, accumulant du retard qu'elle

*_*_*_*_*_*_*_

rattrapait d'un coup, avec des investissements nationaux, et en tirant les leçons de ce que les autres avaient fait. La ville a rejeté vers Fos-sur-Mer (inauguré en 1968) les activités produisant des nuisances, tel le transport de brut et de produits raffinés. Les supertankers embarquaient alors 500 000 tonnes de brut. Une nouvelle rente se mettait en place, celle du pétrole. Il représente encore (en volume) 70% de l'activité. Dans Marseille, les plus petits cargos, qui font la liaison avec le Maghreb et la côte ouest de l'Afrique, continuent d'arriver en ville (un enjeu important au moment où l'actuel gouvernement veut réhabiliter la fonction marseillaise de porte sur la Méditerranée).

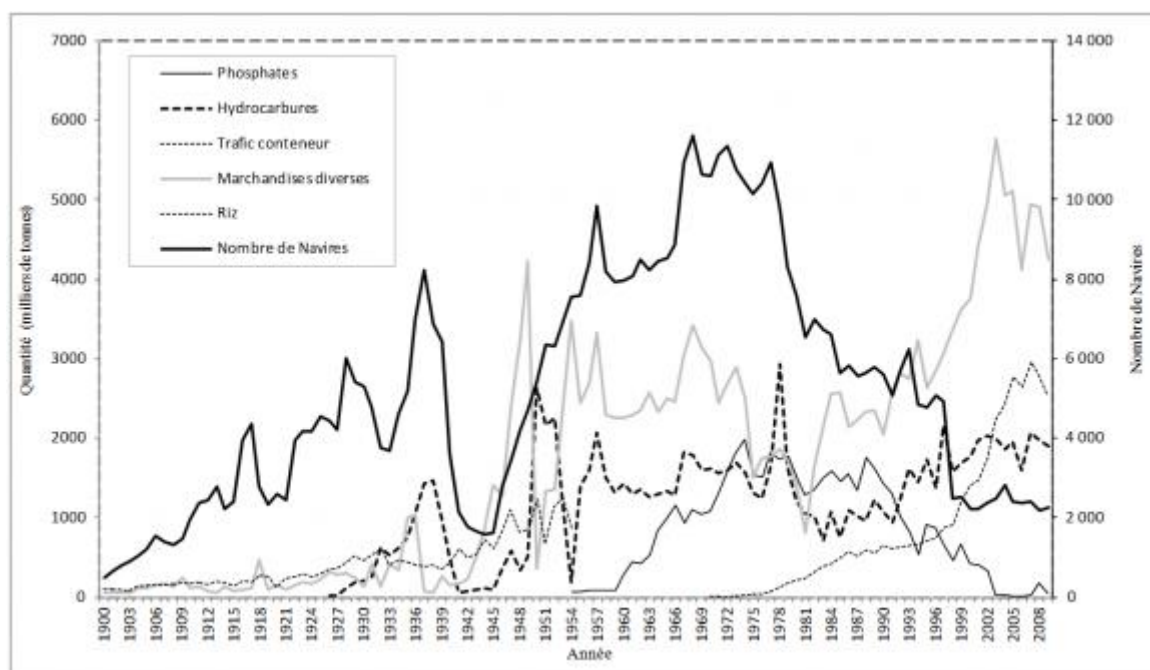


Diagramme du nombre de navire entrant au port de Marseille

B/ Principaux projets :

Les principaux projets du port de Marseille sont :

Terminaux à conteneurs : Après le démarrage des 2 terminaux « Fos 2XL » en 2012, un 3ème, « Fos 4XL », est en projet pour 2018 avec Hutchison, n°1 mondial de l'exploitation portuaire.

Terminal méthanier : La société Fos Faster (Vopak et Shell) prépare pour 2017 un projet de terminal méthanier, le 3ème au port de Marseille Fos, qui assurera un trafic annuel de 6 Millions de tonnes de GNL/ an.

Croisières : A Marseille, la passe nord de la Digue du Large sera élargie pour faciliter l'accès au port des plus grands paquebots de croisière avec un investissement de 35 M€.

Réparation Navale Industrielle : La Forme 10, la plus grande de Méditerranée, sera remise en service pour servir en priorité, les paquebots de croisières. Le groupement composé de Chantier Naval Marseille/STX France/San Giorgio Del Porto/Mariotti a été choisi pour l'exploiter.

C/ Marseille Provence 2013 :

Tout en poursuivant son activité industrielle et logistique, le port ouvre son patrimoine au public : mise à disposition de 6 000 m² dans le hangar J1 pour des expositions et des animations, ouverture de la partie Sud de la Digue du Large.

Concernant le trafic maritime nous pouvons noter des données assez significatives. Ainsi le trafic total du port en 2012 est proche de 86 millions de tonnes (85,79 Mt) en retrait de 3% par rapport à 2011 sous le seul effet de la baisse des hydrocarbures.

Fiabilité sociale, mise en service des 2 terminaux à conteneurs privés Fos 2XL et implantations logistiques ont permis une croissance de 16% de l'activité conteneurs à Fos. Le seuil du million de conteneurs est dépassé.

- Côté voyageurs, Marseille Fos améliore son activité de 4% et dépasse pour la 1ère fois le million de passagers à destination de la Corse.
- Marchandises diverses : 17.2 millions de tonnes (+11% par rapport à 2011), dont roulier : 4.2 Mt (-1%), dont Conteneurs : 1 062 400 EVP (+13% ; +16% à Fos).
- Vrac liquides : 56.3 MT (-10%)
- Vrac solides : 12.2 MT (+25%)
- Passagers : 2,43 millions de passagers (+4%) dont 890 100 croisiéristes (+10%) et 1.02 million de passagers vers la Corse.

sont pas encore officiels mais le site aura vu passer près de 1,1 million de conteneurs l'année dernière. Cela tient à la mise en service de deux nouveaux terminaux d'exploitation et à l'entrée en application, en mai 2011, de la réforme portuaire, qui transfère vers le privé grues et grutiers, faisant du nouveau Grand Port maritime un aménageur, et non plus un exploitant.

L'enjeu est désormais de réussir la mutation d'un port majoritairement pétrolier vers un terminal logistique capable d'accueillir de plus en plus de conteneurs (le brut et le raffiné battent de l'aile : sur les huit raffineries desservies par Marseille-Fos en 2009, trois ont fermé).

Le changement de cap serait positif pour l'emploi. Selon l'OCDE, gagner 1 000 tonnes permet de créer 300 postes avec le liquide (comme le pétrole), 600 avec le solide (conteneurs). Mais pour réussir une telle mue, le port doit devenir une charnière fluide et fiable entre la mer et le continent. Les armateurs ont besoin que les marchandises soient vite transférées, pour ne pas immobiliser les bateaux. Et ils préfèrent quand leurs conteneurs ne sont pas visités. A Marseille, ce n'était pas toujours le cas. Entre la «démarche inconnue» et les crises sociales à répétition, le port avait sale réputation. Les bateaux préféraient souvent contourner le Portugal et l'Espagne pour aller décharger à Rotterdam, avant que des camions ne redescendent les conteneurs sur la France. L'un des acteurs du port se souvient aussi de Caterpillar expédiant depuis Grenoble, voilà quelques années, des engins jusqu'à Anvers, pour qu'ils embarquent vers Alger.

La réforme réussie, le site veut à présent améliorer ses liaisons avec l'arrière-pays, ses marchés de livraison. Il faut pour cela fluidifier les liaisons routières et ferroviaires au départ de Marseille et Fos. Pour l'instant, lorsqu'elles quittent le port vers l'«hinterland», les marchandises passent à 85% par la route et les camions doivent emprunter depuis Fos une voie départementale, en se mêlant au trafic. Or, le port veut multiplier par cinq le nombre de conteneurs transportés d'ici 2030. Même si la part du fluvial et du ferroviaire augmente, cela triplerait le nombre de camions. Il manque pour les absorber un barreau autoroutier entre le port et l'A7. Pour les trains, une aire de ferroutage pourrait voir le jour d'ici 2015, mais coûterait une soixantaine de millions d'euros. Et le financement n'est pour l'instant pas bouclé. Elle permettrait cependant de charger sur les quais des convois de 750 mètres (contre 350 mètres aujourd'hui).

Chapitre III : la reconversion :

Le patrimoine est presque toujours lié à la notion de territoire comme entité géographique et culturelle. Il est aussi lié à des organisations sociales et communautaires souvent formalisées aujourd'hui dans des unités administratives territorialisées. N'oublions pas non plus que, dans nombre de traditions, la nature, ou certaines de ses composantes sont porteuses d'âme(s), éléments vivants avec lesquels on doit composer.

Au territoire est associé un patrimoine culturel qui a été légué de génération en génération. Il permet aux peuples de se situer dans un continuum temporel et il confère à ce territoire des particularités distinctives, base de constitution des identités collectives. Il convient de procéder à l'identification des éléments culturels les plus significatifs (matériels et immatériels) attachés à un territoire, auxquels la population accorde une valeur spirituelle et symbolique particulière. Ces éléments varient beaucoup en fonction des territoires. Ici ou là, on identifiera un ou des lieux sacrés, une fabrication réputée, un paysage culturel particulièrement marqué, un tissu urbain ou une architecture typique, une tradition orale de poésies chantées, une manifestation rituelle et festive, etc.

Le XXIème siècle sera davantage un siècle de reconversion que de construction... la ville aujourd'hui s'imagine de plus en plus à partir de ce qui existe. La notion de transformation se retrouve alors au centre des préoccupations urbaines et de la même façon des préoccupations culturelles et sociales. La France est un pays riche d'un patrimoine monumental de 40 000 monuments protégés, mais pauvre de 700 monuments industriels seulement y compris les moulins à vent qui témoignent du passé industriel du pays qui pourtant est long et riche. Les travaux de l'Inventaire général sans y être spécialement orientés sont essentiels à la protection des monuments historiques. Le grand nombre des connaissances comparatives qui émergent de nos recherches permet donc l'identification de l'usine exceptionnelle ou de l'usine exceptionnellement représentative qui mérite d'être préservée comme un monument faisant parti de l'héritage national. En réalité, ces opérations de repérage sont loin d'être achevées. Ceci dit la préservation du patrimoine industriel ne passe pas seulement par l'arsenal juridique ou plus tôt lourd de la législation de 1913 sur les monuments historiques. La réutilisation spontanée des espaces industriels, leur reconversion, leur recyclage vers de nouveaux usages, qu'il s'agisse d'usages d'habitation, tertiaires ou culturels, est en fait une histoire déjà ancienne. Un des enseignements quantifiables de nos repérages industriels c'est que les bâtiments industriels connaissent très souvent des changements de fonction et d'occupation. Depuis une

*_*_*_*_*_*_*_






trentaine d'années, les friches industrielles sont devenues à la fois des nouveaux espaces à conserver et à investir...

Même si ces sites désertés véhiculent encore des traumatismes locaux et des images obsolètes, on ne peut pas oublier... Ce sont au même titre que les monuments historiques des architectures à sauvegarder. Néanmoins, à la fois leur nombre et la singularité de chacune des friches soulèvent d'une part des difficultés de protection et d'autre part des opportunités de réutilisation et de réaménagement du territoire. Ces anciens lieux de production industrielle sont recyclés en espaces de production et de diffusion artistique et culturelle. Par ce biais, en préservant la mémoire sociale et industrielle, notre action souhaite faciliter les échanges et les pratiques culturelles des jeunes générations s'ouvrant aux nouvelles formes d'expressions artistiques, à l'utilisation des nouvelles technologies et à la coopération interculturelle¹.




L'évolution du port de Marseille



1- Un port qui s'étend toujours plus à l'ouest

-  Le Vieux port (de l'Antiquité au milieu du XIX^e siècle)
-  La Joliette et l'extension vers le nord de Marseille (XIX^e siècle)
-  L'extension à l'embouchure de l'étang de Berre (années 1920-1930)
-  L'extension récente de Fos (1975-2010)
-  L'extension dans le temps

2- Un port dans un système urbain éclaté

-  Marseille
-  Les autres pôles de l'aire urbaine
-  Les principaux axes de communication

L'évolution du port de Marseille en image

¹ Rencontres Européennes Trans Europe Halles - 27 mai 2000, Mainsd'oeuvres, Saint-Ouen - Dossier réalisé par Anne Lalaire et FazetteBordage

Difficile de ne pas remarquer le Silo d'Arenc dans le quartier de la Joliette. Montées sur pilotis, ses immenses colonnes beiges et ses passerelles d'accès ciselées dans des conteneurs orange tranchent avec l'architecture aseptisée des immeubles en construction tout autour. Niché entre l'autoroute A 55 et le port, le bâtiment construit en 1927 a trouvé une nouvelle vocation. En septembre 2011, le [silo d'Arenc](#) est devenu Le Silo (1).

Après être passé pas loin de la destruction, il abrite pour sa deuxième vie une salle de spectacle de 2 050 places et 4 500 m² de bureaux ; 180 spectacles et 230 000 spectateurs ont été accueillis la saison dernière. Sur les affiches, la programmation éclectique annonce d'ici à la fin de l'année la venue de l'humoriste Muriel Robin, du chanteur Étienne Daho ou encore des danseurs de la compagnie Elektro Kif. Au quatrième étage, Nicoline Jouvin savoure la vue XXL» sur la ville et la mer.

En septembre 1999, le port lance un appel à projets remporté par la Société de gestion immobilière de la Ville de Marseille ([Sogima](#)) associée à l'architecte Éric Castaldi. Le programme comprend des bureaux, une salle de spectacle et un restaurant panoramique dans ce bâtiment labellisé fin 2000 «patrimoine du XXe siècle». La Ville, qui désire intégrer en sus l'opéra, relance un concours que remporte l'architecte Roland Carta. Faute d'espace, le restaurant est supprimé.

Les travaux, d'un montant de 43 millions d'euros, débutent en 2006. Les cellules en béton sont cassées. Seule la façade extérieure subsiste. Le hall d'accueil est aujourd'hui situé dans l'ancienne salle d'ensachage dite «*des mamelles*», en raison des énormes cônes en béton renversés qui composent son plafond. Partout, le béton est brut et apparent. «*C'est l'ADN du bâtiment. Il ne fallait pas martyriser ce patrimoine transmis par l'histoire*», affirme Roland Carta. À l'extérieur, un monte-charge a été ajouté pour permettre d'acheminer du matériel jusqu'à la salle de spectacle, située à 16 mètres du sol. Trois niveaux de balcons y ont été aménagés.

Le changement de l'image du port est, pour une part significative, lié à deux phénomènes récents : d'une part l'émergence de la balnéarité qui se développe au XIX^e siècle, et devient un trait de civilisation majeur au XX^e, et d'autre part la nouvelle sensibilité patrimoniale qui fait découvrir, dans la seconde moitié de XX^e siècle, l'intérêt des édifices et des lieux utilitaires. Cette mutation des représentations découle aussi des nouvelles valeurs écologiques qui sont apparues plus récemment et qui instituent le port comme un balcon² sur la mer,

essence même de la nature. Cet intérêt pour l'héritage matériel s'est porté non seulement sur le patrimoine monumental que l'on a revisité, étudié et restauré, mais aussi sur d'autres catégories de constructions, entre autres les bâtiments des industries, des filatures, de la sidérurgie, des mines dont les édifices abandonnés ne pouvaient survivre que pour un destin culturel. Avec les usines, les ports vont entrer dans la sphère de la curiosité culturelle des citoyens. Les grues, les quais, les docks, les silos et les darses ne sont plus des objets étranges totalement déterminés par leur fonction triviale, mais deviennent des signes, des valeurs, que l'on souhaite connaître, visiter et investir d'un nouvel avenir. Il en découlera la patrimonialisation d'une partie des constructions, la création de musées (le plus souvent d'art moderne comme à Liverpool et récemment à Londres) et le développement du commerce touristique (*fun commerce*).

Conclusion :

Pour avancer, les chantiers urgents ont désormais besoin que les acteurs publics tirent dans le même sens. Difficile, avec au moins trois intercommunalités concernées. Au moins, la ville de Marseille, sa communauté urbaine et son port ont-ils acté le maintien d'une activité commerciale en ville. Une charte vient d'être signée qui segmente les activités du port. Au Sud, près du Vieux-Port, le trafic passager et les petits navires de croisière de luxe. Au Nord, le nautisme. Entre les deux, le maintien du site commercial et industriel et l'accueil, à côté des très grands navires de croisière. Une darse (bassin) actuellement désaffectée (l'une des trois plus grandes au monde) permettrait d'accueillir les bâtiments les plus longs (350 mètres). Jusqu'aux années 70, des supertankers, disparus après 1973, s'y rendaient pour réparation. Sa remise en service coûtera 22 millions d'euros. Elle accueillera alors ces géants de la croisière et leurs milliers de passagers. Ce qui supposera de mieux relier cette extrémité de la ville au centre. Si cela profite aux quartiers Nord, situés à proximité et enclavés, le port aura pleinement retrouvé sa fonction d'aménageur urbain.

